

Rapport annuel 2016

LA VALEUR DE L'EXPÉRIENCE



IFC

S'INSPIRER DU PASSÉ...



IFC EN BREF

Membre du Groupe de la Banque mondiale, IFC est la plus importante institution mondiale d'aide au développement dont les activités sont axées sur le secteur privé dans les pays en développement.

Créée en 1956, IFC est contrôlée par les 184 pays qui en sont membres et définissent ensemble sa politique.

IFC a accumulé six décennies d'expérience sur les marchés les plus difficiles du monde. Grâce à sa présence dans une centaine de pays, un réseau composé de centaines d'institutions financières et plus de 2 000 clients du secteur privé, IFC est particulièrement bien placée pour créer des opportunités là où elles font le plus défaut.

IFC utilise son capital, ses compétences et son influence pour aider le monde à mettre fin à l'extrême pauvreté et à promouvoir une prospérité partagée.

Lorsqu'elle sera devenue opérationnelle, la mine d'Oyu Tolgoi qui bénéficie d'un soutien d'IFC, devrait accroître de 30 % le produit économique de la Mongolie.



IFC

... POUR PRÉPARER L'AVENIR

Table des matières

SIX DÉCENNIES D'EXPÉRIENCE DANS LES MARCHÉS ÉMERGENTS 4

S'inspirer du passé
pour préparer l'avenir 16

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE RÉSUMÉ DES RÉSULTATS DE 2016 18

LETTRE DU VICE-PRÉSIDENT EXÉCUTIF ET DIRECTEUR GÉNÉRAL D'IFC PHILIPPE LE HOUÉROU 24

L'ÉQUIPE DE DIRECTION D'IFC 28

RÉTROSPECTIVE DE L'EXERCICE D'IFC 30

IFC : principales données financières 31

IFC : principales données
opérationnelles 31

L'impact d'IFC au plan mondial 32

COMMENT IFC CRÉE DES OPPORTUNITÉS 36

Innovation 37

Influence 45

Démonstration 55

Impact 63

À PROPOS D'IFC 70

Répondre aux attentes 71

Les compétences d'IFC 76

Le personnel et les pratiques d'IFC 84



DÉCENNIES
D'EXPÉRIENCE

1956

Il y a 60 ans,
quelques dizaines de pays
ont délibérément parié sur le
pouvoir transformateur du
secteur privé dans les pays
en développement.

Ils ont réuni un capital de
100 millions de dollars et
constitué IFC pour renforcer
l'action menée par la Banque
mondiale dans le but de
promouvoir la croissance
et le développement. Leur
pari a réussi, bien au-delà
de leurs attentes. IFC, qui a
accordé des financements
représentant au total plus
de 245 milliards de dollars
aux entreprises de marchés
émergents est, aujourd'hui,
la plus importante institution
mondiale d'aide au
développement focalisée
sur le secteur privé.

Pourtant les besoins n'ont
jamais été aussi grands.
L'année 2016 coïncide avec le
début de la mise en œuvre des
objectifs de développement
durable, initiative qui dépend
de la capacité collective des
autorités publiques et du
secteur privé à mobiliser
des milliers de milliards de
dollars chaque année pour
promouvoir la prospérité et
la paix. L'année en cours est
marquée par des troubles
économiques d'une ampleur
sans précédent depuis la
crise financière mondiale
de 2008-2009. Elle est aussi
une période de conflits et
de troubles politiques qui
déplacent et appauvrissent
des millions d'êtres humains.

Dans de telles circonstances,
il faut pouvoir faire
preuve d'une ingéniosité
particulière pour accélérer
le développement.

SIX DÉCENNIES D'EXPÉRIENCE DANS LES MARCHÉS ÉMERGENTS



2016



d'innovation, d'influence, de démonstration et d'impact

ORIGINES

1947

- Le Président de la Banque mondiale, John J. McCloy, nomme le financier new-yorkais **Robert L. Garner** vice-président de l'institution.

1948-49

- Garner et ses collègues **proposent de créer une nouvelle institution** pour stimuler l'investissement privé, qui travaillerait avec d'autres entités et assumerait pleinement les risques commerciaux.

1956

- IFC ouvre** ses portes sous la direction de Garner avec un capital de 100 millions de dollars.

1957

- Premier prêt d'IFC** : 2 millions de dollars pour aider la filiale brésilienne de Siemens à fabriquer des matériels électriques.



EN RÉGIME DE CROISIÈRE

1959

- Première syndication** : IFC mobilise 2 millions de dollars auprès d'un groupe de banques au profit de la société de papier et de pâte à papier brésilienne Champion Celulose.

1961

- Les statuts d'IFC sont modifiés pour lui **permettre de prendre des participations** – qui, à terme, contribueront de manière essentielle à sa rentabilité.

1962

- Première prise de participation** : participation d'environ 500 000 dollars au capital du fabricant espagnol de pièces détachées Fábrica Española Magnetos.

ÉLARGISSEMENT DU CHAMP D'ACTIVITÉ



1971

- Le département des marchés financiers d'IFC est créé** dans le but de renforcer les banques, les bourses et d'autres intermédiaires financiers des pays – domaine d'intervention qui deviendra le plus important d'IFC.

1972-74

- Services-conseil et bureaux-pays** : pour la première fois, IFC envoie des experts à Djakarta pour contribuer à l'établissement du premier marché des valeurs mobilières du pays.

1973

- Premier projet de financement du logement** : IFC devient actionnaire fondateur de **Davienda** en Colombie ; en 1978, elle suit la même démarche dans le cas de HDFC en Inde.

1974

- Grâce à un investissement de 17,3 millions de dollars et l'apport de services-conseil, IFC aide la société coréenne **LG Electronics** à devenir l'une des sociétés de marchés émergents parmi les plus compétitives au monde.

1976

- Premier projet de financement de PME** : prêt de 2 millions de dollars à la Kenya Commercial Bank pour lui permettre d'accorder des prêts à des entreprises locales de taille limitée.

PLACE À L'INNOVATION

1980

- Premier investissement dans Tata Group (Inde)** : Tata Iron and Steel Company emprunte 38 millions de dollars à IFC.

1981

- IFC invente l'expression **marché émergent** – ce faisant, elle modifie la perception qu'a le monde financier des pays en développement et définit une nouvelle classe d'actifs.

- IFC crée la base de données **Emerging Markets Database** – à partir de laquelle est établi le premier indice boursier des marchés émergents.

1984

- IFC lance le premier fonds de marché émergent coté en bourse, le **Korea Fund**, inscrit à la cote du NYSE.



1985

- IFC conseille la **Chine sur la réforme du climat de l'investissement**.

1988

- Durant la crise de la dette en Amérique latine, IFC aide plusieurs **conglomérats mexicains à réduire leur endettement**.

1989

- IFC **reçoit sa première note de crédit AAA** – essentielle à la poursuite d'un important programme d'emprunts en différentes monnaies qui, en 2016, se chiffre à 15 milliards de dollars par an.

Au fil des décennies

1960

1970

1980

INFLUENCE MONDIALE GRANDISSANTE



1992

- IFC invente l'expression **marché pionnier**.
- IFC mène l'un des **premiers programmes de privatisation en Russie**, en procédant à la vente aux enchères de 2 000 entreprises à Nizhny Novgorod.

1996

- IFC pénètre dans le secteur de la **microfinance** en prenant une participation de 3 millions de dollars au capital de ProFund, dont les activités visent l'Amérique latine et les Caraïbes.

- Dans le cadre de l'un de ses premiers investissements dans un État touché par un conflit, IFC contribue au **lancement du pionnier de la microfinance bosniaque** (à présent ProCredit Bank).

- IFC mène la plus importante opération de privatisation en Afrique : la vente à KLM, pour un montant de 70 millions de dollars, de la participation de l'État au capital de **Kenya Airways**.

1998

- IFC adopte de **nouvelles procédures d'examen et politiques de sauvegarde environnementale et sociale**.
- Face à la **crise financière asiatique**, IFC entreprend un programme d'investissements contracycliques et de services-conseil de près d'un milliard de dollars sur cinq ans pour conforter la position de clients en Corée.

EFFET DE DÉMONSTRATION

2002

- Par suite de la dégradation de la situation économique en Argentine, IFC entreprend une série d'**investissements contracycliques** en commençant par apporter 60 millions de dollars à l'agroentreprise AGD.

2003

- Les grandes banques commerciales lancent les **Principes d'Équateur**, qui sont basés sur les propres normes d'IFC.
- IFC et la Banque mondiale publient le premier **rapport Doing Business** et contribuent ainsi à établir une référence mondiale permettant aux pays d'améliorer leur climat d'investissement.

2004

- IFC lance sa première **initiative d'envergure dans le domaine du genre**, en encourageant des projets conçus pour aider les entreprises locales appartenant à des femmes.

- IFC supervise la création de l'**Emerging Market Private Equity Association (EMPEA)**.

2006

- **Adoption des nouvelles Normes de performance.**

2007

- L'investissement de **5 millions de dollars d'IFC dans FINO**, nouvelle société indienne de technologies de l'information, aide à élargir l'accès des populations des zones rurales aux financements.

2009

- Le G-20 lance son **initiative d'inclusion financière** et choisit IFC comme conseiller pour les questions de financement des PME.
- **Face à la crise financière mondiale**, IFC contribue à hauteur de 2 milliards d'euros à un effort international visant à assurer la poursuite des financements des banques commerciales en Europe centrale et de l'Est.
- IFC s'étant décentralisée pour se rapprocher de ses clients, **plus de 50 % de son personnel se trouve maintenant sur le terrain.**
- **Création d'IFC Asset Management Company.** En 2016, elle gèrera près de 9 milliards de dollars de fonds d'investissement.



INTENSIFICATION DE L'IMPACT

2010

- IFC ouvre le guichet du secteur privé de son **Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire** de 1,25 milliard de dollars, nouvelle initiative du Groupe de la Banque mondiale lancée à la demande du G-20.

2012

- Un an après la fin des conflits en Côte d'Ivoire, IFC finance l'expansion de la plus grande centrale thermique du pays, **Azito**.



2013

- **Adoption par le Groupe de la Banque mondiale de son double objectif** : mettre fin à l'extrême pauvreté et promouvoir une prospérité partagée.
- La People's Bank of China annonce une contribution de 3 milliards de dollars au nouveau **Programme de portefeuille de prêts conjoints** d'IFC et devient le premier investisseur de ce nouveau programme de syndication.

2014

- IFC procède à Londres à sa première émission offshore d'**obligations Masala** en roupies. Le programme a maintenant atteint une valeur de 3 milliards de dollars.

2015

- IFC joue un rôle crucial en faisant ressortir l'importance de la contribution du secteur privé à la réalisation des **objectifs de développement durable**.
- Dans le cadre de l'intervention menée de façon concertée par le Groupe de la Banque mondiale **face à la crise Ebola** en Afrique de l'Ouest, IFC accorde un montant de 225 millions de dollars pour aider les banques locales à poursuivre leurs opérations de prêts aux PME locales.
- Leader d'opinion lors des **réunions internationales historiques** de Paris sur le **changement climatique**, IFC présente des clients de marchés émergents proposant des solutions novatrices intelligentes sur le plan climatique.

1990

2000

2010

SIX DÉCENNIES

d'investissements dans des situations difficiles

Il faut de l'expérience pour accélérer le développement dans les régions les plus difficiles du monde. IFC intervient dans les zones les plus pauvres et les plus exposées aux conflits. Elle crée des marchés là où il n'en existe pas. Elle aide à combler les déficits et les lacunes qui entravent le développement, notamment dans le domaine des investissements et de la réglementation. Les succès qu'elle remporte depuis 60 ans montrent que l'on peut avoir confiance dans sa capacité à relever les défis les plus épineux auxquels le monde est confronté.

À Jhimpir (Pakistan), Allah Dino subvient aux besoins de sa famille en travaillant dans un parc éolien bénéficiant d'un appui d'IFC.





de mobilisation de ressources et de changement d'échelle

IFC a montré, dans le cadre des opérations qu'elle poursuit depuis sa création, qu'il est possible de mobiliser d'importants volumes de capitaux du secteur privé de manière durable pour financer le développement. Depuis 1956, elle a obtenu environ 2,6 milliards de dollars de capitaux de ses États membres pour accorder des financements au titre du développement se chiffrant à plus de 245 milliards de dollars. Chaque dollar provenant du capital d'IFC génère un montant total d'environ 20 dollars (y compris les cofinancements d'autres investisseurs) qui peuvent être consacrés au financement de projets.



d'adaptation aux marchés et aux besoins des clients

Depuis sa création, IFC s'adapte pour répondre aux besoins des pays en développement. Au départ, elle a joint ses efforts à ceux de sociétés multinationales pour promouvoir l'investissement dans des pays venant d'accéder à l'indépendance. Par la suite, lorsque les entreprises de ces pays ont commencé à prospérer, elle a déplacé son personnel et ses bureaux pour se rapprocher d'elles – pour les aider à promouvoir la prospérité dans les régions moins développées du monde.





d'influence sur le programme de développement

IFC a une expérience inégalée du développement durable du secteur privé. Elle contribue donc de manière essentielle aux efforts déployés à l'échelle mondiale pour relever les défis, tels que le changement climatique et les pandémies, auxquels l'humanité tout entière est confrontée. Elle joue un rôle consultatif prédominant dans le cadre des grandes initiatives des pays avancés et en développement du Groupe des 20 et des Nations Unies. Elle sert d'intermédiaire de confiance entre le secteur public et le secteur privé, et propose des solutions commerciales aux problèmes du développement.





S'INSPIRER DU PASSÉ...

ARTICLE 1

Statuts d'IFC

La Société a pour objet de **stimuler l'expansion économique** en encourageant le développement d'entreprises privées de caractère productif dans les États membres, **en particulier dans les régions moins développées**, en vue de compléter ainsi les opérations de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (...). En poursuivant cet objet, la Société :

- i) contribuera, en association avec des investissements privés, à financer l'établissement, l'amélioration et **l'expansion d'entreprises privées de caractère productif** de nature à contribuer au développement de ses États membres ; ces investissements se feront sans garantie de remboursement par le Gouvernement membre intéressé et uniquement **lorsque le capital privé ne pourra être trouvé à des conditions raisonnables** ;
- ii) s'efforcera de rapprocher les perspectives d'investissement, le capital privé, local et étranger, et une direction expérimentée ; et
- iii) s'efforcera de **stimuler et de promouvoir les conditions favorisant le courant du capital privé**, local et étranger, vers des investissements de caractère productif dans les pays membres.

... *POUR PRÉPARER L'AVENIR*

L'EXPÉRIENCE NOURRIT LA CONFIANCE

En raison de son **expérience**, IFC est idéalement placée pour relever les grands défis de développement de notre époque.

IFC :

- **Ciblera** encore plus son action sur les pays les plus pauvres et les régions fragiles et touchées par un conflit.
 - **Accroîtra** ses investissements dans les domaines du climat et de l'infrastructure.
 - **Élargira** les opportunités offertes aux agriculteurs et aux agroentreprises.
 - **Étendra la portée** de l'inclusion financière et sociale.
 - **Accroîtra l'échelle** des investissements dans les technologies révolutionnaires.
 - **Renforcera** ses travaux d'analyse et de conseil pour promouvoir le développement du secteur privé.
 - **Mobilisera** des capitaux pour financer le développement.
-

Les partenariats sont essentiels à la concrétisation de notre vision. Ensemble, nous pouvons créer des opportunités là où elles font le plus défaut.





Message de Jim Yong Kim

Président du Groupe de la Banque mondiale

Ces dernières années, des progrès historiques ont été accomplis en vue de mettre fin à l'extrême pauvreté dans le monde. Au cours des seules 15 dernières années, plus d'un milliard de personnes se sont extirpées de la pauvreté.

En 2015, selon les calculs du Groupe de la Banque mondiale, la proportion de la population mondiale vivant dans l'extrême pauvreté est tombée pour la toute première fois sous la barre des 10 %. C'est un cap remarquable qui a ainsi été franchi.

Je reste optimiste et convaincu que nous pouvons répondre à ce défi – une région, un pays et une personne à la fois – et créer un monde plus prospère et solidaire pour tous.

Le monde est pourtant confronté aujourd’hui à des défis aussi complexes et épineux que ceux des dernières années. Des difficultés économiques tenaces ont provoqué un ralentissement de la croissance mondiale ; la fragilité et les conflits ont contraint des dizaines de millions de personnes à quitter leur foyer ; les pays et leur économie sont vulnérables aux catastrophes naturelles et aux chocs liés au changement climatique ; enfin, une pandémie peut survenir à tout moment et se propager rapidement. Nous sommes tous concernés par ces problèmes, mais la triste vérité est que ce sont les êtres humains vivant dans l’extrême pauvreté qui sont touchés en premier et le plus durement.

La mission du Groupe de la Banque mondiale s’articule autour de deux objectifs : mettre fin à l’extrême pauvreté d’ici 2030 et promouvoir la prospérité parmi les 40 % les plus pauvres de la population des pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire. Pour les réaliser, nous nous attachons principalement à promouvoir une croissance largement répartie qui ne laisse personne sur la touche, et nous restons vigilants à l’égard des chocs qui mettent en péril les progrès accomplis de haute lutte sur le front du développement.

Nous avons conscience que les méthodes d’intervention habituelles ne suffiront pas. Le Groupe de la Banque mondiale adopte donc de nouveaux modes de collaboration avec un éventail de plus en plus diversifié de partenaires. Ainsi, au cours de l’exercice écoulé, nous avons collaboré avec l’Organisation des Nations Unies et le Groupe de la Banque islamique de développement au lancement d’un mécanisme de financement innovant en faveur des réfugiés syriens et des communautés qui les accueillent en Jordanie et au Liban. Fort des premières contributions de huit pays et de la Commission européenne, ce mécanisme sera en mesure d’accorder immédiatement des prêts concessionnels à concurrence de 800 millions de dollars à la Jordanie et au Liban. Ces financements permettront de poursuivre à une plus grande échelle des programmes visant à élargir la couverture de services essentiels, tels que l’éducation et les soins de santé, afin de répondre à la demande des réfugiés et des habitants des pays d’accueil.

Il s’agit là de l’une des nombreuses solutions novatrices que nous mettons en œuvre pour aider à résoudre les problèmes auxquels le monde est confronté aujourd’hui. Les agents compétents et dévoués des principales institutions de financement du Groupe de la Banque mondiale – l’Association internationale de développement (IDA), la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), l’Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) et la Société financière internationale (IFC) – travaillent de concert à la mobilisation des solutions et investissements novateurs nécessaires à la promotion d’une croissance économique solidaire.

Au cours de l’exercice écoulé, le Groupe de la Banque mondiale a engagé près de 64,2 milliards de dollars sous forme de prêts, de dons, de prises de participation ou de garanties au profit de ses membres et d’entreprises privées. Durant la même période, la BIRD, dont les services continuent d’être très demandés par les pays clients, a engagé 29,7 milliards de dollars – montant le plus élevé jamais atteint en dehors des crises financières. Pour sa part, l’IDA – le fonds de la Banque mondiale pour les pays les plus pauvres – a engagé 16,2 milliards de dollars à l’appui des pays qui en avaient le plus besoin pour faire face à leurs problèmes les plus épineux.

Il sera de plus en plus important de collaborer avec le secteur privé pour être à la hauteur des besoins de financement qu’induisent nos objectifs de développement. IFC et la MIGA, nos deux institutions qui se consacrent au développement du secteur privé, redoublent d’efforts en ce sens. IFC a consenti des financements d’un montant record en faveur du développement du secteur privé – soit environ 18,8 milliards de dollars, dont 7,7 milliards de dollars mobilisés auprès de partenaires d’investissement. Les investissements d’IFC dans les pays fragiles ou touchés par un conflit se sont élevés à près d’un milliard de dollars, soit une augmentation de plus de 50 % par rapport à l’exercice précédent. La MIGA a émis des garanties contre des risques politiques et pour l’amélioration des termes du crédit à hauteur de 4,3 milliards de dollars en appui à divers investissements, 45 % de son portefeuille d’opérations en cours étant consacrés à des pays admis à emprunter à l’IDA et 10 % à des pays touchés par des conflits ou en situation de fragilité.

Les progrès que nous avons accomplis au cours des dernières décennies montrent que nous sommes la première génération dans l’histoire de l’humanité qui puisse mettre un terme à l’extrême pauvreté. C’est pour nous à la fois un grand défi à relever et une grande occasion à saisir. Je reste optimiste et convaincu que nous pouvons répondre à ce défi – une région, un pays et une personne à la fois – et créer un monde plus prospère et solidaire pour tous grâce à la volonté commune du Groupe de la Banque mondiale, des pays membres de notre institution et des partenaires internationaux.



JIM YONG KIM

Président du Groupe de la Banque mondiale
et Président du Conseil des Administrateurs

11,4 MILLIARDS
DE DOLLARS

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES



64,2 MILLIARDS
DE DOLLARS

de prêts, dons, prises de participation et garanties en faveur de pays partenaires et d'entreprises privées.

Le montant total inclut les projets multirégionaux et mondiaux. La répartition par région reflète la classification des pays par la Banque mondiale.

Engagements mondiaux

Le Groupe de la Banque mondiale a continué d'apporter une aide importante aux pays en développement durant l'exercice écoulé et s'est attaché à obtenir des résultats plus rapidement tout en se rendant encore plus utile à ses clients et à ses partenaires et en apportant des solutions de niveau mondial aux problèmes locaux.

**10,3 MILLIARDS
DE DOLLARS**

EUROPE ET ASIE CENTRALE

**11,4 MILLIARDS
DE DOLLARS**

ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE



**13,3 MILLIARDS
DE DOLLARS**

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

**6,3 MILLIARDS
DE DOLLARS**

MOYEN-ORIENT ET
AFRIQUE DU NORD

**11,3 MILLIARDS
DE DOLLARS**

ASIE DU SUD

Les institutions du Groupe de la Banque mondiale

Le Groupe de la Banque mondiale est l'une des principales sources de financements et de connaissances pour les pays en développement. Il est composé de cinq institutions ayant en commun la détermination à lutter contre la pauvreté, accroître la prospérité partagée et promouvoir le développement durable.

La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)

accorde des prêts aux gouvernements des pays à revenu intermédiaire et des pays à faible revenu solvables

L'Association internationale de développement (IDA)

accorde des prêts sans intérêts, appelés crédits, aux gouvernements des pays les plus pauvres

La Société financière internationale (IFC)

fournit des prêts et des services-conseil et procède à des prises de participation afin de stimuler les investissements du secteur privé dans les pays en développement

L'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA)

fournit des assurances contre les risques politiques et aide à améliorer les termes des crédits pour les investisseurs et les prêteurs afin de favoriser les investissements directs étrangers dans les économies émergentes

Le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI)

fournit des facilités internationales pour l'arbitrage et le règlement des différends liés aux investissements

Financements accordés par le Groupe de la Banque mondiale aux pays partenaires

Par exercice, en millions de dollars

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE	2012	2013	2014	2015	2016
Engagements ^a	51 221	50 232	58 190	59 776	64 185
Décaissements ^b	42 390	40 570	44 398	44 582	49 039
IBRD					
Engagements	20 582	15 249	18 604	23 528	29 729
Décaissements	19 777	16 030	18 761	19 012	22 532
IDA					
Engagements	14 753	16 298	22 239	18 966	16 171
Décaissements	11 061	11 228	13 432	12 905	13 191
IFC					
Engagements ^c	9 241	11 008	9 967	10 539	11 117
Décaissements ^d	7 981	9 971	8 904	9 264	9 953
MIGA					
Émissions brutes de garanties	2 657	2 781	3 155	2 828	4 258
FONDS FIDUCIAIRES EXÉCUTÉS PAR LES BÉNÉFICIAIRES					
Engagements	3 988	4 897	4 225	3 914	2 910
Décaissements	3 571	3 341	3 301	3 401	3 363

a. Inclut les engagements de la BIRD, de l'IDA et d'IFC, et les engagements au titre des fonds fiduciaires exécutés par les bénéficiaires, ainsi que les émissions brutes de garanties de la MIGA. Les engagements au titre des fonds fiduciaires exécutés par les bénéficiaires englobant tous les dons exécutés par les bénéficiaires, le total des engagements du Groupe de la Banque mondiale est différent du montant présenté dans la Fiche de performance institutionnelle du Groupe de la Banque mondiale, lequel ne se rapporte qu'à un sous-ensemble d'activités exécutées au moyen de fonds fiduciaires.

b. Inclut les décaissements de la BIRD, de l'IDA et d'IFC, ainsi que les décaissements au titre des fonds fiduciaires exécutés par les bénéficiaires.

c. Engagement à long terme pour le propre compte d'IFC. N'inclut pas les financements à court terme ou les fonds mobilisés auprès d'autres investisseurs.

d. Propre compte d'IFC. N'inclut pas les financements à court terme ou les fonds mobilisés auprès d'autres investisseurs.

Une

**lettre du Vice-président
exécutif et Directeur
général d'IFC
Philippe Le Houérou**

Des nations du monde entier

sont convenues, au cours des 12 derniers mois, d'agir de manière concertée pour atteindre des objectifs qui semblaient auparavant hors de portée : mettre fin à la pauvreté, promouvoir la prospérité et la paix et enrayer le réchauffement climatique.

Il ne sera toutefois pas facile d'y parvenir. Les pouvoirs publics et le secteur privé devront, à cette fin, investir chaque année des milliers de milliards de dollars qu'il leur faudra mobiliser alors même que le monde est confronté à un ralentissement de la croissance économique et à la montée des incertitudes géopolitiques.

Dans ces circonstances, l'expérience a de la valeur. Elle est nécessaire à la poursuite d'activités dans les régions du monde les plus pauvres et les plus exposées à des troubles. Elle est nécessaire à la création et au développement de marchés là où il n'en existe pas. Elle est nécessaire à la mobilisation de financements auprès d'investisseurs privés. Elle est nécessaire à l'établissement de nouveaux types de partenariats qui permettent de combler les déficits d'investissement et les lacunes des cadres réglementaires tout en apportant des solutions aux défis d'envergure planétaire que sont le changement climatique et les pandémies. Enfin, elle est nécessaire pour créer des

emplois et éviter le « piège du revenu intermédiaire ».

IFC a méthodiquement accumulé l'expérience requise. Depuis six décennies, nous évaluons régulièrement nos activités pour déterminer ce qui donne ou non de bons résultats. Nous nous inspirons du passé pour préparer l'avenir. Nous innovons pour renforcer le secteur privé dans les pays émergents. Nous prônons des politiques de renforcement des normes. Nous prouvons qu'il est avantageux d'investir dans des marchés difficiles. Dans tous ces domaines, nos investissements ont un important impact sur le développement.

Durant l'exercice clos le 30 juin 2016 — qui a été marqué par des turbulences considérables sur les marchés —, nous avons investi et mobilisé des ressources plus importantes que jamais pour le développement du secteur privé. Nos investissements à long terme ont atteint le niveau record de près de 19 milliards de dollars et ont contribué à créer des opportunités dans une centaine de pays. Plus d'un tiers de ces investissements, soit près de 8 milliards de dollars au total, a été mobilisé auprès d'autres investisseurs qui se sont associés à nos projets parce que, depuis 60 ans, nous obtenons de bons résultats dans le domaine du développement et affichons de solides rendements financiers.

Nos travaux ont eu un impact dans toutes les régions du monde. Nos clients ont fourni 2,4 millions d'emplois, contribué à l'éducation de 4,6 millions d'élèves et étudiants et traité près de 32 millions de patients. Ils ont produit de l'électricité au profit de 48 millions d'habitants, distribué de l'eau à près de 22 millions de personnes et alimenté en gaz plus de 50 millions de consommateurs.



PHILIPPE
LE HOUÉROU

Vice-président exécutif et
Directeur général d'IFC

*IFC EST
IDÉALEMENT
PLACÉE
POUR MENER
L'ACTION*

LA VALEUR DE L'EXPÉRIENCE...

Nos activités montrent comment il est possible de financer des projets d'infrastructure complexes et de très grande envergure sans accroître l'endettement public. Prenons l'exemple du canal de Panama élargi, inauguré cette année. En 2008, IFC et plusieurs autres banques de développement ont engagé 2,3 milliards de dollars en témoignage de notre confiance dans le projet — et afin d'appuyer les efforts déployés par l'Autorité du canal de Panama pour s'assurer que le projet était réalisé de manière responsable.

Cette année, en outre, nous avons renforcé nos activités de conseil auprès de nos clients. Notre portefeuille de services-conseil comptait environ 700 projets dans 100 pays d'une valeur de 1,3 milliard de dollars. Durant l'exercice 16, plus de 60 % des conseils d'IFC ont visé des clients situés dans des pays IDA — dont 20 % dans des zones fragiles et touchées par un conflit.

Les actifs gérés par IFC Asset Management Company (AMC) se sont chiffrés à 8,9 milliards de dollars répartis entre 11 fonds. AMC a mobilisé 476 millions de dollars en faveur de projets d'IFC.

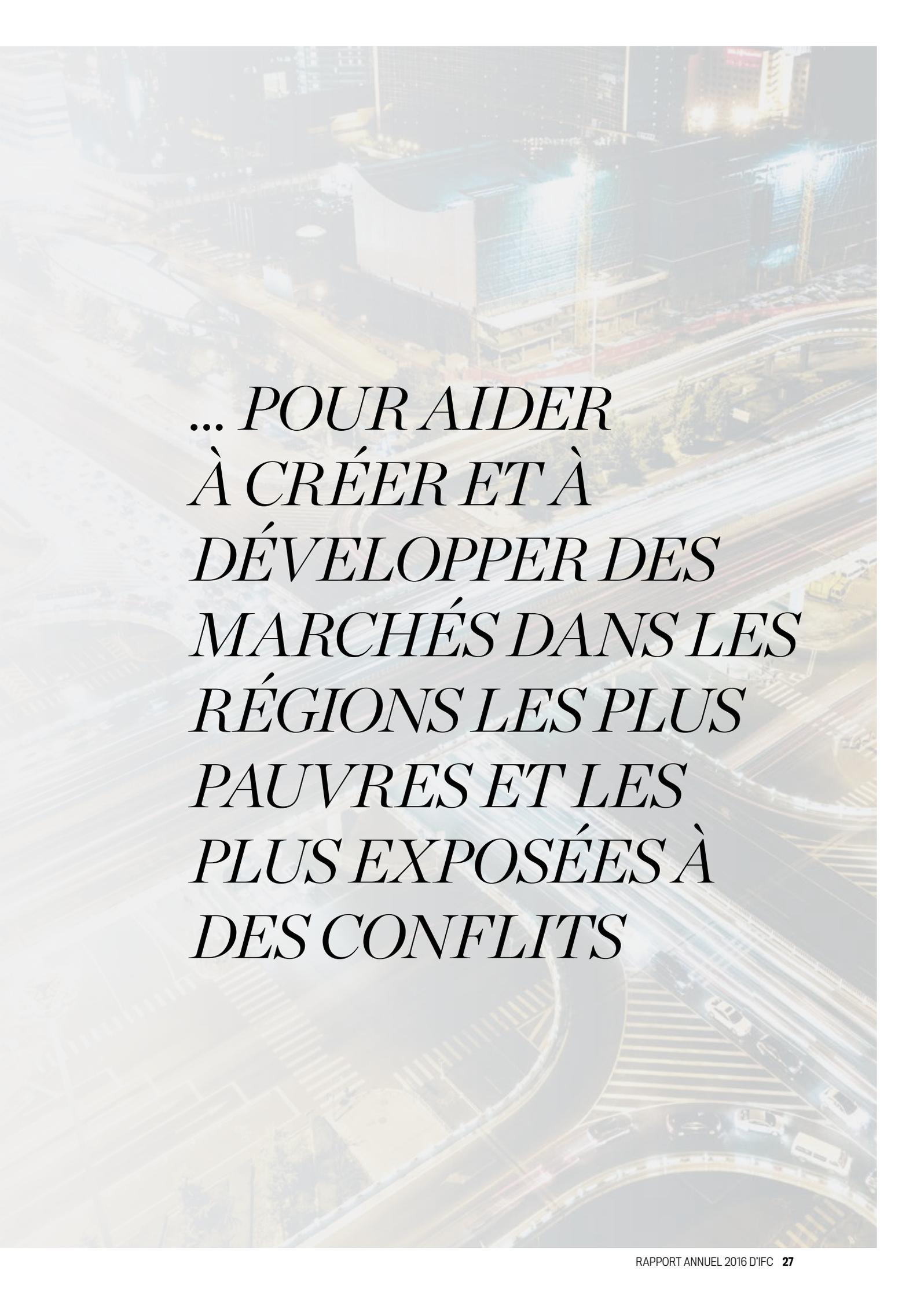
Nous savons que le chemin à parcourir sera difficile. Le monde attend, à juste titre, beaucoup de la communauté de développement, comme en témoignent les objectifs de développement durable des Nations Unies. Les investisseurs sont de plus en plus réticents à prendre des risques dans les pays émergents, de sorte que les flux de capitaux diminuent au moment même où ils sont les plus nécessaires. Les conflits et la violence qui sévissent dans de nombreuses régions du monde sont des obstacles majeurs au développement.

Nous sommes toutefois optimistes — parce qu'IFC a été *inventée* pour relever de tels défis. Il y a 60 ans, ses fondateurs ont orienté notre action en définissant les objectifs à atteindre : « créer des conditions propices aux flux de capitaux privés » dans les « régions moins développées » du monde et intervenir dès qu'« il n'est pas possible d'obtenir suffisamment de capitaux privés à des conditions raisonnables ». Nous n'avons jamais cessé de suivre cette voie, en nous aventurant toujours plus profondément dans les marchés les plus difficiles du monde.

Fort de nombreux enseignements qu'elle a acquis durant six décennies, IFC est idéalement placée pour mener cette action.



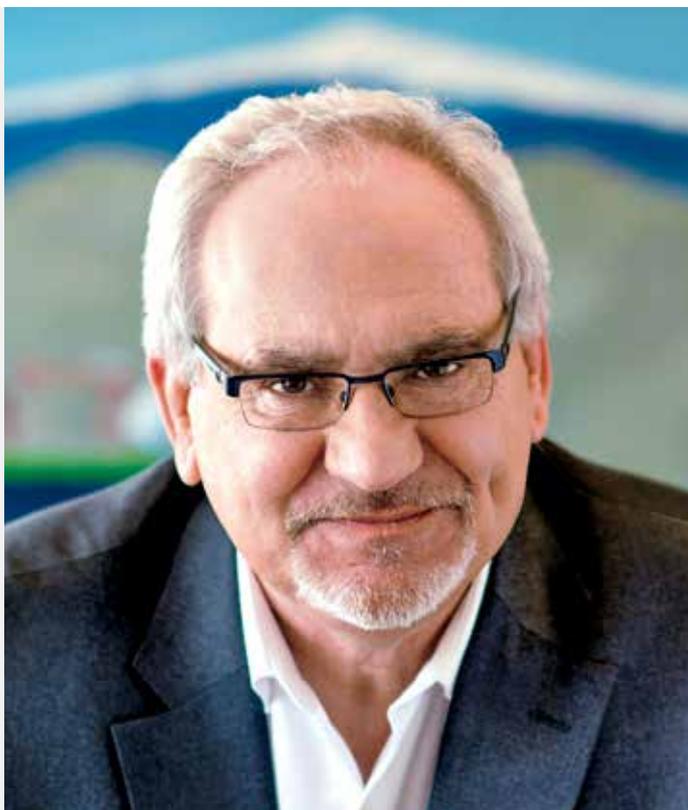
PHILIPPE LE HOUÉROU
Vice-président exécutif
et Directeur général d'IFC



*... POUR AIDER
À CRÉER ET À
DÉVELOPPER DES
MARCHÉS DANS LES
RÉGIONS LES PLUS
PAUVRES ET LES
PLUS EXPOSÉES À
DES CONFLITS*

L'équipe de direction d'IFC

Notre équipe de dirigeants veille à ce que les ressources d'IFC soient utilisées de manière efficace, afin d'optimiser l'impact de la Société sur le développement et de répondre aux besoins de ses clients. L'équipe de direction met à profit des années d'expérience dans le domaine du développement, une large gamme de connaissances et des perspectives culturelles diverses. Elle définit les stratégies et politiques de manière à permettre à IFC de créer des opportunités là où elles font le plus défaut.



Philippe Le Houérou
*Vice-président exécutif
et Directeur général d'IFC*



Jingdong Hua
*Vice-président
et trésorier*



Saran Kebet-Koulibaly
*Vice-présidente, Risque institutionnel
et viabilité*



Nena Stoiljkovic
*Vice-présidente,
Services mondiaux aux clients*



Ethiopis Tafara
*Conseiller juridique et Vice-président,
Risque institutionnel et viabilité*



Dimitris Tsitsiragos
*Vice-président,
Services mondiaux aux clients*



Gavin Wilson
*Directeur général,
IFC Asset Management Company*

Rétrospective de l'exercice d'IFC

Durant l'exercice 16, IFC a investi près de 19 milliards de dollars, dont environ 8 milliards de dollars mobilisés auprès d'autres investisseurs. Grâce à son approche globale, elle a aidé les entreprises à innover, à ériger des secteurs industriels pouvant soutenir la concurrence sur les marchés mondiaux et à créer de meilleurs emplois.

PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES

Millions de dollars, au 30 juin, date de clôture des exercices*	2016	2015	2014	2013	2012
Revenu (perte) net(te) imputable à IFC	(33)	445	1 483	1 018	1 328
Dons à l'IDA	330	340	251	340	330
Revenu avant dons à l'IDA	296	749	1 739	1 350	1 658
Total, actif	90 434	87 548	84 130	77 525	75 761
Prêts, participations et titres de dette, nets	37 356	37 578	38 176	34 677	31 438
Juste valeur estimative des participations	13 664	14 834	14 890	13 309	11 977
PRINCIPAUX RATIOS					
Rendement de l'actif moyen (base GAAP)	0,00 %	0,50 %	1,8 %	1,3 %	1,8 %
Rendement des capitaux propres moyens (base GAAP)	-0,10 %	1,80 %	6,4 %	4,8 %	6,5 %
Encaisses et placements immédiatement disponibles en pourcentage des besoins estimés de liquidités pour les trois prochains exercices	85 %	81 %	78 %	77 %	77 %
Ratio d'endettement	2,8:1	2,6:1	2,7:1	2,6:1	2,7:1
Montant total des ressources nécessaires (milliards d'USD)	19,2	19,2	18,0	16,8	15,5
Montant total des ressources disponibles (milliards d'USD)	22,5	22,6	21,6	20,5	19,2
Total des provisions pour pertes sur prêts rapporté à l'ensemble du portefeuille décaissé	7,4 %	7,5 %	6,9 %	7,2 %	6,6 %

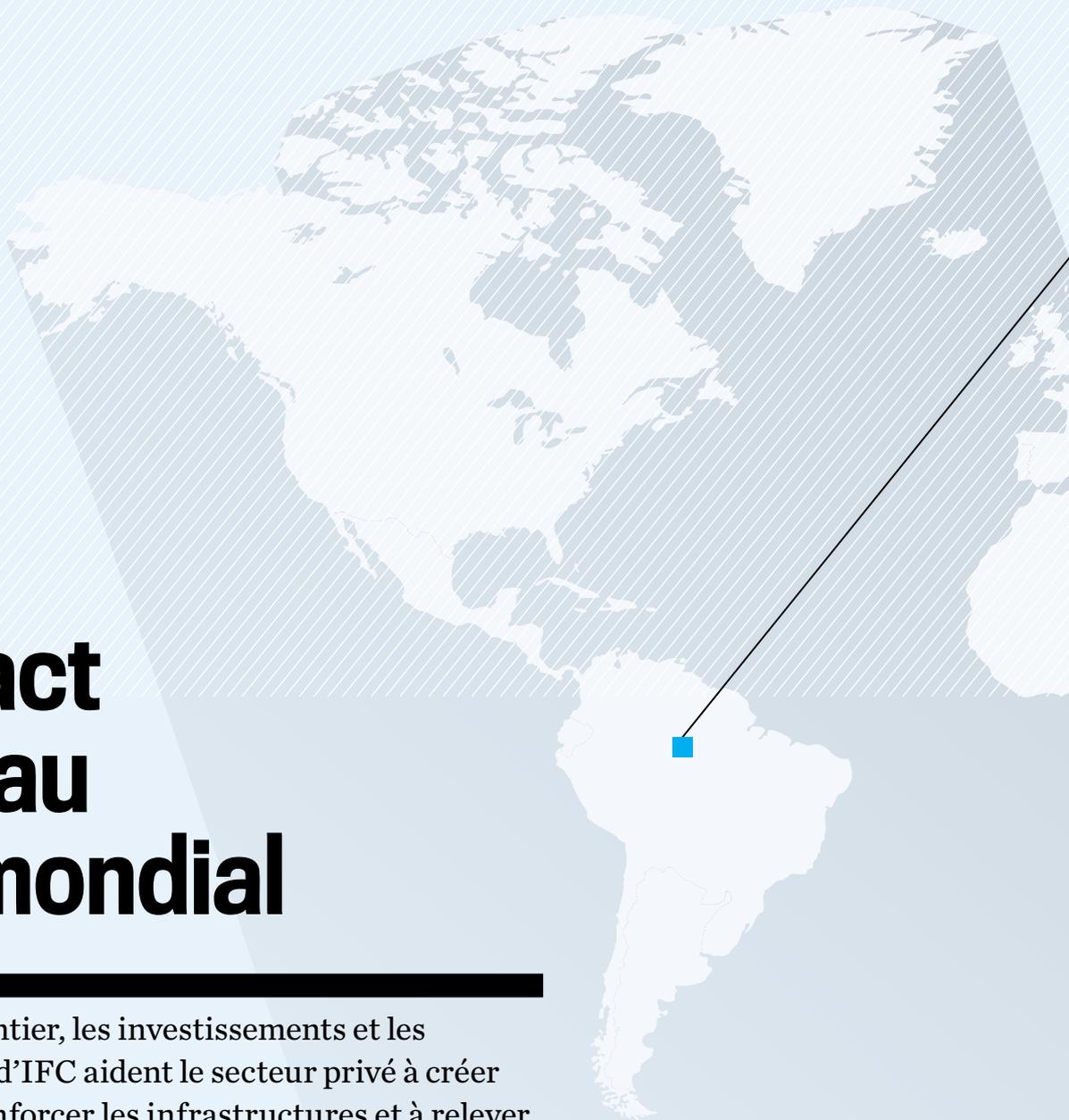
*Voir l'Examen et l'Analyse de la Direction et les États financiers consolidés pour plus de détails sur le calcul des chiffres portés dans ce tableau : <http://www.ifc.org/FinancialReporting>

PRINCIPALES DONNÉES OPÉRATIONNELLES, EX. 16

Millions de dollars, au 30 juin, date de clôture des exercices	2016	2015	2014	2013	2012
ENGAGEMENTS AU TITRE D'INVESTISSEMENTS À LONG TERME					
POUR LE COMPTE D'IFC					
11 117	10 539	9 967	11 008	9 241	
Nombre de projets	344	406	364	388	365
Nombre de pays	78	83	73	77	78
RESSOURCES MOBILISÉES*					
7 739	7 133	5 142	6 504	4 896	
Prêts syndiqués ¹	5 416	4 194	3 093	3 098	2 691
Initiatives d'IFC et autres	1 054	1 631	1 106	1 696	1 727
Fonds d'Asset Management Company (AMC)	476	761	831	768	437
Partenariat public-privé (PPP) ²	793	548	113	942	41
TOTAL DES ENGAGEMENTS AU TITRE D'INVESTISSEMENTS	18 856	17 672	15 109	17 512	14 137
DÉCAISSEMENTS AU TITRE D'INVESTISSEMENTS					
Pour le compte d'IFC	9 953	9 264	8 904	9 971	7 981
Prêts syndiqués ³	4 429	2 811	2 190	2 142	2 587
TOTAL DES DÉCAISSEMENTS AU TITRE D'INVESTISSEMENTS	14 382	12 075	11 094	12 113	10 568
PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS					
Nombre d'entreprises	2 006	2 033	2 011	1 948	1 825
Pour le compte d'IFC	51 994	50 402	51 735	49 617	45 279
Prêts syndiqués ⁴	16 550	15 330	15 258	13 633	11 166
PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS TOTAL	68 544	65 732	66 993	63 250	56 445
FINANCEMENTS À COURT TERME					
Montant moyen du solde	2 807	2 837	3 019	2 739	2 529
SERVICES-CONSEIL					
Dépenses au titre des services-conseil	220,6	202,1	234,0	231,9	197,0
Pourcentage du programme consacré aux pays IDA ⁵	62 %	65 %	66 %	65 %	65 %

*Financements provenant d'entités autres qu'IFC mis à la disposition des clients grâce à la participation directe de la Société à la mobilisation des ressources.

1. Comprennent les prêts B, les prêts parallèles, les prêts du programme MCPP et les participations à des prêts A.
2. Financements provenant de tiers et affectés à des projets de partenariats public-privé grâce à l'intervention d'IFC en tant que conseiller principal auprès d'entités nationales et locales ou d'autres entités publiques.
3. Comprennent les prêts B, les prêts parallèles gérés par IFC et les prêts MCPP.
4. Comprennent les prêts B, les participations à des prêts A, les prêts parallèles gérés par IFC, les participations non financées aux risques et les prêts MCPP.
5. Toutes les références faites dans ce rapport au pourcentage de dépenses de services-conseil consacrées aux pays IDA, aux États fragiles et aux pays touchés par un conflit excluent les projets à caractère mondial.



L'impact d'IFC au plan mondial

Dans le monde entier, les investissements et les services-conseil d'IFC aident le secteur privé à créer des emplois, à renforcer les infrastructures et à relever les défis de développement les plus pressants des marchés émergents.

**5,1 MILLIARDS
DE DOLLARS**

AMÉRIQUE LATINE
ET CARAÏBES

**2,6 MILLIARDS
DE DOLLARS**

EUROPE ET ASIE CENTRALE

**1,3 MILLIARD
DE DOLLARS**

MOYEN-ORIENT ET
AFRIQUE DU NORD

**5,2 MILLIARDS
DE DOLLARS**

ASIE DE L'EST
ET PACIFIQUE

**2,4 MILLIARDS
DE DOLLARS**

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

**2,0 MILLIARDS
DE DOLLARS**

ASIE DU SUD

**18,8 MILLIARDS
DE DOLLARS***

sous forme d'engagements au titre d'investissements à long terme, dont plus de 7,7 milliards de dollars ont été mobilisés auprès d'autres investisseurs.

*Projets mondiaux compris

ENGAGEMENTS À LONG TERME PAR CATÉGORIE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE, EX. 16

Catégorie	Engagements (millions de dollars)	Nombre de projets
A	1 360	19
B	4 098	135
C	178	36
FI*	40	5
FI-1	899	17
FI-2	3 755	101
FI-3	787	31
Total	11 117	344

*La catégorie FI s'applique aux nouveaux engagements portant sur des projets existants. Pour de plus amples informations sur les définitions des catégories, consulter le site www.ifc.org/escategories.

PAYS BÉNÉFICIAIRES DES PLUS GROS ENGAGEMENTS D'IFC¹, EX. 16

Au 30 juin 2016 (sur la base des données pour le compte d'IFC)

Pays (classement mondial)	Portefeuille d'engagements (millions d'USD)	% du portefeuille mondial
1 Inde	4 996	9,61 %
2 Turquie	3 816	7,34 %
3 Chine	2 863	5,51 %
4 Brésil	2 741	5,27 %
5 Nigéria	1 550	2,98 %
6 Mexique	1 295	2,49 %
7 Pakistan	1 217	2,34 %
8 Indonésie	1 205	2,32 %
9 Égypte, République arabe d'	1 154	2,22 %
10 Bangladesh	1 014	1,95 %

1. Non compris les parts des projets régionaux et mondiaux imputables aux pays.

ENGAGEMENTS À LONG TERME, EX. 16

Montants en millions de dollars, pour le compte d'IFC au 30 juin 2016

Total	11 117	100,00 %
Par branche d'activité		
Marchés financiers	4 474	40,24 %
Infrastructure	1 813	16,31 %
Agroindustrie et forêts	1 062	9,55 %
Services aux consommateurs et services sociaux	1 046	9,41 %
Industrie manufacturière	824	7,41 %
Pétrole, gaz et mines	824	7,41 %
Télécommunications et technologies de l'information	541	4,86 %
Fonds	534	4,80 %

Par région	Millions d'USD ¹	
Amérique latine et Caraïbes	2 688	24,18 %
Asie de l'Est et Pacifique	2 307	20,75 %
Europe et Asie centrale	2 131	19,17 %
Asie du Sud	1 428	12,85 %
Afrique subsaharienne	1 398	12,58 %
Moyen-Orient et Afrique du Nord	955	8,59 %
Monde	210	1,89 %

1. Certains montants prennent en compte les parts de projets mondiaux revenant aux régions.

Par produit		
Prêts ¹	8 097	72,83 %
Participations ²	2 595	23,34 %
Garanties	378	3,40 %
Produits de gestion des risques	48	0,43 %

1. Y compris les produits de type prêt et quasi-prêt.

2. Y compris les produits de type participation et quasi-participation.

PORTEFEUILLE D'ENGAGEMENTS, EX. 16

Montants en millions de dollars, pour le compte d'IFC au 30 juin 2016

Total	51 994	100,00 %
Par branche d'activité		
Marchés financiers	16 125	31 %
Infrastructure	10 525	20 %
Industrie manufacturière	5 398	10 %
Services aux consommateurs et services sociaux	4 408	8 %
Fonds	4 319	8 %
Agroindustrie et forêts	3 411	7 %
Financement du commerce	3 013	6 %
Pétrole, gaz et mines	2 780	5 %
Télécommunications et technologies de l'information	2 014	4 %

Par région		
Amérique latine et Caraïbes	11 829	23 %
Europe et Asie centrale	9 261	18 %
Afrique subsaharienne	8 329	16 %
Asie de l'Est et Pacifique	8 003	15 %
Asie du Sud	6 557	13 %
Moyen-Orient et Afrique du Nord	5 963	11 %
Monde	2 050	4 %

1. Certains montants prennent en compte les parts de projets mondiaux revenant aux régions.

NOTES DU DOTS POUR LES SERVICES D'INVESTISSEMENT PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ, EX.16

IFC	834 (32 751)		58 %
Fonds	106 (1 682)		75 %
Marchés financiers	241 (12 200)		62 %
Agroindustrie et forêts	98 (2 676)		58 %
Infrastructure	141 (7 073)		57 %
Services aux consommateurs et services sociaux	103 (2 631)		53 %
Industrie manufacturière	89 (3 725)		47 %
Pétrole, gaz et mines	23 (1 820)		43 %
Télécommunications et technologies de l'information	33 (945)		42 %

Les chiffres situés à gauche de chaque barre correspondent au nombre total d'entreprises notées et à l'investissement total (en millions de dollars) d'IFC dans ces projets à la fin de l'exercice 16.

NOTES DU DOTS POUR LES SERVICES D'INVESTISSEMENT PAR RÉGION, EX. 16

IFC	834 (32 751)		58 %
Amérique latine et Caraïbes	166 (6 497)		63 %
Asie de l'Est et Pacifique	111 (4 966)		62 %
Afrique subsaharienne	169 (4 495)		59 %
Asie du Sud	118 (3 951)		57 %
Moyen-Orient et Afrique du Nord	88 (3 818)		57 %
Europe et Asie centrale	163 (8 059)		51 %

Les chiffres situés à gauche de chaque barre correspondent au nombre total d'entreprises notées et à l'investissement total (en millions de dollars) d'IFC dans ces projets à la fin de l'exercice 16.

DÉPENSES AU TITRE DES SERVICES-CONSEIL, EX. 16

Montants en millions de dollars

Total	220,6	100 %	
Par région			
Afrique subsaharienne	63,1	28,6 %	
Asie de l'Est et Pacifique	39,2	17,8 %	
Europe et Asie centrale	34,2	15,5 %	
Asie du Sud	26,5	12,0 %	
Amérique latine et Caraïbes	24,6	11,1 %	
Moyen-Orient et Afrique du Nord	23,0	10,4 %	
Monde	10,1	4,6 %	
Par domaine d'activité			
Secteur financier	67,2	30,4 %	
Climat de l'investissement	56,9	25,8 %	
Domaines intersectoriels	34,0	15,4 %	
Partenariats public-privé	30,9	14,0 %	
Énergie et utilisation efficace des ressources	19,3	8,8 %	
Agroindustrie	12,4	5,6 %	

NOTES DU DOTS PONDÉRÉES ET NON PONDÉRÉES POUR LES SERVICES D'INVESTISSEMENT

Ex. 16	834		58 %
	USD 32 751		68 %
Ex. 15	820		63 %
	USD 30 973		72 %
Ex. 14	833		64 %
	USD 30 042		73 %

■ Non pondérées ■ Pondérées

Les chiffres situés à gauche de chaque barre pour les notes du DOTS non pondérées correspondent au nombre total d'entreprises notées. Les chiffres situés à gauche de chaque barre pour les notes du DOTS pondérées correspondent au total des investissements d'IFC (en millions d'USD) dans ces projets.

Comment IFC crée des opportunités

IFC met à profit six décennies d'expérience et une gamme particulière d'atouts liées à ses activités avec le secteur privé pour mettre fin à l'extrême pauvreté et promouvoir une prospérité partagée — une tradition d'*innovation*, une *influence* avérée à l'échelle mondiale, la poursuite d'activités de *démonstration* pour donner l'exemple et la volonté d'avoir un *impact* quantifiable dans le domaine du développement.

INNOVATION

L'innovation est la clé du développement économique et social. Elle aide le secteur public et le secteur privé à surmonter les obstacles, à améliorer leur efficacité et à piloter la croissance — pour créer les conditions nécessaires à un développement et à une prospérité durables.

IFC collabore de longue date avec des entreprises capables de transformer des idées en actions concrètes. En 2003, par exemple, de grandes banques commerciales ont énoncé les Principes d'Équateur, établis sur le modèle du cadre conçu par IFC pour gérer les risques environnementaux et sociaux de ses projets. IFC s'appuie sur ses compétences spécialisées et sa présence dans le monde entier pour promouvoir des idées novatrices dans le but de moderniser l'infrastructure, de faire face au changement climatique et de transformer les technologies.

–p. 38

Accélérer la croissance économique

–p. 40

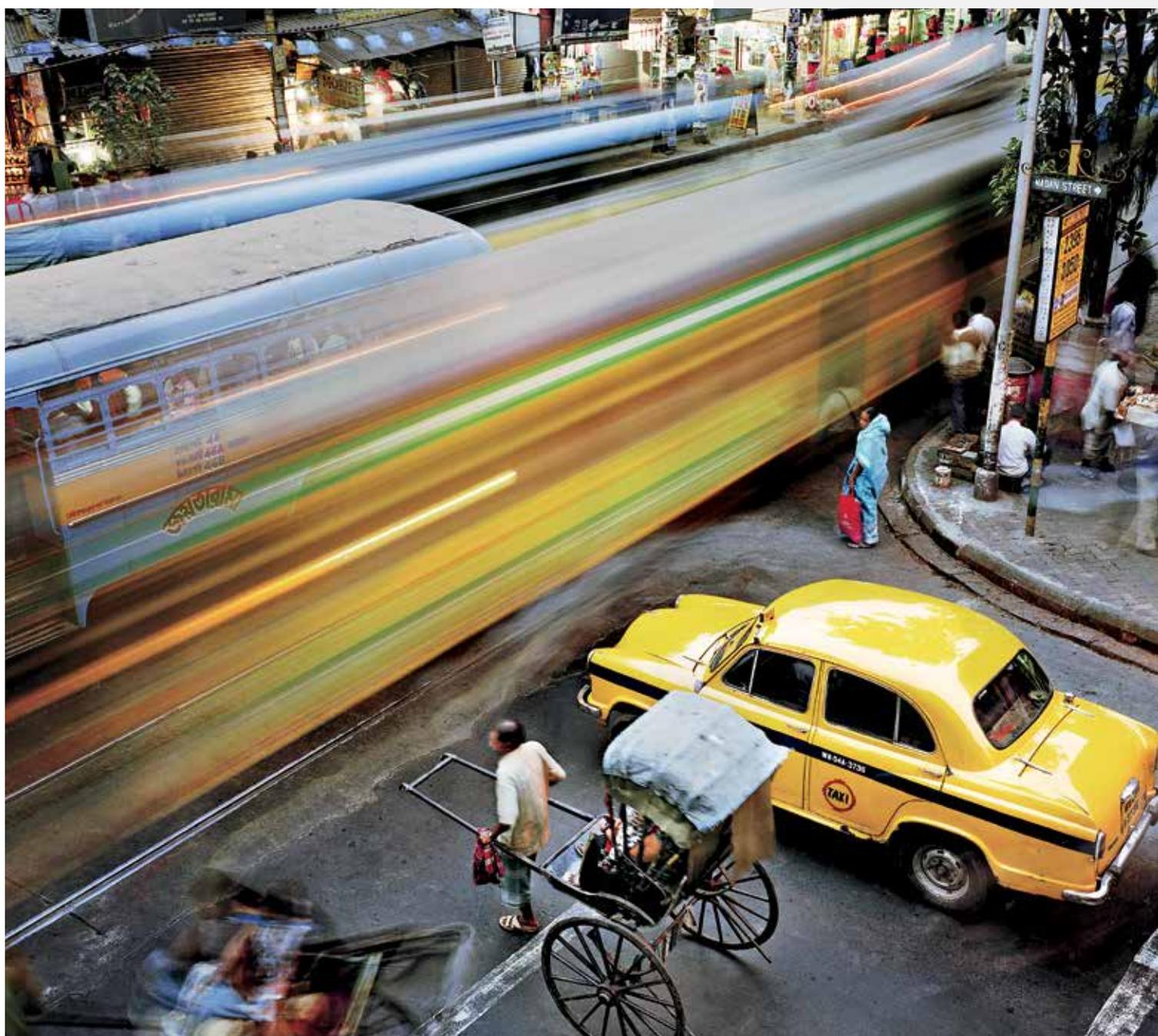
Développer des initiatives intelligentes sur le plan climatique

–p. 42

Exploiter le pouvoir de technologies révolutionnaires

INFRASTRUCTURE

Accélérer la croissance économique



L'appui d'IFC a contribué à la construction de Port Lafito, le port le plus profond d'Haïti.



L'Inde a l'un des plus vastes

réseaux routiers du monde, mais ses routes ne parviennent pas à absorber la circulation : 40 % du trafic routier est concentré sur seulement 2 % des routes nationales, ce qui crée des goulots d'étranglement pouvant limiter la productivité et entraver la croissance économique.

En Inde, comme dans tout autre pays en développement, l'infrastructure est essentielle à l'intégration des économies et à la fourniture des services — elle est le socle d'une prospérité durable. À l'horizon 2030, il sera nécessaire d'investir 90 milliers de milliards de dollars pour répondre aux besoins d'infrastructure à l'échelle mondiale, pour deux tiers dans les pays en développement.

IFC joue un rôle catalyseur en attirant des financements du secteur privé vers des projets d'infrastructure dans les pays en développement. Ne serait-ce que durant l'exercice 16, elle a investi 3,7 milliards de dollars dans des projets d'infrastructure, y compris les fonds mobilisés auprès d'autres investisseurs. Ses clients ont contribué à produire de l'électricité pour 48 millions d'habitants, à distribuer de l'eau à 21,8 millions de personnes et à alimenter en gaz 51,2 millions de consommateurs. Elle a aussi aidé, en 2015, des autorités nationales à signer 13 contrats de partenariat public-privé qui devraient améliorer l'accès de plus de 15 millions de personnes à des services d'infrastructure et mobiliser plus de 1,9 milliard de dollars d'investissements privés.

Pour aider l'Inde à améliorer ses routes, IFC a lancé son premier projet routier dans le pays en acceptant d'investir 250 millions de dollars dans la société Cube Highways, qui est basée à Singapour. Cette dernière a entrepris d'acquérir un portefeuille de routes à péage en Inde, et injecte les capitaux dont ont tant besoin les sociétés de développement routier pour mener à terme leurs projets tout en améliorant les normes de sécurité.

L'approvisionnement en eau potable est une priorité pour IFC. En Chine, elle a récemment accepté de jouer le rôle de chef de file pour un montage financier de 300 millions de dollars au profit du Beijing Enterprises

Water Group — dans le cadre duquel IFC a investi environ 50 millions de dollars pour son propre compte — afin d'améliorer l'accès à l'eau potable, d'étendre la portée des services d'évacuation des eaux usées et de réduire les pertes d'eau. Ce projet est le dernier d'une série d'opérations similaires récemment entreprises par IFC en Chine, qui a notamment investi dans China Water Affairs Group, United Water et Everbright Water.

Au Bangladesh, où 40 % de la population n'a pas l'électricité, IFC a accordé un prêt de 75 millions de dollars à Summit Bibiyana Power Company pour lui permettre d'installer une centrale à gaz de 341 MW à Sylhet. L'installation fournira de l'électricité bon marché à 3 millions de consommateurs.

IFC contribue également au développement de ports — qui sont essentiels à l'intégration économique mondiale puisqu'environ 90 % des échanges mondiaux sont acheminés par des transports maritimes. Au Ghana, IFC a accepté d'octroyer un financement de 667 millions de dollars (y compris les fonds mobilisés auprès d'autres investisseurs) à Meridian Port Services aux fins de la construction d'un terminal en eau profonde dans le port de Tema, à proximité d'Accra. Cette opération constitue la mobilisation la plus importante réalisée par IFC dans le secteur des infrastructures en Afrique subsaharienne.

En Haïti, qui poursuit sa reconstruction à la suite du séisme de 2010, IFC a apporté une contribution de 12 millions de dollars et a mobilisé un montant supplémentaire de 12 millions de dollars auprès de la banque de développement néerlandaise FMO pour construire Port Lafito, qui a accueilli son premier navire au début de l'année.

SIX DÉCENNIES D'EXPÉRIENCE

1980

Premier investissement dans Tata Group (Inde) : Tata Iron and Steel Company emprunte 38 millions de dollars à IFC.





CHANGEMENT CLIMATIQUE

Développer des initiatives intelligentes sur le plan climatique

Le programme *Éclairer le monde* d'IFC a permis de fournir des lampes solaires à des millions de personnes. Ces enfants jouent avec une lampe solaire au Pakistan.

Lors des réunions historiques consacrées au changement climatique à Paris, IFC présente des clients de marchés émergents ayant des solutions novatrices intelligentes sur le plan climatique.

Pour mettre un terme

à la pauvreté, il est essentiel de faire face au changement climatique.

D'ici 2030, le réchauffement planétaire pourrait faire basculer 100 millions de personnes dans la pauvreté si le monde n'agit pas dès à présent. Les habitants des pays en développement sont les plus menacés, car des fléaux tels que les sécheresses et les inondations menacent leurs moyens de subsistance et causent des dommages économiques considérables. Le coût de la lutte contre le changement climatique dans ces pays est proche d'un milliard de milliards de dollars par an, montant que les pouvoirs publics sont loin de pouvoir mobiliser à eux seuls.

Durant l'exercice 16, 196 pays ont convenu lors de la Conférence de Paris sur le changement climatique de ne pas laisser le réchauffement de la planète dépasser 2 °C. IFC a elle aussi pris d'importants engagements : elle prévoit, au cours des quatre prochaines années, de porter la proportion de ses investissements climatiques à 28 % du total de ses financements et de mobiliser 13 milliards de dollars par an sous forme de financements privés au titre de projets liés au climat.

Les investissements d'IFC ayant trait au climat, y compris les fonds mobilisés auprès d'autres investisseurs, se sont chiffrés à 3,3 milliards de dollars pour l'exercice 16. Pour près de 390 millions de dollars, les capitaux mobilisés sont des investissements privés axés sur le climat dégagés par le biais des services-conseil de la Société au titre de projets de partenariat public-privé.

L'action d'IFC ne se limite pas aux seuls financements : elle fournit également des conseils aux entreprises et aux pouvoirs publics sur les meilleures pratiques dans le domaine de la viabilité environnementale. Cette année, le groupe d'étude pour la finance verte du G-20 a demandé au Réseau de la banque durable (*Sustainable Banking Network*), qui bénéficie d'un soutien d'IFC (voir p. 102), de l'aider à trouver le meilleur moyen de formuler des politiques et de stimuler l'innovation sur le marché pour promouvoir la finance verte. Il a agi par l'intermédiaire de la présidence de la Chine, qui accueille les réunions des grands pays du Groupe des 20 en 2016. Le groupe d'études a cité l'expérience acquise par le réseau dans le cadre de la collaboration qu'il poursuit avec les organes réglementaires et les associations bancaires des pays émergents pour promouvoir l'intégration de la finance verte dans les marchés locaux.

Il y a deux ans, IFC a accepté d'accorder un prêt de 150 millions de dollars à la deuxième société maritime de transports par conteneurs du monde pour lui permettre de réduire la consommation de combustibles de sa flotte. Son investissement dans Mediterranean Shipping Company devrait aider cette dernière à éviter d'émettre jusqu'à 1,2 million de tonnes de dioxyde de carbone par an à l'issue du projet, ce qui équivaut à l'installation de 330 éoliennes.

En Afrique subsaharienne, IFC collabore avec le secteur public et le secteur privé à l'accroissement de la production d'énergie. Dans le cadre de son initiative novatrice *Développer le solaire*, elle a mis en place un guichet unique proposant divers services du Groupe de la Banque mondiale — conseils, financements, assurance et gestion des risques — pour susciter l'intérêt du secteur privé.

La première enchère effectuée dans le cadre du programme, en Zambie, a permis de produire l'électricité solaire la moins chère à ce jour en Afrique. Madagascar et le Sénégal se sont joints à cette initiative, qui permet aux pouvoirs publics d'acquérir rapidement et à faible coût des centrales électriques solaires financées par des capitaux privés.

Grâce au programme *Éclairer le monde* du Groupe de la Banque mondiale, IFC soutient le développement de marchés d'électricité solaire hors réseau dans sept pays. Il a ainsi été possible, en 2015, de faire bénéficier plus de 21 millions d'habitants de pays en développement d'un éclairage solaire hors réseau, tout en réduisant sensiblement les émissions de gaz à effet de serre.

TECHNOLOGIE

Exploiter le pouvoir de technologies révolutionnaires



En Chine, les autobus sont alimentés par des piles ne nuisant pas à l'environnement fabriquées par Microvast, qui est cliente d'IFC.

Les internautes de la planète

effectuent plus de 4 milliards de recherches sur Google chaque jour, mais 4 milliards de personnes n'ont toujours pas accès à l'Internet.

Les technologies modernes sont devenues essentielles à l'effort déployé à l'échelle mondiale pour mettre un terme à la pauvreté. Sans elles, les personnes vivant dans des régions pauvres et isolées ne peuvent pas avoir de comptes bancaires, n'ont aucun moyen d'envoyer ou de recevoir de l'argent, n'ont pas accès au crédit aux petites entreprises. Elles ne peuvent pas participer à l'économie mondiale.

SIX DÉCENNIES D'EXPÉRIENCE

1970

IFC pénètre dans le secteur des technologies, des médias et des télécommunications en procédant à un investissement de 4,5 millions de dollars dans Philippine Long Distance Telephone Company pour l'aider à élargir la portée de ses services.

IFC exploite les rapides innovations du secteur des technologies numériques pour s'attaquer à certains des défis de développement les plus tenaces auxquels le monde est confronté. Elle investit dans des sociétés qui exploitent des technologies révolutionnaires, c'est-à-dire des technologies qui représentent des avancées considérables par rapport aux technologies existantes, pour contribuer à faire bénéficier du progrès économique ceux qui en ont le plus besoin. Durant l'exercice 16, elle a investi 673 millions de dollars dans le secteur des télécommunications et des technologies de l'information (y compris les capitaux mobilisés auprès d'autres investisseurs) et a ainsi porté le montant de son portefeuille à 2 milliards de dollars.

Au cours des dix dernières années, IFC a investi plus d'un milliard de dollars dans des projets de téléphonie mobile dans 15 pays d'Afrique. La téléphonie mobile contribue à élargir l'accès aux services financiers, car les systèmes de paiement et de banque mobiles permettent aux habitants des zones rurales les plus

isolées d'envoyer et de recevoir de l'argent à un coût abordable.

Cette année, IFC a investi 35 millions de dollars dans Africell, fournisseur de réseau mobile en Gambie et en Sierra Leone qui étend rapidement la portée de ses services en République démocratique du Congo. Cet investissement permettra à la société de développer et de moderniser ses réseaux et ses services, notamment un service qui permet aux abonnés d'envoyer et de recevoir de l'argent sans encourir de frais supplémentaires. IFC et sa filiale de gestion d'actifs ont également investi 14 millions de dollars dans Afrimax — conglomérat japonais qui développe les services sans fil à haut débit en Afrique subsaharienne.

En Amérique latine, où le nombre d'utilisateurs de téléphones cellulaires ne cesse de s'accroître, IFC a accordé un prêt de 75 millions de dollars à Otecel S.A. pour lui permettre d'étendre la portée de ses services mobiles à haut débit en Équateur, y compris dans des régions qui

jusqu'à ne bénéficiaient guère, voire pas du tout, de services cellulaires.

IFC estime que les technologies par satellite ouvrent d'importantes perspectives. Elle a donc investi 20 millions de dollars dans la société californienne Planet Labs en 2015, qui utilise une flotte de petits satellites pour recueillir des données sur les transformations de la planète. Ces données peuvent aider les pays clients d'IFC à planifier leurs activités environnementales et agricoles et à intervenir rapidement en cas de catastrophe naturelle.

IFC soutient également des sociétés qui développent des technologies qui ne nuisent pas à l'environnement. Cette année, elle a investi 22,5 millions de dollars dans un de ses clients, Microvast Inc., dont les piles de haut rendement rapidement rechargeables alimentent plus de 3 000 autobus électriques en Chine et en Europe.





INFLUENCE

Les conseils et les idées d'IFC influencent les politiques des pays émergents.

IFC aide les pays avancés et en développement du Groupe des 20 à faire face à divers problèmes de développement, qui vont de la sécurité alimentaire aux inégalités entre les sexes et à l'accès des petites et moyennes entreprises aux financements. Elle collabore avec les entreprises et les pouvoirs publics pour renforcer le gouvernement d'entreprise et améliorer les normes environnementales et sociales. Elle aide ainsi le secteur privé à contribuer davantage à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté.

–p. 46

Aider les entrepreneurs locaux à prospérer

–p. 48

Aider les entreprises à prospérer dans des conditions difficiles

–p. 50

Accroître les financements en monnaie nationale pour promouvoir la prospérité

–p. 52

Promouvoir la croissance en autonomisant les femmes

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

Aider les entrepreneurs locaux à prospérer



Ana Judith Martínez

est arrivée à Bogotá, alors qu'elle était encore adolescente, avec un rêve en tête : ouvrir une épicerie dans la capitale colombienne. Elle a épargné pendant plus de trois ans sans toutefois parvenir à réunir des fonds suffisants.

Mais Bancamía était là. Les prêts accordés par la société de microfinance appuyée par IFC ont aidé madame Martínez à financer son épicerie. Aujourd'hui, son entreprise est florissante. Elle a ouvert un deuxième magasin et créé des emplois pour cinq autres personnes.

Dans le monde entier, les petites et moyennes entreprises comme celle d'Ana Martínez sont les moteurs de la croissance. Elles représentent 90 % des entreprises et plus de 50 % des emplois. Les PME se heurtent toutefois à un certain nombre de difficultés, notamment le manque d'accès aux financements, aux compétences, aux marchés, à l'énergie et aux services d'infrastructure.

IFC suit une démarche intégrale pour libérer le potentiel des PME. Elle travaille avec le secteur public et le secteur privé à l'élargissement de l'accès au financement, à l'offre de formations aux entrepreneurs, à la simplification du cadre réglementaire de l'activité économique et au renforcement des capacités des entreprises locales pour leur permettre de devenir fournisseurs ou distributeurs de sociétés mondiales. Elle joue également le rôle de conseiller technique auprès des pays du Groupe des 20 dans le domaine du financement des PME, en aidant ces pays à définir leurs principes directeurs. C'est ainsi qu'elle participe au Partenariat mondial pour l'inclusion financière et gère le Fonds pour l'innovation en matière de financement des PME, qui formule des recommandations stratégiques pour accroître l'accès des PME aux financements.

Le Forum sur le financement des PME a fait beaucoup de chemin depuis sa constitution il y a seulement trois ans. Il est devenu un centre de partage des connaissances sur ce

qui donne ou non de bons résultats dans le domaine du financement des PME. Il joue un rôle de liaison et mobilise les partenaires en établissant des contacts entre les banques, les sociétés de technologie financière, les organes réglementaires et les institutions de développement.

En 2015, IFC a collaboré dans le monde entier avec des institutions financières qui ciblent leurs services sur les PME et les microentreprises. Ces institutions ont accordé des microcrédits ainsi que des prêts de montant faible ou moyen d'une valeur totale de 403,2 milliards de dollars. Dans le cadre de son Programme mondial de services bancaires aux PME, IFC a fourni des conseils à ses clients dans le cadre de plus de 61 projets menés dans 35 pays. Plus des deux tiers de ces projets ont été réalisés dans les pays les plus pauvres et près de 25 % dans des régions touchées par des conflits.

En Afrique subsaharienne, IFC s'est récemment associée à la Banque européenne d'investissement pour mettre en place un mécanisme de partage des risques d'un montant de 110 millions de dollars en faveur d'Ecobank Transnational Inc. Ces fonds permettront d'apporter un soutien aux PME, considérées comme présentant un risque de crédit supérieur à celui des entreprises de plus grande taille.

En collaboration avec la Banque mondiale et l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA), IFC aide les autorités publiques à normaliser les réglementations commerciales pour faciliter l'essor des nouvelles entreprises. L'année dernière, le Bénin a été le premier des 17 pays membres de l'OHADA à promulguer une législation harmonisée pour les petites entreprises.

SIX DÉCENNIES D'EXPÉRIENCE

1976

IFC accorde un prêt de 2 millions de dollars à la Kenya Commercial Bank pour lui permettre d'accroître ses financements aux petites entreprises locales et réalise ainsi son premier projet de financement de PME.

Les prêts de Bancamía, qui est un client d'IFC, ont aidé Ana Judith Martínez à financer ses épiceries à Bogotá (Colombie).

Aider les entreprises à prospérer dans des conditions difficiles

Omar Barcat parcourt l'une

des voies les plus dangereuses au monde : le fleuve Congo. L'un des inconvénients de la pratique du commerce sur un fleuve long de 4 700 km est la menace posée par les bandits. Cela ne décourage toutefois pas Omar Barcat, qui possède une entreprise de transport fluvial en République démocratique du Congo.

Pour assurer l'expansion de son entreprise, Sogetra, Omar Barcat s'est adressé au Fonds pour les petites

et moyennes entreprises en Afrique centrale qui bénéficie d'un soutien d'IFC. Ses perspectives se sont considérablement améliorées lorsque ce fonds de 20 millions de dollars a investi 250 000 dollars dans Sogetra. « Quand j'ai commencé à travailler avec eux il y a trois ans, j'avais un bateau. Maintenant, j'en ai quatre », note-t-il.

La pauvreté mondiale devient plus localisée. Environ 1,3 milliard de personnes vivent dans les 77 pays les plus pauvres admissibles à emprunter à l'Association internationale de développement (IDA) de la Banque mondiale. À l'horizon 2030, la moitié des populations pauvres du monde devrait se trouver dans des régions fragiles et touchées par des conflits.

Ces régions sont donc devenues l'une des priorités d'IFC. La Société aide à établir les conditions nécessaires au

succès des entreprises afin de créer des emplois, moderniser les infrastructures et stimuler la croissance économique. Elle contribue également à influencer les orientations stratégiques de manière à promouvoir le développement de ces pays. Durant l'exercice 16, IFC a investi plus de 5,4 milliards de dollars à long terme dans des pays IDA, y compris les fonds mobilisés auprès d'autres investisseurs. Depuis 2007, elle a en outre apporté plus de 3,5 milliards de dollars de contributions à l'appui des activités de l'IDA. Ses investissements dans les régions fragiles et touchées par un conflit se sont chiffrés, au total, à près d'un milliard de dollars pour l'exercice 16, y compris les fonds mobilisés auprès de tiers. Environ 60 % de son programme de services-conseil ont été consacrés à des pays IDA — dont environ 20 % dans des régions fragiles et touchées par des conflits.

Omar Barcat (troisième à partir de la gauche) a pu développer ses activités de transport fluvial grâce à un financement d'un fonds appuyé par IFC.



Au Myanmar, IFC a procédé à son premier investissement dans le secteur des transports du pays en accordant un prêt convertible de 40 millions de dollars pour moderniser le port industriel du Myanmar, centre commercial crucial par lequel transite 40 % du trafic de conteneurs du pays. IFC a également accordé des prêts à hauteur de 150 millions de dollars pour aider Ooredoo Myanmar à installer un réseau de télécommunication mobile.

En Iraq, IFC a monté un financement de 375 millions de dollars en faveur de Mass Global Energy Sulimaniya pour lui permettre de convertir une centrale à gaz d'une puissance de 1 000 MW dans la région du Kurdistan en une centrale à haut rendement énergétique de 1 500 MW.

IFC s'efforce aussi d'accroître les financements aux PME appartenant à des femmes dans les pays IDA en s'appuyant sur l'expérience du partenariat d'investissement et de services-conseil forgé en 2015 avec la Banque Franco-Lao en République démocratique populaire lao. Elle poursuit des projets similaires dans des pays comme le Kenya, le Pakistan et la République démocratique du Congo.

IFC use aussi de son influence pour aider les sociétés à améliorer leur gouvernement d'entreprise. Au Yémen, elle aide les dirigeants locaux d'entreprises à gérer les crises et maintenir le cap en période de troubles civils.

Au Bénin, IFC a collaboré avec la Banque mondiale au Projet de compétitivité et de tourisme transfrontalier, initiative de 50 millions de dollars qui devrait aider un millier d'entreprises touristiques du pays à développer leurs activités et à créer des emplois.



SIX DÉCENNIES D'EXPÉRIENCE

1996

IFC aide à lancer le pionnier bosniaque de la microfinance — qui est devenu la ProCreditBank — en procédant à l'un de ses premiers investissements dans une zone touchée par un conflit.

MARCHÉS FINANCIERS LOCAUX

Accroître les financements en monnaie nationale pour promouvoir la prospérité



Les marchés financiers sont

un rouage essentiel du moteur de la croissance économique.

Ils acheminent des fonds vers les pouvoirs publics et les entreprises privées. Ils contribuent à créer des emplois, à construire des infrastructures et à stimuler l'innovation, autant d'actions nécessaires pour mettre un terme à la pauvreté et répandre la prospérité. Dans de nombreux pays en développement, les marchés financiers locaux demeurent néanmoins insuffisamment développés, ce qui entrave la croissance.

IFC s'emploie donc à renforcer ces marchés. Elle émet des obligations en monnaie nationale pour contribuer à l'établissement d'une solide référence pour le prix d'autres obligations locales. Elle est souvent le premier émetteur non gouvernemental international de ces obligations et prépare le terrain pour d'autres émetteurs. Elle travaille également avec les sociétés et les organes réglementaires au renforcement des marchés financiers locaux et des financements en monnaie nationale.

En Inde, à la suite du succès remporté en 2013 par la première émission d'obligations libellées en roupies d'IFC, les autorités nationales ont autorisé l'année dernière les sociétés du pays à émettre des obligations sur les marchés offshore. IFC a récemment émis des obligations en roupies offshore à une échéance plus longue qu'auparavant — des obligations Masala à 15 ans d'une valeur de 30 millions de dollars. Jusque-là, IFC avait émis des obligations Masala assorties d'échéances allant de 3 à 10 ans.

Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, IFC a lancé une émission d'obligations

islamiques (sukuk) d'un montant de 100 millions de dollars pour soutenir ses activités de financement dans la région. Cette émission d'obligations islamiques, qui est cotée au NASDAQ Dubai, est la troisième d'IFC.

IFC, en outre, a émis en Afrique du Sud des obligations libellées en rand grâce auxquelles elle a levé l'équivalent d'environ 71 millions de dollars. Ces fonds serviront à financer des investissements dans le secteur des énergies renouvelables, notamment des activités visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

En Haïti, qui poursuit ses efforts de relèvement à la suite du séisme survenu il y a six ans, IFC a accepté, en novembre dernier, de procéder à un swap de dollars et de monnaie haïtienne. Cette opération contribuera à stimuler les investissements à long terme libellés en gourde dans de petites et moyennes entreprises et appuiera ainsi l'action menée par le pays pour accroître l'utilisation de sa monnaie dans l'activité économique.

Au total, IFC a émis des obligations dans la monnaie de 18 pays émergents. Elle a également accordé des financements en 71 monnaies nationales à hauteur de 19,5 milliards de dollars sous forme de prêts, de swaps, de garanties, de mécanismes de partage des risques et de produits titrisés.

SIX DÉCENNIES D'EXPÉRIENCE

1997

IFC émet son premier prêt en monnaie nationale, en l'occurrence le rand sud-africain.

Kherun Nisha a ouvert une boutique de snacks à Jaipur (Inde) grâce à un prêt d'Equitas, un client d'IFC. Ses revenus ont doublé.

GENRE

Promouvoir la croissance en autonomisant les femmes

Madeline Mohamed Mahmoud applique les leçons qu'elle a apprises dans le cadre d'un mini-programme de MBA soutenu par IFC, pour développer son entreprise de pêche à Gaza.



À l'âge de 13 ans, Madeline Mohamed

Mahmoud est devenue pêcheuse. Elle n'avait pas le choix : son père était tombé malade et ne pouvait plus travailler dans son entreprise de pêche à Gaza, sur la côte méditerranéenne. La famille de Madeline Mahmoud avait besoin de ses revenus.

Elle n'a pas cherché à échapper à ses responsabilités. Madeline Mahmoud, qui a maintenant 22 ans, a récemment obtenu son diplôme de mini-MBA de Felestineya, qui a été mis en place par IFC avec sa cliente, Bank of Palestine. Ce programme de six mois a pour objet de valoriser les compétences commerciales et le leadership des femmes entrepreneures dans les régions touchées par un conflit. Grâce à un prêt de 15 000 dollars de la banque, Madeline Mahmoud a pu acheter un bateau et recruter quatre employés, et ainsi développer ses activités tout en ouvrant à d'autres de nouvelles perspectives.

Dans le monde entier, les femmes qui veulent intégrer le marché du travail se heurtent à d'importants obstacles — et cela a un coût économique considérable.

Des études montrent que la production économique mondiale augmenterait de quelque 28 milliards de milliards de dollars à l'horizon 2025 si les femmes pouvaient participer à la vie économique dans les mêmes proportions que les hommes. L'argent qu'elles gèrent a un effet d'entraînement dans le domaine du développement. On a pu observer que les femmes dépensent plus au titre de l'alimentation et de l'éducation de leurs enfants lorsqu'elles exercent un plus grand contrôle sur le revenu du ménage.

IFC aide à autonomiser les femmes des pays en développement — non seulement en tant que consommatrices, mais aussi en tant qu'employées, entrepreneures et chefs d'entreprise. Elle suit à cette fin une démarche globale : elle crée des partenariats mondiaux pour encourager le recrutement et l'amélioration

des conditions de travail des femmes, elle aide à élargir l'accès des entrepreneures aux financements et elle travaille avec ses clients pour offrir des formations commerciales aux femmes et développer leur capacité à diriger. Elle aide également les sociétés à accroître le nombre de femmes siégeant à leur conseil d'administration et occupant des postes de direction.

Durant l'exercice 16, IFC a collaboré avec AXA Group et Accenture à un rapport historique intitulé *SheforShield*, qui a montré que les besoins des femmes en matière d'assurance n'étaient pas pris en compte dans les marchés émergents bien que leurs revenus augmentent. À l'horizon 2030, selon le rapport, le secteur des assurances devrait pouvoir tirer jusqu'à 1,7 milliard de milliards de dollars de revenus uniquement de sa clientèle féminine — dont la moitié dans seulement dix pays émergents.

Pour accroître les financements accordés aux entreprises appartenant à des femmes en Inde, IFC a accepté d'accorder un prêt de 50 millions de dollars à Yes Bank. Ce prêt a été émis par l'intermédiaire du mécanisme Women Entrepreneurs' Opportunity Facility, programme conjoint d'IFC et de l'initiative *10 000 Women* de Goldman Sachs visant à aider les femmes entrepreneures. Dans le cadre de cette initiative, IFC fournit un appui à la Bank of Luoyang (Chine) pour lui permettre d'accroître son portefeuille de 140 millions de dollars de prêts à des petites et moyennes entreprises appartenant à des femmes, au moyen d'un mécanisme de partage des risques qui couvre la moitié des pertes éventuelles au titre de chaque prêt éligible à concurrence de 71 millions de dollars.

Cette année, IFC est devenue, avec la Banque mondiale, la première institution financière internationale à obtenir la certification Economic Dividends for Gender Equality (EDGE). Cette dernière témoigne de l'engagement public pris par la Société pour parvenir à un équilibre entre hommes et femmes parmi ses propres employés — au niveau des rémunérations, du recrutement et des promotions et dans d'autres domaines essentiels.

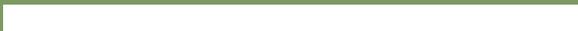
SIX DÉCENNIES D'EXPÉRIENCE

2004

IFC lance une initiative mémorable pour la parité hommes-femmes, maintenant appelée Programme pour les femmes et l'entreprise, qui encourage la poursuite de projets visant à aider les entreprises locales appartenant à des femmes.



Zhao Hongli a ouvert des ateliers de réparation automobile à Louyang (Chine) — avec l'appui d'une initiative soutenue par IFC qui aide les femmes entrepreneures.



DÉMONSTRATION

IFC donne l'exemple. Elle recense les secteurs ou régions insuffisamment desservis et travaille avec ses partenaires pour combler les lacunes.

La réussite des projets est un signal éloquent — lorsque les clients d'IFC prospèrent, d'autres tendent à suivre leur exemple ; lorsqu'ils adoptent une nouvelle technologie et que les consommateurs sont satisfaits, d'autres sont incités à les imiter — qui a pour effet d'accélérer le développement là où il fait le plus défaut.

–p. 56

Débloquer des capitaux
pour un développement durable

–p. 58

Répondre au défi
de l'urbanisation rapide

–p. 60

Promouvoir l'accès universel
aux services financiers

MOBILISATION

Débloquer des capitaux pour un développement durable



Le prix à payer est élevé

pour s'attaquer à toute la gamme de défis entravant les progrès dans les pays en développement : jusqu'à 4,5 milliers de milliards de dollars par an seront nécessaires pour atteindre les objectifs de développement durable des Nations Unies.

Les autorités publiques ne peuvent pas effectuer ces investissements considérables à elles seules : il leur faut absolument forger de robustes partenariats avec le secteur privé pour combler le déficit de financement. IFC joue un rôle crucial en contribuant à mobiliser des capitaux auprès d'un large éventail d'investisseurs : banques, fonds souverains et institutions financières internationales. Cette démarche lui permet d'avoir un plus grand impact au plan du développement qu'elle ne pourrait avoir à elle seule.

Lorsque les chefs d'État et de gouvernements se sont réunis à Addis-Abeba (Éthiopie) en 2015 en vue de concevoir un cadre général de mobilisation de ressources pour atteindre les objectifs de développement durable, ils ont évoqué le rôle prépondérant joué par IFC dans le cadre de la mobilisation de financements à l'appui du développement.

À maintes reprises, IFC a su innover pour convaincre les investisseurs d'œuvrer avec elle à la promotion de la croissance. Cette année, elle a entrepris de travailler à une version « secteur privé » de son *Programme de portefeuille de prêts conjoints* — initiative très réussie lancée en 2013 qui a permis de mobiliser 3 milliards de dollars auprès de l'État chinois pour investir dans des entreprises privées de pays en développement.

Les investissements d'IFC dans la chaîne d'épicerie City Mart au Myanmar (voir p. 65) ouvrent des perspectives de carrière à des employés comme Khin Khin Thein.

IFC mobilise des fonds à l'aide de deux grandes plateformes. La première est IFC Asset Management Company (voir p. 80), qui gère des actifs d'une valeur de 8,9 milliards de dollars par le biais de 11 fonds de placement — dont deux ont été lancés cette année. La deuxième est le programme de prêts syndiqués (voir p. 79) mis en place vers la fin des années 50, qui a mobilisé plus de 50 milliards de dollars en faveur de quelque 500 partenaires de financement au titre d'un millier de projets dans plus de 115 pays émergents. À la fin de l'exercice 16, le portefeuille de prêts syndiqués d'IFC se chiffrait à plus de 16,6 milliards de dollars.

Au total, IFC a mobilisé plus de 7,7 milliards de dollars au titre d'investissements dans des pays en développement durant l'exercice 16 — soit plus de 40 % du montant total de ses investissements à long terme.

IFC s'efforce de faciliter la tâche aux entités qui souhaitent se joindre à ses investissements. En 2009, elle a mis en place l'Accord-cadre de coopération dans le but de normaliser la marche à suivre par les prêteurs qui cofinancent ses projets dans les pays en développement. Depuis lors, 28 institutions de financement du développement ont signé cet accord et apporté des fonds à hauteur de 2,3 milliards de dollars aux clients d'IFC au cours des six dernières années.

En Argentine, IFC a mobilisé 110 millions de dollars auprès des investisseurs — et investi 25 millions de dollars pour son compte propre — afin de fournir à la société d'oléagineux Vicentin les ressources dont elle avait besoin pour accroître ses exportations. En Colombie, elle a investi 48 millions de dollars dans un fonds de prêts à des projets d'infrastructure géré par Credicorp Capital (Pérou) et Sura Asset Management (Colombie). Ce fonds a pour objectif de mobiliser 400 millions de dollars à l'appui d'investissements dans des projets d'infrastructure.

SIX DÉCENNIES D'EXPÉRIENCE

1959

IFC accorde son premier prêt syndiqué en mobilisant 2 millions de dollars en faveur de la société brésilienne de pâte à papier et de papier Champion Celulose.

VILLES

Répondre au défi de l'urbanisation rapide

Vue de Phnom Penh, capitale du
Cambodge – l'une des villes d'Asie
dont la population augmente le
plus rapidement.



La population urbaine

augmente rapidement à l'échelle mondiale.

D'ici 2045, le nombre de personnes vivant en zone urbaine augmentera de 50 % pour atteindre 6 milliards d'habitants, qui mettront à rude épreuve des infrastructures déjà bien insuffisantes. Les villes devront fournir des logements abordables, une énergie propre, de l'eau potable, des transports fiables et des millions d'emplois à un nombre grandissant de citoyens.

Des milliers de milliards de dollars seront nécessaires pour répondre à de tels besoins. Au cours des 15 prochaines années, il faudra investir jusqu'à 90 milliers de milliards de dollars rien que pour construire des infrastructures modernes, propres et efficaces dans le monde entier. La plupart de ces investissements devront être réalisés dans les pays en développement.

IFC s'emploie à trouver des solutions créatives pour relever le défi de l'urbanisation rapide. Elle collabore avec les autorités nationales et le secteur privé pour formuler des conseils et réaliser des investissements axés sur la construction de routes, de ponts et de bâtiments, l'amélioration de l'accès à l'eau et à l'électricité, le renforcement de l'éducation et la création d'emplois. Les succès qu'elle remporte ont un effet de démonstration qui incite à l'imiter.

L'une des priorités d'IFC consiste à promouvoir la construction d'édifices économes en ressources en partenariat avec le secteur privé. En 2015, elle a fait équipe avec des prestataires de certification mondiaux pour promouvoir le recours à son programme de certification de bâtiments écologiques – Excellence in Design for Greater Efficiencies – dans 125 pays en développement. Durant l'exercice 16, elle a investi 590 millions de dollars (y compris les fonds mobilisés auprès d'autres investisseurs) dans des constructions ayant un haut rendement énergétique. Au cours des cinq

dernières années, elle a consacré plus de deux milliards de dollars à ce secteur.

Dans le cadre de sa stratégie de financement, IFC émet des obligations vertes pour mobiliser des fonds à l'appui de pratiques commerciales durables. Elle a récemment lancé une émission verte sur 10 ans, qui lui a permis de lever 700 millions de dollars au titre d'investissements dans des projets d'énergies renouvelables, de rendement énergétique et d'autres activités réduisant les émissions de gaz à effet de serre. Elle compte parmi les principaux émetteurs d'obligations vertes : à la fin de l'exercice 16, elle avait mobilisé 1,4 milliard de dollars à l'aide de cet instrument.

En Inde, IFC a acheté environ 76 millions de dollars d'obligations vertes émises par Punjab National Bank Housing Finance, qui utilisera ces fonds essentiellement pour construire des bâtiments d'habitation écologique en privilégiant les logements abordables.

En Turquie, IFC a procédé à un montage de 120 millions de dollars pour financer une nouvelle ligne de métro reliant deux quartiers très peuplés d'Istanbul. À l'horizon 2023, cette ligne transportera environ 450 000 passagers chaque jour, ce qui allégera la circulation routière. IFC a également aidé TSKB, qui est la plus ancienne banque de développement turque appartenant à des intérêts privés, à procéder à une émission d'obligations vertes de 300 millions de dollars ; cette émission est la première de ce type effectuée par une société turque sur les marchés internationaux. IFC a acheté un montant d'obligations de 50 millions de dollars pour témoigner de sa confiance dans cette opération.

SIX DÉCENNIES D'EXPÉRIENCE

1978

IFC contribue au financement de la première banque hypothécaire privée en Inde – HDFC.

Promouvoir l'accès universel aux services financiers

L'accès aux produits financiers

de base — comptes bancaires, cartes de débit et prêts au logement — est la pierre angulaire de la prospérité. Ces produits aident les particuliers et les entreprises à planifier leurs dépenses, à constituer des actifs, à accroître leurs revenus et à réduire leur vulnérabilité face aux difficultés économiques.

Pourtant, deux milliards d'adultes n'ont toujours pas de compte en banque. Dans les pays en développement, les PME et microentreprises sont confrontées à un déficit de financement qui pourrait atteindre 2,6 milliers de milliards de dollars. Quelque 245 millions de ces entreprises ne peuvent pas obtenir le crédit dont elles ont besoin pour se développer et prospérer.

IFC s'emploie à combler ce déficit et contribue ainsi à la réalisation d'un objectif essentiel du Groupe de la Banque mondiale : l'accès de tous les adultes à des financements à l'horizon 2020. Elle opère par le biais d'un réseau de plus de 750 intermédiaires financiers auxquels elle apporte des ressources financières et des conseils qui leur permettent d'accorder des crédits plus importants là où ils font le plus défaut, notamment sur des marchés difficiles tels que les régions touchées par un conflit et sur des segments du marché souvent négligés tels que les entreprises appartenant à des femmes. Les efforts d'IFC permettent à d'autres de reproduire ses interventions.

Au Pakistan, IFC a investi 225 millions de dollars dans la plus grande banque commerciale du pays, Habib Bank, pour l'aider à accroître le nombre de femmes effectuant des dépôts et développer les financements aux emprunteurs ruraux et aux PME. Au cours des trois dernières années, la banque a accru de plus d'un tiers le nombre de déposantes.

Le financement du logement est une autre priorité d'IFC en raison des possibilités qu'il offre de créer des emplois. Au Panama, où une personne sur quatre vit dans un logement insalubre, IFC a prêté 100 millions de dollars à Banco General pour aider davantage de familles à obtenir un financement hypothécaire. Un investissement de 50 millions de dollars effectué en 2011 par IFC dans Banco General a permis à cette dernière d'octroyer 1 300 prêts — dont près de la moitié à des femmes.

Dans certains pays dont le secteur bancaire est vulnérable et fragmenté, IFC soutient le regroupement des institutions afin de préserver la solidité du système financier. C'est ce qu'elle a fait en Arménie lorsqu'elle a accordé un prêt de 20 millions de dollars à Inecobank pour lui permettre d'acquiescer un concurrent et d'élargir l'accès des microentreprises et des petites et moyennes entreprises aux financements.

IFC a procédé de manière similaire en Grèce. Pour rétablir la stabilité du secteur financier, elle a pris une participation au capital des quatre principales banques du pays — Alpha Bank, Eurobank, Piraeus Bank et National Bank of Greece — d'un montant total de 150 millions d'euros. La fourniture d'un appui à ces institutions facilitera l'octroi des prêts dont ont tant besoin les entreprises de taille limitée, qui fournissent 86 % des emplois en Grèce.

SIX DÉCENNIES D'EXPÉRIENCE

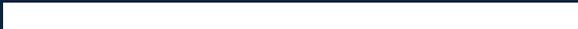
1996

IFC entre dans le secteur de la microfinance en prenant une participation de 3 millions de dollars au capital de ProFund, qui exerce ses activités en Amérique latine et dans les Caraïbes.





Khairunissa Jiwani dirige une agence d'Habib Bank à Karachi (Pakistan). Cette banque cliente d'IFC contribue à promouvoir l'accès des femmes aux financements.



IMPACT

Dans le contexte actuel marqué par d'importants troubles économiques, IFC poursuit ses activités partout où elles sont les plus nécessaires — et déploie ses ressources partout où elles peuvent avoir le plus d'impact.

IFC poursuit son objectif en mobilisant la capacité du secteur privé à transformer des économies tout entières — en créant des emplois, en améliorant les conditions de vie et en favorisant des pratiques agricoles viables. Ce faisant, elle contribue à la mise en place des conditions nécessaires à une prospérité durable.

–p. 64

Créer de bons emplois — meilleur moyen de sortir de la pauvreté

–p. 66

Aider les gens à mener une vie productive

–p. 68

Renforcer la sécurité alimentaire dans des situations difficiles



EMPLOI

Créer de bons emplois – meilleur moyen de sortir de la pauvreté

Grâce à un financement d'IFC, Mossadeck Bally a transformé un vieil hôtel en une chaîne internationale qui emploie des centaines de personnes.



La mine de cuivre et d'or d'Oyu Tolgoi qui bénéficie d'un soutien d'IFC en Mongolie devrait créer environ 3 000 emplois de plus.

À la fin de ses études universitaires,

Mossadeck Bally s'est trouvé confronté à un choix difficile : rester aux États-Unis ou retourner au Mali pour travailler dans l'entreprise d'export-import de son père. Il a décidé de rentrer chez lui et, ce faisant, a changé le sort de centaines de ses concitoyens.

1994 a marqué pour lui un tournant décisif puisque, cette année-là, il a acheté le Grand hôtel de Bamako, qui date de l'époque coloniale, grâce à un financement d'IFC. Aujourd'hui, le Groupe Azalaï qu'il a créé gère sept hôtels d'affaires dans quatre pays d'Afrique de l'Ouest. Le Grand Hôtel employait à lui seul près de 1 000 personnes en 2014. Le succès du Groupe Azalaï a encouragé d'autres chaînes à formuler des plans d'expansion et à créer encore plus d'emplois.

Dans un contexte d'incertitudes économiques persistantes, il est essentiel de créer de bons emplois pour mettre fin à la pauvreté. Le chômage continue d'augmenter à l'échelle mondiale : il touche environ 200 millions de personnes dans le secteur formel, essentiellement dans les pays en développement. D'innombrables autres membres de la population sont sous-employés et restent cantonnés dans des emplois mal rémunérés et faiblement productifs sans guère d'espoir de promotion.

IFC joue un rôle important dans la lutte contre ce fléau — en exploitant le pouvoir du secteur privé qui est à l'origine de neuf emplois sur dix créés dans les pays en développement. Elle contribue aussi à l'amélioration des conditions de travail et à accroître la proportion de femmes dans la population active. En 2015, IFC a aidé ses clients à financer 2,4 millions d'emplois.

En Mongolie, IFC a contribué à structurer un investissement de 2,2 milliards de dollars dans la mine de cuivre et d'or d'Oyu Tolgoi. Le projet, qui emploie environ 2 500 personnes, devrait créer quelque 3 000 emplois supplémentaires — dans presque tous les cas au profit d'employés locaux. Lorsqu'elle sera opérationnelle, la mine devrait en outre accroître de 30 % le produit économique de la Mongolie.

Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, IFC et IFC Asset Management Company investissent 27 millions de dollars dans Souq Group, plus grande plateforme de commerce électronique de la région. L'expansion de cette société, qui propose des produits de consommation électronique et autres, devrait créer plus de 1 700 emplois au cours des cinq prochaines années.

En ex-République yougoslave de Macédoine, IFC a accordé un prêt de 8 millions d'euros à Key Safety Systems pour lui permettre de construire une usine de coussins gonflables de sécurité (*airbags*). L'entreprise devrait créer 1 000 emplois d'ici 2017. En République démocratique du Congo, IFC a investi 45,5 millions de dollars dans la société australienne Tiger Resources aux fins de l'expansion de la mine de cuivre de Kipoi qui emploie environ 800 travailleurs locaux. Au Myanmar, IFC a accepté d'accorder un prêt convertible à hauteur de 25 millions de dollars au détaillant de produits alimentaires City Mart Holdings pour lui permettre d'étendre la portée de ses opérations. Cet investissement devrait créer près de 5 000 emplois.

IFC est également un investisseur de premier plan dans des entreprises à vocation solidaire — c'est-à-dire des sociétés qui proposent des biens, des services et des emplois aux populations à faible revenu. Depuis 2005, IFC a investi plus de 14,5 milliards de dollars et collaboré avec plus de 500 entreprises de ce type dans 100 pays.

SIX DÉCENNIES D'EXPÉRIENCE

2013

IFC lance son étude novatrice sur l'emploi, qui expose les obstacles à l'augmentation du nombre d'emplois dans le secteur privé.

Étudiants participant à une classe d'immunologie sur le campus de Rio de Janeiro qui est administré par Estácio Participações, un client d'IFC.



SANTÉ ET ÉDUCATION

Aider les gens à mener une vie productive

À l'âge de 35 ans, Jairo Alexander

s'est trouvé à la croisée des chemins. Il ne parvenait pas à trouver un bon emploi en Colombie et n'avait pas les moyens de faire les études nécessaires pour améliorer ses perspectives.

Alexander a alors pris une décision qui a changé sa vie : il s'est adressé à Uniminuto, université sans but lucratif cliente d'IFC. Il a été attiré par l'éducation de haute qualité proposée par cet établissement, mais surtout par le niveau abordable des frais de scolarité, dont il a pu s'acquitter malgré son faible salaire. Il dirige à présent une société de construction prospère, qui crée des emplois pour de nombreux autres Colombiens.



Uniminuto, qui est cliente d'IFC et dispense des cours d'enseignement supérieur d'un coût abordable, encourage ses étudiants à aider les autres, par exemple les enfants participant à ce programme périscolaire.

Pour éliminer la pauvreté, il faut renforcer le capital humain, c'est-à-dire veiller à ce que les membres de la population disposent des services d'éducation et de santé dont ils ont besoin pour mener des vies productives. La croissance économique des 30 dernières années a permis d'accroître le volume des investissements dans les secteurs de la santé et de l'éducation des pays en développement, ce qui a contribué à réduire le taux de pauvreté mondial de moitié. Pourtant, à l'échelle de la planète, 103 millions de jeunes – essentiellement des femmes – sont toujours dépourvus de compétences de base en lecture et écriture. Plus de six millions d'enfants meurent avant leur cinquième anniversaire.

Il faut pouvoir recourir aux ressources tant publiques que privées pour relever un défi de cette ampleur. Dans le domaine de l'éducation, IFC contribue à renforcer les capacités du secteur privé pour lui permettre de compléter l'action du secteur public et offrir davantage de possibilités aux enfants, aux jeunes et aux adultes qui ont un emploi. Dans le domaine de la santé, IFC investit dans des sociétés qui appliquent les meilleures

pratiques ou innovent pour pouvoir offrir des services de haute qualité à un prix plus abordable. Durant l'exercice 16, IFC a investi plus de 535 millions de dollars dans les secteurs de la santé et de l'éducation, y compris les fonds mobilisés auprès d'autres investisseurs. Ses efforts ont eu un impact quantifiable : ses clients ont contribué à l'éducation de 4,6 millions d'élèves et d'étudiants et à traiter plus de 31,8 millions de patients.

Au Nigéria, où plus de 11 millions de jeunes sont au chômage, IFC a fourni un soutien à Andela, jeune société d'éducation qui recrute des personnes de talent auxquelles elle fournit une formation de concepteurs professionnels de logiciels. Les candidats retenus commencent par suivre une formation intensive de trois à six mois, puis obtiennent un emploi qui leur permet de travailler à distance avec des sociétés comme Microsoft et Google. Andela a pour objectif de former 100 000 concepteurs de logiciels à l'échelle en Afrique au cours des dix prochaines années.

Au Brésil, IFC a investi 100 millions de dollars dans Estácio Participações,

qui assure des services d'éducation à plus de 500 000 étudiants des premier et deuxième cycles universitaires. Ce financement aidera l'institution à élargir l'accès à une éducation de haute qualité d'un coût abordable pour les étudiants du pays disposant de revenus faibles ou moyens.

Pour améliorer les services de santé du Jharkhand, IFC a collaboré avec les autorités de cet État (l'un des plus pauvres de l'Inde) à l'établissement d'un partenariat public-privé afin de mettre en place des laboratoires de pathologie et de radiologie dans les 24 districts. Lorsqu'ils seront opérationnels, ces laboratoires permettront à environ 3,5 millions de personnes d'avoir accès à des services diagnostiques chaque année.

Au Bangladesh, où environ 40 000 patients meurent chaque année de maladies rénales, IFC a aidé les autorités nationales à créer un partenariat public-privé dans le but d'installer une centaine de centres de dialyse, notamment dans deux hôpitaux de Dhaka et Chittagong, les deux villes du pays affichant la densité de population la plus forte.



SIX DÉCENNIES D'EXPÉRIENCE

1994

IFC procède à son premier investissement important dans un hôpital privé, en accordant un financement de 62 millions de dollars au centre médical Bumrungrad de Bangkok.



AGROINDUSTRIE

Renforcer la sécurité alimentaire dans des situations difficiles

Yuriy Berezovsky n'avait

plus assez d'argent. Il avait besoin de fonds pour acheter des fournitures agricoles, notamment des insecticides, pour sa ferme de 40 km² en Ukraine. Il lui était toutefois difficile d'emprunter auprès de prêteurs traditionnels en raison du niveau élevé des taux d'intérêt en vigueur dans le pays.

Un mécanisme de partage des risques lancé par IFC et la société agrochimique Bayer est venu à son aide. Ce mécanisme de 60 millions de dollars, dans le cadre duquel IFC partage les risques jusqu'à la moitié de la valeur des prêts, octroie des financements en monnaie nationale à des taux peu élevés, ce qui permet à des milliers de petits agriculteurs d'accéder facilement aux financements. Ces ressources ont aidé Yuriy Berezovsky à améliorer la qualité et le rendement de ses cultures.

À l'échelle mondiale, des millions d'êtres humains tirent leurs moyens de subsistance de l'agriculture. Le principal obstacle auquel se heurtent les agriculteurs est le manque d'accès aux financements, qui nuit à leur productivité. Pour alimenter une population de plus en plus nombreuse — qui devrait atteindre 9 milliards de personnes à l'horizon 2050 —, le monde doit accroître la production agricole d'au moins 50 %.

IFC contribue de manière décisive à renforcer la sécurité alimentaire, en particulier dans les régions les plus pauvres du monde. Elle conjugue investissements et conseils pour trouver des solutions novatrices permettant d'élargir l'accès des agriculteurs et des agroentreprises aux financements, accroître la productivité agricole et aider les entreprises à adopter de meilleures pratiques sur le plan environnemental et social.

Durant l'exercice 16, IFC a investi au total 3,4 milliards de dollars (y compris les fonds mobilisés auprès d'autres investisseurs) dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire du secteur agroindustriel. Ces investissements, dans la production, la logistique, la distribution et la transformation des aliments, ont bénéficié à 3,5 millions d'agriculteurs du monde entier.



Yuriy Berezovsky est un fermier ukrainien qui a pu obtenir un financement à un faible taux d'intérêt grâce aux activités d'IFC.

Noda, un agriculteur, s'occupe de ses noisetiers qui lui ont été procurés par Mountain Hazelnuts, client d'IFC qui contribue à promouvoir une agriculture durable au Bhoutan.



IFC considère l'agroindustrie de manière globale, en portant son intention sur l'intégralité de la chaîne d'approvisionnement — de l'exploitation à la vente au détail. En Côte d'Ivoire, elle a conjugué ses efforts à ceux de la société agricole Cargill et de la Société Ivoirienne de Banque pour procurer de nouveaux camions aux producteurs de cacao afin de leur permettre de transporter leurs produits. Dans le cadre d'un programme de financement novateur de 6 millions de dollars, des centaines d'agriculteurs appartenant à des douzaines de coopératives peuvent réduire leurs coûts en louant les camions à bail au lieu de les acheter directement.

Dans les pays en développement, 780 millions de personnes souffrent de malnutrition. IFC intensifie ses efforts pour relever ce défi. Au Rwanda, elle a accepté de participer au financement de la construction d'une usine de 66 millions de dollars qui produira des aliments composés enrichis au profit de 700 000 enfants par an. Cet investissement, effectué par l'intermédiaire d'Africa Improved Foods, devrait procurer des revenus supplémentaires à 12 000 agriculteurs locaux qui fourniront des matières premières à l'usine.

Au Bhoutan, IFC et le guichet du secteur privé du Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (fonds multilatéral géré par la société) ont accepté d'investir conjointement 9 millions de dollars dans Mountain Hazelnuts. Cet investissement créera des emplois et permettra de restaurer les terres déboisées de la région.

SIX DÉCENNIES D'EXPÉRIENCE

2010

IFC ouvre le guichet du secteur privé du Programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire de 1,25 milliard de dollars, nouvelle initiative du Groupe de la Banque mondiale lancée à la demande du G-20.

À propos d'IFC

La Société financière internationale s'emploie à apporter ce qu'il n'est pas possible d'obtenir ailleurs. Exploiter cet apport unique, son « additionnalité », pour maximiser son impact au plan du développement est l'une des pierres angulaires de sa stratégie.

–p. 71

RÉPONDRE AUX ATTENTES

- 72 Comment IFC contribue à éliminer la pauvreté et à promouvoir une prospérité partagée
- 73 Résultats d'IFC dans des domaines clés
- 74 Créer des opportunités là où elles font le plus défaut

–p. 76

LES COMPÉTENCES D'IFC

- 77 Répartition géographique des activités d'IFC
- 78 Les activités d'IFC
- 82 Les compétences spécialisées d'IFC

–p. 84

LE PERSONNEL ET LES PRATIQUES D'IFC

- 85 Comprendre l'impact d'IFC sur le développement
- 92 Le personnel d'IFC
- 94 La gouvernance d'IFC
- 96 L'obligation de rendre compte
- 97 Les partenariats
- 99 La gestion des risques
- 102 La promotion de la viabilité
- 104 Rapport indépendant d'assurance portant sur différentes informations relatives au développement durable
- 108 Résumé de la performance financière

Répondre aux attentes

Nous mesurons nos résultats en fonction de l'amélioration des conditions de vie des populations des pays en développement permise par nos activités – et des progrès que nous réalisons face aux plus rudes défis auxquels le monde est confronté en matière de développement.

Comment IFC contribue à éliminer la pauvreté et à promouvoir une prospérité partagée

*Les interventions de la Société répondent à sa volonté
d'apporter une aide là où elle est la plus nécessaire
et la plus utile.*

RENFORCER LES MARCHÉS PIONNIERS

Promouvoir le développement des pays IDA,
des zones fragiles et touchées par un conflit, et
des régions pionnières d'autres pays en développement.

S'ATTAQUER AUX OBSTACLES À LA CROISSANCE DU SECTEUR PRIVÉ DANS LES DOMAINES DE L'INFRASTRUCTURE, DE LA SANTÉ, DE L'ÉDUCATION ET DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT ALIMENTAIRE

Accroître l'accès aux services de base
et renforcer la filière agroindustrielle.

DÉVELOPPER LES MARCHÉS FINANCIERS LOCAUX

Renforcer les institutions, mobiliser des ressources
et proposer des produits financiers novateurs.

FAIRE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET ASSURER UN DÉVELOPPEMENT DURABLE SUR LE PLAN ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

Concevoir de nouveaux modèles d'activité et instruments
de financement ; définir et relever les normes.

CULTIVER DES RELATIONS DURABLES AVEC LES CLIENTS DANS LES PAYS ÉMERGENTS

Utiliser la gamme complète des produits et services d'IFC
pour orienter le développement des clients et les aider à
accroître leurs activités au-delà des frontières nationales.

RÉSULTATS D'IFC DANS DES DOMAINES CLÉS

RÉSULTATS AU PLAN DU DÉVELOPPEMENT	RÉSULTATS	
	EX. 16	EX. 15
Projets d'investissement ayant reçu une note positive (notation du DOTS) ¹	58 %	63 %
Projets de services-conseil ayant reçu une note positive ²	79 %	73 %

DOMAINES CLÉS

MARCHÉS PIONNIERS

IDA : nombre de projets d'investissement	101	145
IDA : total des engagements au titre d'investissements à long terme (millions d'USD)	5 479	4 666
IDA : part du Programme de services-conseil consacrée aux pays IDA, %	62 %	65 %
États fragiles et touchés par un conflit : nombre de projets d'investissement ³	39	43
États fragiles et touchés par un conflit : total des engagements au titre d'investissements à long terme (millions d'USD) ³	989	USD 614
États fragiles et touchés par un conflit : part du programme de services-conseil, %	21 %	20 %

INFRASTRUCTURE, SANTÉ, ÉDUCATION, CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT ALIMENTAIRE

Total des engagements au titre d'investissements à long terme (millions d'USD) ⁴	8 364	9 623
---	-------	-------

MARCHÉS FINANCIERS LOCAUX

Total des engagements au titre d'investissements à long terme sur les marchés financiers (en millions d'USD) ⁵	6 247	6 392
Total des engagements au titre d'investissements à long terme axés sur les PME et les microentreprises (en millions d'USD) ⁶	3 700	3 592

CHANGEMENT CLIMATIQUE, VIABILITÉ ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

Engagements au titre d'investissements climatiques (en millions d'USD) ⁷	3 271	4 582
---	-------	-------

RELATIONS DE LONG TERME AVEC LES CLIENTS

Nombre de projets d'investissement Sud-Sud	41	39
Total des engagements au titre d'investissements à long terme dans des projets Sud-Sud (en millions d'USD)	2 574	1 964

1. Notation du DOTS : pourcentage de sociétés clientes affichant de bons résultats au plan du développement au 30 juin de l'année considérée, établi sur la base des projets approuvés durant une période continue de six ans (les notes de l'exercice 16 correspondent aux approbations de la période 2007-2012).

2. S'agissant des services-conseil, les notes d'efficacité au plan du développement portent sur les années civiles 2015 et 2014.

3. À compter de l'exercice 15, les données d'IFC sur les investissements dans les États confrontés à des situations de fragilité et de conflit (FCS) incluent les projets réalisés dans les pays ayant figuré sur la liste harmonisée des FCS dressée par la Banque mondiale à un moment quelconque durant les trois exercices précédents. Cette disposition vise à prendre en compte la longue période de gestation des projets d'investissement et à encourager une démarche organisationnelle à long terme axée sur ces pays.

4. Les engagements dans les infrastructures de base (hormis pétrole, gaz et mines), les télécommunications et les technologies de l'information, le financement infranational, la santé, l'éducation, l'agroindustrie et la chaîne d'approvisionnement alimentaire.

5. Engagements du département des marchés des capitaux d'IFC, hormis Fonds et Placements privés.

6. Y compris les institutions financières dont plus de 50 % des entreprises clientes sont des MPME, et tout autre investissement visant spécialement les MPME en tant que principaux bénéficiaires.

7. Les « investissements climatiques » (ou « investissements liés au climat ») désignent les projets incluant des activités portant sur l'atténuation des effets du changement climatique, l'adaptation au changement climatique et/ou des activités spéciales liées au climat. Une description plus détaillée de ces termes et activités figure sur le site <http://www.ifc.org/climatmetrics>. Ces données incluent les engagements d'IFC au titre de financements à long terme pour son propre compte et les engagements au titre des ressources mobilisées.

Créer des opportunités là où elles font le plus défaut

IFC et ses clients apportent de multiples contributions aux pays en développement. Le succès des clients de la Société peut avoir des retombées dans tous les secteurs de l'économie nationale et permettre ainsi à de nombreux groupes de population, notamment les pauvres, d'améliorer leur situation.



ASIE DE L'EST
ET PACIFIQUE

ASIE DE L'EST ET PACIFIQUE :

117
MILLIONS

de transactions de détail
régérées autrement qu'en
espèces, d'un montant total
de 336 milliards de dollars,
ont été facilitées

49,3
MILLIONS

d'utilisateurs ont été alimentés
en gaz

USD 184,8
MILLIARDS

ont été accordés à des
entreprises sous forme de
microcrédits ou de prêts de
montants faibles ou moyens



EUROPE ET
ASIE CENTRALE

EUROPE ET ASIE CENTRALE :

USD 9,4
MILLIARDS

de biens et de services
ont été achetés à des
fournisseurs locaux

USD 303
MILLIONS

de nouveaux financements ont
été accordés à des entreprises
pour leur permettre d'investir
dans des énergies propres et
des technologies économes
en ressources

5,5
MILLIONS

de microcrédits ou de prêts de
montants faibles ou moyens
ont été accordés à des entreprises



AMÉRIQUE LATINE
ET CARAÏBES

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES :

2,2
MILLIONS

d'élèves et étudiants
ont reçu une éducation

4,4
MILLIONS

de patients ont été traités

USD 86,7
MILLIARDS

ont été accordés à des
entreprises sous forme de
microcrédits ou de prêts de
montants faibles ou moyens



**MOYEN-ORIENT
ET AFRIQUE DU NORD**

**MOYEN-ORIENT ET
AFRIQUE DU NORD :**

**3,5
MILLIONS**

de patients ont été traités

**19
MILLIONS**

de clients ont été raccordés
au réseau téléphonique

**2,7
MILLIONS**

de microcrédits ou de prêts
de montants faibles ou
moyens ont été accordés
à des entreprises



ASIE DU SUD

**ASIE
DU SUD :**

**5,9
MILLIONS**

de personnes doivent
avoir un meilleur accès
aux infrastructures et aux
services de santé grâce à
des partenariats public-privé

**225
MILLIONS**

de clients ont été raccordés
au réseau téléphonique

**19
MILLIONS**

de patients ont été traités



**AFRIQUE
SUBSAHARIENNE**

**AFRIQUE
SUBSAHARIENNE :**

**1,3
MILLION**

d'agriculteurs ont reçu
un appui

**44
MILLIONS**

de personnes ont été
alimentées en électricité

**69
RÉFORMES**

ont été menées dans
26 pays pour soutenir la
croissance et promouvoir
l'investissement

Les compétences d'IFC

IFC associe ses investissements à des services de conseil et des efforts de mobilisation de ressources pour aider le secteur privé à promouvoir le développement.

Répartition géographique des activités d'IFC

IFC, qui est la plus importante institution mondiale de développement opérant dans le cadre du secteur privé, poursuit des activités dans une centaine de pays. Elle met à profit les enseignements tirés de l'expérience dans une région pour apporter des solutions aux problèmes qui se posent dans d'autres régions. Elle aide également les entreprises locales à mieux utiliser leur propre savoir en saisissant des opportunités dans d'autres pays en développement.



Les activités d'IFC

IFC fournit des services d'investissement, de conseil et de gestion d'actifs, qui se renforcent mutuellement et permettent d'apporter des financements et des compétences spécialisées acquises à l'échelle mondiale aux clients dans les pays en développement.

Cette association de services confère à IFC des avantages particuliers qui lui permettent d'aider le secteur privé à créer des opportunités — elle peut adapter ses investissements et ses conseils aux besoins de ses clients de manière à produire une valeur ajoutée. Sa capacité à attirer d'autres investisseurs présente des avantages supplémentaires, car elle lui permet de mettre en contact ses clients avec de nouvelles sources de capitaux et de nouveaux modes d'activité.

DURANT L'EX. 16,
NOUS AVONS EFFECTUÉ
PRÈS DE

USD 19
MILLIARDS

d'investissements à
long terme, y compris
les fonds mobilisés
auprès d'autres
investisseurs

IFC A ENGAGÉ

USD 8,1
MILLIARDS

au titre de nouveaux
prêts durant l'ex. 16

INVESTISSEMENTS

Les produits financiers d'IFC permettent aux entreprises de gérer les risques et d'élargir leur accès aux marchés financiers étrangers et nationaux. La Société applique les principes et conditions du marché. Elle investit exclusivement dans des projets à but lucratif dans des pays en développement et propose ses produits et services aux taux du marché.

Les produits et services d'IFC visent à répondre aux besoins spécifiques de ses clients dans divers secteurs, en particulier l'infrastructure, l'industrie manufacturière, l'agroindustrie, les services et les marchés financiers.

Durant l'exercice 16, IFC a procédé à des investissements à long terme portant au total sur 11,1 milliards de dollars au titre de 344 projets. Elle a aussi mobilisé plus de 7,7 milliards de dollars à l'appui du secteur privé dans les pays en développement.

PRODUITS

PRÊTS

IFC consent des financements sur projet et des prêts aux entreprises pour son propre compte pour une période allant généralement de 7 à 12 ans. Elle accorde aussi des prêts à des intermédiaires bancaires, à des sociétés de crédit-bail et à d'autres institutions financières qui rétrocèdent ces ressources.

Si, dans le passé, ses prêts étaient généralement libellés dans la monnaie des grandes nations industrielles, IFC privilégie maintenant le montage de produits en monnaie nationale. Elle accorde des financements libellés en plus de 70 monnaies nationales.

Durant l'exercice 16, IFC a engagé 8,1 milliards de dollars au titre de nouveaux prêts.

PARTICIPATIONS

Les prises de participations fournissent l'appui au développement et le capital-développement à long terme dont les sociétés privées ont besoin. IFC prend des participations dans des sociétés, directement ou par le biais de fonds de participation privés. Durant l'exercice 16, elle a engagé environ 2,6 milliards de dollars au titre de participations pour son propre compte.

En règle générale, IFC prend une participation de 5 à 20 % au capital d'une entreprise. Elle encourage les sociétés dans lesquelles elle investit à élargir l'actionnariat en procédant à leur inscription en bourse et, par conséquent, à développer les circuits des marchés financiers locaux. Elle investit également par le biais de prêts assortis d'une participation aux bénéficiaires, de prêts convertibles et d'actions privilégiées.

FINANCEMENT DU COMMERCE ET DES PRODUITS DE BASE

Le Programme mondial de financement du commerce mis en place par IFC garantit les obligations de paiement d'institutions financières agréées au titre d'échanges commerciaux. Il permet d'accroître le volume des crédits commerciaux que les banques peuvent accorder et de compléter les financements de ces dernières en faisant bénéficier de mécanismes d'atténuation des risques, au cas par cas, quelque 275 banques réparties dans plus de 90 pays.

Durant l'exercice 16, l'encours moyen des financements d'IFC au titre du commerce s'est élevé à 2,8 milliards de dollars.

PRÊTS SYNDIQUÉS

Le Programme de prêts syndiqués d'IFC est le plus ancien et le plus important de tous les programmes de syndication des banques multilatérales de développement. Durant l'exercice 16, il a été à l'origine de 70 % des fonds mobilisés par IFC.

Durant l'exercice 16, IFC a monté des financements syndiqués d'une valeur totale de 5,4 milliards de dollars sous forme de prêts B, de prêts parallèles et de prêts du programme MCPP, de participations à des prêts A structurés et de participations aux risques non financés émanant de 87 institutions financières. Ces dernières comprenaient des investisseurs institutionnels, des institutions de financement du développement et une banque centrale de pays émergents. Les institutions financières de marchés émergents ont apporté 2,1 milliards de dollars sous forme de nouveaux prêts syndiqués. Le portefeuille de prêts syndiqués se chiffrait, au total, à 16,6 milliards de dollars à la fin de l'exercice 16.

Les emprunteurs du secteur de l'infrastructure ont reçu 64 % du total. Près de la moitié des financements accordés dans le cadre de syndications – soit au total 2,6 milliards de dollars – était destinée à des emprunteurs de pays IDA.

PRODUITS DÉRIVÉS ET FINANCEMENTS STRUCTURÉS

IFC propose des produits dérivés à ses clients, uniquement à des fins de couverture. En leur donnant accès aux marchés internationaux des produits dérivés pour se prémunir contre les risques associés aux taux de change, aux taux d'intérêt et aux cours des produits de base, la Société leur permet d'améliorer leur cote de crédit et leur rentabilité. En proposant des produits de gestion des risques, IFC joue généralement le rôle d'intermédiaire entre le marché et les entreprises privées des pays émergents. IFC fournit également à ses clients des garanties de crédit et des conseils en matière de structuration de produits financiers.

FINANCEMENTS MIXTES

Outre les financements qu'elle accorde aux taux du marché pour son propre compte, IFC a recours à un certain nombre d'outils complémentaires pour exercer un impact au plan du développement qui serait sinon irréalisable. L'une des démarches suivies consiste à associer des financements concessionnels, généralement fournis par des bailleurs de fonds partenaires, à ses propres ressources. Les financements mixtes peuvent contribuer à réduire le coût de la pénétration des entreprises sur un marché particulier ou les risques d'un projet, et permettre ainsi de réaliser des projets ayant un fort impact. IFC poursuit actuellement cette démarche dans trois domaines d'intervention : le changement climatique ; l'agroindustrie et la sécurité alimentaire ; le financement des petites et moyennes entreprises, notamment les entrepreneures. Elle pourrait aussi procéder ainsi dans d'autres domaines revêtant une priorité stratégique à l'avenir. Durant l'exercice 16, IFC a engagé plus de 117 millions de dollars de financements de bailleurs de fonds et mobilisé plus d'un milliard de dollars sous forme de financements pour compte propre et de financements du secteur privé.

LE PORTEFEUILLE DE PRÊTS SYNDIQUÉS D'IFC S'ÉLEVAIT À

USD 16,6 MILLIARDS

à la fin de l'ex. 16

DURANT L'EX. 16, IFC A AFFICHÉ UN ENCOURS MOYEN DE

USD 2,8 MILLIARDS

au titre du financement du commerce

SERVICES-CONSEIL

Il faut plus que des ressources financières pour assurer un développement durable du secteur privé. Les services-conseil sont un aspect essentiel des activités d'IFC qui est un prestataire de solutions intégrées.

IFC fournit des connaissances techniques et financières, des compétences spécialisées et des instruments pour :

- ouvrir des marchés nouveaux et pionniers dans les zones fragiles et touchées par un conflit et dans les pays les plus pauvres admissibles à emprunter à l'Association internationale de développement (IDA) de la Banque mondiale
- créer des possibilités de financement
- renforcer les résultats et l'impact de ses clients dans le domaine du développement

Le portefeuille de services-conseil d'IFC regroupe plus de 700 projets dans une centaine de pays, d'une valeur de 1,3 milliard de dollars. Environ 60 % du programme de service-conseil d'IFC concernent des pays IDA, et plus de 20 % des régions fragiles et touchées par un conflit.

COLLABORATION D'IFC AVEC LES ENTREPRISES

Agroindustrie : IFC aide les entreprises à améliorer leur productivité et à relever leurs normes, notamment en créant des filières efficaces, en assurant la sécurité alimentaire et en procurant de solides avantages économiques, sociaux et environnementaux aux entreprises agricoles de taille limitée et aux populations locales.

Pétrole, gaz et mines : IFC aide les sociétés à procurer des avantages plus importants aux populations locales et à atténuer les risques des projets à l'échelon local.

Services de conseils en finance d'entreprise : IFC aide les sociétés à poursuivre de nouvelles opportunités en s'implantant dans les pays émergents ou en y développant leurs activités par le biais de fusions, d'acquisitions et de partenariats.

Rendement énergétique et utilisation efficace des ressources : IFC formule des options énergétiques compétitives, respectueuses de l'environnement, efficaces et d'un coût abordable pour les entreprises tout au long de la filière.

Édifices verts : IFC encourage une utilisation rationnelle des ressources, comme l'eau et l'énergie, par les entreprises et les promoteurs durant et après la construction des édifices. Elle aide les pouvoirs publics à élaborer des normes et les réglementations correspondantes et elle collabore avec les banques au lancement de produits financiers verts.

Petites et moyennes entreprises et filières : IFC améliore les résultats obtenus par les PME dans les réseaux d'approvisionnement et de distribution des sociétés et elle aide les PME à combler des lacunes essentielles dans le domaine des compétences.

Égalité des genres : IFC élargit l'accès des femmes au financement et au marché, aide les entreprises à améliorer les opportunités et les conditions d'emploi de leurs employées, et fournit un appui à la formation d'entrepreneures.

Solutions stratégiques pour les entreprises : IFC aide les entreprises à relever des défis commerciaux complexes, à structurer des programmes novateurs et à exploiter les possibilités offertes par des opportunités et des marchés inexplorés.

Gouvernement d'entreprise : IFC aide les entreprises à accroître leur accès aux capitaux, à atténuer leurs risques et à se protéger d'une mauvaise gestion en améliorant leur gouvernement d'entreprise.

Gestion des risques environnementaux et sociaux : IFC aide les entreprises à intégrer la gestion des risques environnementaux et sociaux dans leurs activités pour obtenir des résultats de façon durable.

COLLABORATION D'IFC AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES ET LES GESTIONNAIRES DE FONDS

Institutions financières : IFC aide ses clients à renforcer leur gestion des risques et à diversifier la gamme de leurs produits dans des catégories comme le financement des PME, le financement du logement et les énergies durables. Elle s'emploie également à promouvoir un accès universel aux financements, à renforcer les marchés financiers et à mettre en place des centrales de crédit ainsi que des registres des garanties.

Gestionnaires de fonds : IFC contribue au développement du secteur des fonds de participation privés sur les marchés pionniers et fournit des conseils aux gestionnaires de fonds et aux PME dans lesquelles les fonds investissent. En collaboration avec la Banque mondiale, elle contribue également à promouvoir l'application de solides réglementations sur les marchés où opèrent ces fonds.

COLLABORATION D'IFC AVEC LES AUTORITÉS PUBLIQUES

Partenariats public-privé : IFC aide les autorités publiques à forger et à exploiter des partenariats public-privé dans le domaine des infrastructures et des services publics de base, comme l'électricité, l'eau, la santé et l'éducation, pour élargir l'accès à des services efficaces et de haute qualité.

Climat de l'investissement : IFC aide à améliorer le cadre de l'activité économique par le biais de réformes encourageant l'investissement, stimulant la croissance et créant des emplois.

2030 Water Resources Group : IFC réunit des représentants des autorités publiques, de la société civile et du secteur privé dans le but de recenser les besoins d'investissement et de promouvoir des réformes pour faire face aux défis de la pénurie d'eau dans les pays souffrant d'un stress hydrique.

IFC ASSET MANAGEMENT COMPANY

Filiale à part entière d'IFC, IFC Asset Management Company LLC (AMC) mobilise et gère des fonds à l'appui d'investissements dans les pays en développement et sur les marchés pionniers. Créée en 2009, AMC a pour objectif d'aider les investisseurs à accéder aux projets d'investissement d'IFC sur les marchés émergents et d'accroître l'offre de capitaux à long terme sur ces marchés de manière à renforcer l'impact d'IFC dans le domaine du développement et à générer des bénéfices pour les investisseurs en mettant à profit l'envergure mondiale d'IFC, ainsi que ses normes et ses méthodes d'investissement.

Au 30 juin 2016, AMC gérait des actifs d'une valeur d'environ 8,9 milliards de dollars. Elle administre 11 fonds de placement gérant des produits de participation, de dette et de fonds pour le compte d'une large gamme d'investisseurs institutionnels, parmi lesquels des fonds de patrimoine souverains, des caisses de pensions et des institutions de financement du développement.

FONDS AMC

FONDS DE RECAPITALISATION D'IFC

Le Fonds de recapitalisation d'IFC, doté de 3 milliards de dollars, se compose d'un fonds de participation de 1,3 milliard de dollars et d'un fonds de créances subordonnées de 1,7 milliard de dollars. Constitué en 2009, ce Fonds contribue à renforcer les banques qui présentent une importance systémique dans les pays émergents en accroissant leur capacité à faire face aux périodes de difficultés financières et de ralentissement économique. Au 30 juin 2016, il était totalement investi pour un montant total de 2,8 milliards de dollars au titre de 41 projets d'investissement.

FONDS POUR L'AFRIQUE, L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES

D'un montant d'un milliard de dollars, le Fonds pour l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes a été lancé en 2010. Il investit sous forme de participations et d'instruments connexes dans un large éventail de secteurs en Afrique subsaharienne, en Amérique latine et dans les Caraïbes. Au 30 juin 2016, il avait engagé au total 843 millions de dollars au titre de 34 projets d'investissement.

FONDS DE RECAPITALISATION POUR L'AFRIQUE

Lancé en 2010 et doté de 182 millions de dollars, le Fonds de recapitalisation pour l'Afrique a pour mission d'investir dans les banques commerciales qui présentent une importance systémique en Afrique. Au 30 juin 2016, il avait engagé un montant total de 130 millions de dollars au titre de huit projets d'investissement.

FONDS DE RECAPITALISATION DES BANQUES RUSSES D'IFC

Lancé en 2012 et doté de 550 millions de dollars, le Fonds de recapitalisation des banques russes d'IFC a pour mission d'investir dans des établissements bancaires commerciaux russes. Au 30 juin 2016, il avait engagé un montant total de 82 millions de dollars au titre de trois projets d'investissement.

FONDS CATALYSEUR D'IFC

Lancé en 2012 et doté de 418 millions de dollars, le Fonds catalyseur d'IFC investit dans des fonds visant à procurer des capitaux-développement aux entreprises qui élaborent des moyens novateurs de faire face au changement climatique dans les marchés émergents. Il peut aussi investir directement dans ces entreprises. Au 30 juin 2016, il avait engagé un montant total de 258 millions de dollars au titre de 10 projets d'investissement.

FONDS MONDIAL POUR L'INFRASTRUCTURE D'IFC

Constitué en 2013 et doté de 1,2 milliard de dollars, le Fonds mondial pour l'infrastructure investit conjointement à IFC par le biais de participations et d'instruments connexes dans le secteur des infrastructures des marchés émergents. Au 30 juin 2016, il avait engagé au total 447 millions de dollars au titre de 12 projets d'investissement.

FONDS CHINE-MEXIQUE

Le Fonds Chine-Mexique, qui est doté de 1,2 milliard de dollars, est un fonds dédié à un pays qui effectue des investissements sous forme de participations ou d'instruments connexes ainsi que des investissements mezzanine conjointement à IFC au Mexique. Il cible principalement les secteurs de l'infrastructure, du pétrole et du gaz ainsi que l'industrie manufacturière, l'agroindustrie, les services et les activités bancaires. Au 30 juin 2016, il avait engagé 140 millions de dollars au titre d'un projet d'investissement.

FONDS D'IFC POUR LA CROISSANCE DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

Le Fonds d'IFC pour la croissance des institutions financières, qui fait suite au Fonds de recapitalisation d'IFC, investit sous forme de participations et d'instruments connexes dans les institutions financières des marchés émergents. Au 30 juin 2016, le fonds a été fermé à un niveau de l'ordre de 464 millions de dollars. Il a engagé un montant total de 134 millions de dollars au titre de quatre projets d'investissement.

FONDS MONDIAL DES FONDS POUR LES MARCHÉS ÉMERGENTS D'IFC

Le Fonds mondial des fonds pour les marchés émergents d'IFC a été fermé à un niveau de l'ordre de 400 millions de dollars. Il investit essentiellement dans des fonds de participation privés axés sur des entreprises ayant un fort potentiel de croissance dans divers secteurs des marchés émergents et pionniers. Il investit aussi directement dans ce type d'entreprises et prend des participations secondaires dans des fonds de participation privés de marchés émergents. Le fonds a engagé au total 108 millions de dollars au titre de cinq projets d'investissement.

FONDS POUR LE MOYEN-ORIENT ET L'AFRIQUE DU NORD D'IFC

Le fonds pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord d'IFC a mobilisé 162 millions de dollars pour investir sous forme de participations et d'instruments connexes dans la région MENA. Il a engagé un montant total de 12 millions de dollars au titre d'un projet d'investissement.

FONDS POUR LE FINANCEMENT DES ENTREPRENEURES

Le Fonds pour le financement des entrepreneures accorde des prêts de premier rang à des banques commerciales en vue de leur rétrocession à de petites et moyennes entreprises appartenant à des femmes dans des marchés émergents. Ce fonds est une composante du mécanisme de financement d'un montant de 600 millions de dollars connu sous le nom de *Women Entrepreneurs Opportunity Facility* – partenariat constitué en mars 2014 par IFC et l'initiative *10,000 Women* de Goldman Sachs. Il a été fermé en juin 2016 pour un montant de 90 millions de dollars. Ce fonds a engagé 30 millions de dollars envers deux banques.

Les compétences spécialisées d'IFC

Le rôle primordial que joue IFC dans le développement durable du secteur privé tient à un avantage distinctif : la profondeur et l'étendue des connaissances spécialisées que la Société a acquises durant 60 ans consacrés à promouvoir la réussite et l'expansion des entreprises des marchés émergents.

IFC s'emploie à tirer parti de sa connaissance des différentes branches d'activité dans toutes les régions du monde pour faire face aux principaux défis de développement qui devront être relevés au cours des prochaines années, notamment le chômage, le changement climatique et la sécurité alimentaire et hydrique.

AGROINDUSTRIE ET FORESTERIE

L'agroindustrie doit jouer un rôle important dans la réduction de la pauvreté. Le secteur agricole est à l'origine d'au moins la moitié du PIB et des emplois dans de nombreux pays en développement, ce qui en fait un secteur prioritaire pour IFC.

IFC aide le secteur privé à répondre à une demande de plus en plus importante d'une manière écologiquement viable et favorable à l'inclusion sociale. Elle propose des mécanismes de financement des fonds de roulement pour aider ses clients à financer les stocks et les achats de semences, d'engrais, de produits chimiques et de carburants des agriculteurs. Pour faciliter le commerce et réduire les coûts, IFC réalise des investissements dans des infrastructures telles que les entrepôts et les chambres froides. Pour promouvoir une exploitation durable des terres, elle s'emploie à améliorer la productivité par le biais de transferts de technologie et d'une utilisation optimale des ressources.

Durant l'exercice 16, les nouveaux engagements à long terme contractés par IFC pour son propre compte dans l'agroindustrie et la foresterie ont atteint environ 1,1 milliard de dollars.

INSTITUTIONS FINANCIÈRES

Des marchés financiers solides, durables et accessibles à tous sont essentiels au développement, car ils assurent une répartition efficace des ressources. La collaboration d'IFC avec les intermédiaires financiers a contribué à renforcer les institutions financières et les systèmes financiers dans leur ensemble. Elle lui a aussi permis d'apporter un soutien à un nombre beaucoup plus grand de PME et de microentreprises qu'elle n'aurait pu atteindre seule.

Enfin, cette collaboration lui donne la possibilité d'encourager les intermédiaires financiers à s'engager davantage dans les secteurs qui constituent des priorités stratégiques, comme les entreprises appartenant à des femmes et le changement climatique, et dans des régions insuffisamment desservies, telles que les États fragiles ou touchés par un conflit, ainsi que dans les secteurs du logement, des infrastructures et des services sociaux.

Durant l'exercice 16, les nouveaux engagements à long terme contractés par IFC pour son propre compte sur les marchés financiers ont atteint environ 4,5 milliards de dollars.

SERVICES AUX CONSOMMATEURS ET SERVICES SOCIAUX

IFC est l'entité multilatérale qui investit le plus au monde dans les services privés de santé et d'éducation. Elle s'efforce d'améliorer l'accès à des services de santé et d'éducation de qualité tout en apportant un appui à des secteurs créateurs d'emplois tels que le tourisme, le commerce de détail et l'immobilier. Elle aide à améliorer les normes de qualité et d'efficacité, à faciliter la diffusion des meilleures pratiques et à créer des emplois pour des professionnels qualifiés.

Outre les investissements directs qu'elle effectue dans des entreprises citoyennes, elle a également pour rôle de partager les connaissances et les compétences spécialisées dans différentes branches d'activité, de financer les entreprises de taille limitée, de relever les normes dans les domaines de la médecine et de l'éducation, et d'aider les clients à élargir la portée de leurs services pour en faire bénéficier les groupes de population ayant de faibles revenus. Durant l'exercice 16, les nouveaux engagements à long terme contractés par IFC pour son propre compte au titre de services aux consommateurs et de services sociaux ont atteint plus d'un milliard de dollars.

INFRASTRUCTURE

Les infrastructures modernes stimulent la croissance économique, améliorent le niveau de vie et peuvent offrir l'occasion de s'attaquer aux nouveaux problèmes de développement tels que l'urbanisation rapide et le changement climatique.

Elles constituent également un domaine dans lequel le secteur privé peut jouer un rôle important en fournissant à un grand nombre de personnes des services essentiels de manière efficace et rentable et à un coût abordable. IFC vise fondamentalement à soutenir des projets d'infrastructure privés basés sur des modèles d'activité novateurs et à fort impact qui peuvent être largement reproduits.

IFC aide à élargir l'accès à l'électricité, aux transports et à l'eau en finançant des projets d'infrastructure et en fournissant aux autorités publiques clientes des conseils sur les partenariats public-privé. Elle atténue les risques et exploite ses compétences spécialisées, notamment dans le domaine des montages financiers. Durant l'exercice 16, les nouveaux engagements à long terme contractés par IFC pour son propre compte dans ce secteur ont atteint environ 1,8 milliard de dollars.

INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

Le secteur de l'industrie manufacturière contribue de manière cruciale à la création d'opportunités et à la réduction de la pauvreté dans les pays en développement. En général, les clients d'IFC qui opèrent dans ce secteur créent ou préservent davantage d'emplois que ceux des autres secteurs.

IFC a intensifié ses activités dans ce secteur, qui englobe les produits chimiques, les matériaux de construction, les équipements à haut rendement énergétique et le matériel de production d'énergie solaire et éolienne. Elle investit dans des sociétés qui développent de nouveaux produits et marchés, qui se réorganisent ou qui se modernisent afin d'être plus compétitives au niveau international.

Étant donné que les activités des industries manufacturières comptent parmi celles qui présentent la plus forte intensité de carbone, IFC aide ses clients à concevoir et à réaliser des investissements qui contribuent à réduire les émissions de carbone et la consommation d'énergie.

Durant l'exercice 16, les nouveaux engagements à long terme contractés par IFC pour son propre compte dans ce secteur ont atteint, au total 824 millions de dollars.

PÉTROLE, GAZ ET MINES

Les branches d'activité qui peuvent exploiter les ressources naturelles revêtent une importance cruciale pour bon nombre de pays les plus pauvres de la planète. Elles procurent aux économies locales des emplois, des sources d'énergie, des recettes publiques et un large éventail d'autres avantages. En Afrique, en particulier, des investissements durables de grande envergure dans ces secteurs peuvent avoir des effets tout aussi importants sur le développement économique.

Le rôle d'IFC dans le secteur du pétrole, du gaz et des mines consiste à aider les pays en développement à concrétiser ces avantages tout en contribuant à promouvoir des sources d'énergie durables. La Société fournit des financements et des services-conseil à ses clients du secteur privé et aide les autorités nationales à adopter des réglementations efficaces et à renforcer leurs capacités de gestion de ces industries tout au long de la chaîne de valeur.

IFC appuie les investissements du secteur privé dans ces industries et veille à ce que les populations locales en tirent des avantages tangibles. Durant l'exercice 16, ses nouveaux engagements à long terme pour son propre compte dans ce secteur ont atteint, au total 824 millions de dollars.

TÉLÉCOMMUNICATIONS ET TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

Les technologies modernes de l'information et des communications facilitent l'accès des populations pauvres aux services et aux ressources. Elles offrent de nouvelles possibilités et améliorent l'efficacité des marchés et des institutions. IFC s'emploie à accroître la disponibilité de ces technologies. Elle oriente les investissements vers des sociétés privées qui construisent des infrastructures de communication modernes, établissent des entreprises de technologies de l'information et mettent au point des technologies qui ne nuisent pas au climat.

La Société aide de plus en plus ses clients à s'implanter sur d'autres marchés en développement, au-delà de leurs frontières nationales. Durant l'exercice 16, ses nouveaux engagements pour son propre compte dans ce secteur ont atteint au total 541 millions de dollars.

Le personnel et les pratiques d'IFC

La détermination d'IFC à lutter contre la pauvreté et à créer des opportunités pour les populations les plus vulnérables du monde en développement est l'expression de sa culture d'entreprise.

Comprendre l'impact d'IFC sur le développement

Depuis longtemps, le secteur privé contribue grandement à stimuler la croissance économique et à créer des opportunités pour les populations des pays émergents. Sa contribution à la réduction de la pauvreté et à la promotion d'une prospérité partagée revêt donc une importance cruciale pour IFC et ses clients.

IFC continue d'améliorer son système de mesure des résultats et de collecte d'informations pour mieux rendre compte de ses résultats et définir ses besoins. En 2015, elle a entrepris de préciser et renforcer son système de mesure des résultats en suivant une démarche par paliers allant du niveau du projet à celui du programme, de la branche d'activité et du pays pour aboutir aux priorités globales de développement d'IFC et du Groupe de la Banque mondiale. IFC a ainsi pu conforter le rôle qu'elle joue en tant que chef de file des institutions de financement du développement pour la mesure des résultats.

LE SYSTÈME DE MESURE DES RÉSULTATS D'IFC

Le système de mesure des résultats d'IFC repose sur trois composantes qui se renforcent mutuellement :

- Les objectifs de développement d'IFC
- Un système de suivi pour mesurer les résultats
- L'évaluation de l'impact des activités d'IFC

1. LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT D'IFC : BASE DE SA STRATÉGIE

Les objectifs de développement d'IFC sont les résultats que la Société compte tirer de ses activités de développement durant des cycles de trois ans. Ils l'aident à expliquer à ses actionnaires et au public comment elle poursuit ses activités et comment elle doit contribuer à la réalisation des objectifs du Groupe de la Banque mondiale — consistant à mettre fin à la pauvreté et à promouvoir une prospérité partagée — et des objectifs de développement durable des Nations Unies. Les objectifs de développement d'IFC ciblent cinq domaines qui ont un impact direct sur les conditions de vie des populations et s'inscrivent dans le droit fil de sa stratégie :

- Accroître ou améliorer les possibilités de pratiquer une agriculture durable
- Améliorer les services de santé et d'éducation
- Élargir l'accès aux services financiers des clients de la microfinance et des PME
- Développer ou améliorer les services d'infrastructure
- Réduire les émissions de gaz à effet de serre

IFC collabore avec ses clients dans le cadre de chaque opération d'investissement ou de services-conseil pour déterminer les impacts particuliers que ses activités auront, à terme, sur le développement dans les domaines indiqués plus haut – ses objectifs de développement. À l'issue du cycle de trois ans qui a pris fin au 30 juin, IFC avait pris les engagements nécessaires pour atteindre la plupart de ses objectifs. Elle a pour l'essentiel dépassé l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre grâce à un projet de services-conseil historique qui aidera l'une des plus grandes banques chinoises à accroître ses financements dans le domaine de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables, et permettra ainsi de réduire les émissions annuelles de gaz à effet de serre de 50 millions de tonnes à l'horizon 2019.

De plus amples détails sur les objectifs de développement d'IFC sont présentés dans le tableau ci-après.

2. SYSTÈME DE SUIVI : MESURE DES RÉSULTATS DES OPÉRATIONS ET DES STRATÉGIES

IFC utilise le Système de suivi des réalisations au plan du développement (DOTS) pour évaluer l'impact de ses investissements et de ses services-conseil sur le développement. Le DOTS est totalement intégré dans ses opérations.

Suivi des projets d'investissement. Le DOTS fournit un cadre de suivi des résultats et des réalisations dans le domaine du développement qui sont imputables aux sociétés clientes. La notation DOTS est la synthèse des notes obtenues dans quatre domaines : impact financier, impact économique, impact environnemental et social, et impact général sur le développement du secteur privé. Les notes attribuées pour l'exercice 16 par le DOTS aux investissements d'IFC ont été établies sur la base de 834 investissements approuvés entre 2007 et 2012 qui étaient suffisamment matures pour pouvoir être notés. Le DOTS suit également des indicateurs comme le nombre de personnes qui ont bénéficié des services de clients dans lesquels IFC investit ou les avantages en dollars procurés à des parties prenantes déterminées durant l'année considérée.

En 2015, il a été procédé à une amélioration notable qui concerne tous les investissements directs effectués en dehors du secteur financier : elle consiste à relier les résultats environnementaux et sociaux considérés par le DOTS à l'évaluation par IFC du respect de ses normes de performance par ses clients. Cette manière de procéder évite des chevauchements et allège la charge imposée aux clients

d'IFC, puisque l'évaluation n'est effectuée qu'une seule fois. Elle améliore aussi la qualité et la cohérence des données.

Suivi des projets de services-conseil. Le DOTS procède au suivi de chaque stade du cycle d'un projet de services-conseil – de sa conception jusqu'à son achèvement. La note globale DOTS, également qualifiée de notation de l'efficacité dans le domaine du développement, est la synthèse des notes attribuées à la pertinence stratégique, l'efficacité et l'efficacité du projet ; elle est établie à l'achèvement du projet. Durant l'exercice 16, les notes attribuées par le DOTS aux projets de services-conseil ont été établies sur la base de 108 projets de services-conseil achevés.

Cadre de résultats au niveau des pays et des programmes. Pour présenter et évaluer les résultats obtenus dans le domaine du développement au niveau des pays, IFC collabore étroitement avec la Banque mondiale et l'Agence multilatérale de garantie des investissements à l'établissement de cadres de résultats communs pour les activités menées par le Groupe de la Banque mondiale dans un même pays. Durant l'exercice 16, IFC a contribué à l'établissement de cadres de résultats pour 29 cadres de partenariat, ou stratégies, avec des pays. Pour IFC, ces cadres sont un bon moyen de présenter sa contribution au programme de développement national.

IFC a également contribué à la conception de cadres de résultats pour neuf plans de mise en œuvre, communs à la Banque mondiale et à IFC, dans des domaines essentiels tels que les villes, l'électricité, la santé et l'agroindustrie. Dans ces cadres, les projets d'IFC et de la Banque mondiale poursuivent les mêmes objectifs de haut niveau et utilisent les mêmes indicateurs et les mêmes cibles afin d'optimiser l'impact du Groupe de la Banque mondiale en matière de développement.

3. ÉVALUATIONS : ÉTABLIR LES SIGNES D'IMPACT

IFC évalue ses projets et ses programmes dans le but de déterminer l'impact de ses interventions – pour mieux comprendre ce qui donne ou non de bons résultats et pour trouver le moyen d'améliorer ses opérations. Elle réalise également des évaluations sectorielles pour déterminer plus exactement comment les activités qu'elle mène dans un secteur contribuent à la création d'emplois et à la croissance économique.

Durant l'exercice 16, IFC a réalisé 42 évaluations portant sur diverses activités d'investissement et de services-conseil. Ces évaluations sectorielles, réalisées par exemple dans

LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT D'IFC (ODI)	CIBLES EX. 14-16*	ENGAGEMENTS EX. 14-16	POURCENTAGE DE CIBLES ATTEINTES POUR LES EX. 14-16
Accroître ou améliorer les possibilités de pratiques agricoles durables	Au profit de 4,64 millions de personnes	4,46 millions de personnes	96 %
Améliorer les services de santé et d'éducation	Au profit de 14,80 millions de personnes	31,36 millions de personnes	212 %
Accroître l'accès des clients des institutions de microfinance aux services financiers	Au profit de 83,59 millions de personnes	119,00 millions de personnes	142 %
Accroître l'accès des PME clientes d'IFC aux services financiers	Au profit de 4,61 millions de personnes	3,50 millions de personnes	76 %
Accroître ou améliorer les services d'infrastructure	Au profit de 75,36 millions de personnes	152,43 millions de personnes	202 %
Réduire les émissions de gaz à effet de serre	Réduction de 18,42 millions de tonnes d'équivalent par an	73,50 millions de tonnes	399 %

*Total cumulé sur trois ans (Ex. 14-16).

les secteurs de l'électricité, des transports, des services bancaires aux PME, du tourisme, des produits chimiques et de l'industrie avicole, avaient pour objet de recenser les principaux facteurs de l'impact sur le développement et de fournir à IFC, pour l'aider à prendre des décisions, davantage d'éléments d'appréciation de l'impact que peuvent avoir de nouveaux investissements.

Une évaluation a ainsi été effectuée dans le but d'estimer l'impact sur le développement des investissements hôteliers d'IFC dans trois pays africains, dont un pays touché par un conflit. Cette évaluation a montré que les hôtels ont des effets notables sur le développement, entre autres parce qu'ils créent des emplois, donnent lieu à la passation de marchés de biens et de services et génèrent des recettes pour l'État. Chaque emploi créé dans un hôtel entraîne la création directe ou indirecte de 3 à 13 emplois en dehors.

IFC continuera de formuler et de mettre à l'essai de nouvelles méthodes et de nouveaux instruments pour mieux comprendre, présenter et estimer l'impact sur le développement économique de ses opérations dans les pays qui sont ses clients. Les initiatives fourniront en outre à IFC des informations lui permettant de prendre des décisions solidement étayées au sujet de ses futures activités d'investissement et de services-conseil.

4. METTRE À PROFIT LES PARTENARIATS

IFC est le chef de file des banques multilatérales de développement et des institutions de financement du développement en ce qui concerne la mesure des résultats des activités menées dans le cadre du secteur privé. Elle continue de jouer un rôle de premier plan dans l'harmonisation des indicateurs utilisés pour suivre les opérations dans ce secteur.

En 2015, IFC a collaboré avec 25 institutions financières de développement à la conception de 11 indicateurs qualitatifs supplémentaires et de méthodes de mesure de l'impact sur le développement du secteur privé. Ces indicateurs, qui viennent s'ajouter aux 27 précédents, ont été pleinement adoptés par les institutions de financement du développement. Forte de cette expérience, IFC a lancé une opération similaire en 2015 en collaboration avec 28 partenaires bailleurs de fonds pour harmoniser les indicateurs du développement du secteur privé utilisés dans le cadre des services-conseil. Ces efforts visent à réduire la charge de travail que la préparation de rapports impose aux clients qui bénéficient d'investissements et reçoivent un appui de sources multiples, mais aussi à favoriser le partage des expériences.

IFC joue un rôle primordial au sein du Groupe de la Banque mondiale en formant une communauté de spécialistes du suivi et de l'évaluation, en harmonisant les démarches suivies et en encourageant l'apprentissage et le partage des connaissances à l'échelle du Groupe.

SUIVI DES RÉALISATIONS AU PLAN DU DÉVELOPPEMENT

Au cours des cinq dernières années, les notations DOTS de nos investissements se sont progressivement détériorées par suite du ralentissement de la croissance économique, de la faiblesse des cours des produits de base, de la volatilité des marchés et des troubles politiques observés dans de nombreux pays. Un grand nombre des investissements examinés durant cette période ont été engagés durant la crise financière mondiale de 2007 à 2009 ou ont été exécutés durant la plus importante phase de ralentissement des marchés émergents, à savoir 2012 à 2014.

Depuis quelques années, IFC a par ailleurs pour stratégie d'accroître ses engagements dans les marchés présentant des risques plus élevés, comme les régions touchées par un conflit et les pays IDA. Elle oriente aussi ses activités vers de nouveaux domaines du financement privé, introduit des produits novateurs et travaille avec de nouveaux intervenants.

Durant l'exercice 16, 58 % de ses investissements ont été notés de manière positive, ce qui représente une baisse de cinq points de pourcentage par rapport à l'exercice 15. Si l'on considère les résultats pondérés par le volume des investissements, le pourcentage de ces derniers ayant reçu une note positive a atteint 68 %, soit quatre points de moins que pour l'exercice 15.

À l'échelle des branches d'activité, ce sont les investissements dans le secteur des fonds qui ont enregistré les meilleurs résultats : 75 % d'entre eux ont obtenu une note positive.

Les investissements sur les marchés financiers ont, en revanche, affiché une baisse de 12 points, de 74 % pour l'exercice 15 à 62 % pour l'exercice 16. Par suite de la mise en œuvre de Bâle III et de la diminution des flux de capitaux destinés aux pays émergents, les institutions financières de ces marchés peinent à accroître leur portefeuille de prêts — ce qui a un impact sur leurs résultats financiers et économiques. La notation DOTS des clients opérant dans le secteur du pétrole, du gaz et des mines est tombée de 55 % pour l'exercice 15 à 43 % pour l'exercice 16 dans un contexte caractérisé par une forte chute des cours du pétrole.

Les notes DOTS ont diminué dans toutes les régions, poursuivant l'évolution à la baisse relativement limitée observée au cours des cinq dernières années. Les notes des investissements en Europe et en Asie centrale ont baissé de 10 points pour s'établir à 51 %, essentiellement par suite des mauvais résultats des prêts aux secteurs de l'industrie manufacturière et des infrastructures de plusieurs pays d'Europe de l'Est. Les projets menés dans ces pays ont souffert de la dégradation de l'environnement macroéconomique, de l'instabilité politique et de la dépréciation des monnaies nationales. Les baisses observées dans d'autres régions ont été beaucoup plus limitées.

Les résultats des projets de services-conseil d'IFC sont restés solides durant l'exercice 16. Une note positive a été attribuée à 79 % des projets clos durant l'exercice et dont l'efficacité au plan du développement a pu être évaluée, soit 14 points de plus que la cible de 65 % que s'était fixé IFC. Il s'agit là d'un record.

C'est l'Asie du Sud qui a obtenu les meilleurs résultats dans le domaine des projets de services-conseil, puisque l'efficacité au plan du développement a été jugée positive dans le cadre de 92 % des projets de ce type clos durant l'exercice. La région Europe et Asie centrale a réalisé l'amélioration la plus forte par rapport à l'exercice précédent, en accroissant sa note de 36 points. La région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord a enregistré une diminution du pourcentage de ses projets de services-conseil noté de manière positive, en partie à cause des difficultés posées par la poursuite de tels projets dans des zones fragiles et touchées par un conflit.

LE CHAMP D'ACTION ET LES RÉSULTATS DES CLIENTS AU PLAN DU DÉVELOPPEMENT

Dans le monde entier, les clients dans lesquels IFC investit ou auxquels elle fournit des services-conseil ont pu atteindre un grand nombre de personnes et ont obtenu des résultats remarquables (voir p. 89). Quelques exemples marquants sont donnés ci-après :

ÉLARGISSEMENT DE L'ACCÈS AU FINANCEMENT

- En 2015, IFC a collaboré dans le monde entier avec des institutions financières qui orientent leurs activités sur les microentreprises et les petites et moyennes entreprises. Ces institutions ont accordé environ 51,2 millions de microcrédits et 7,6 millions de prêts de montants faibles ou moyens d'une valeur totale de 403,2 milliards de dollars. Elles ont également consenti quelque 846 000 prêts au logement d'une valeur totale de 24,8 milliards de dollars.
- IFC a fourni un soutien à ses partenaires dans le secteur des services financiers numériques pour faciliter 144 millions de transactions de détail réglées autrement qu'en espèces d'un montant total de plus de 410 milliards de dollars.
- IFC a contribué à consolider les marchés financiers en collaborant avec les registres de garanties et les centrales de risques qui ont facilité l'octroi de 17,8 milliards de dollars de financements. Plus de 539 000 PME et microentreprises ont pu bénéficier de prêts garantis par des biens meubles. IFC a de surcroît contribué à la mise en place ou au renforcement de neuf opérateurs de centrales de risques.

OFFRE DE SOLUTIONS ET DE SERVICES

- Les clients d'IFC ont produit et distribué de l'électricité au profit de 98,1 millions de personnes, pour une large part en Afrique subsaharienne. Ils ont raccordé 263 millions de clients au réseau téléphonique, essentiellement en Asie du Sud. Ils ont alimenté en gaz 51,2 millions d'habitants, pour la plupart dans la région Asie de l'Est et Pacifique.
- Les clients d'IFC ont contribué à l'éducation de 4,6 millions d'élèves et étudiants. Dans le secteur de l'agroindustrie, ils ont fourni un appui à 3,6 millions d'agriculteurs en améliorant leur accès aux financements et aux marchés et en favorisant l'adoption de pratiques agricoles durables — autant d'avantages qui devraient entraîner un accroissement de la productivité et des revenus des agriculteurs et renforcer leur capacité à faire face aux événements imprévus.
- IFC a travaillé avec les entreprises à l'adoption de nouvelles pratiques et technologies qui ont attiré des financements à hauteur de près de 568 millions de dollars, dont 360 millions de dollars au titre de technologies économes en ressources et 166 millions dans le cadre de projets de réforme du gouvernement d'entreprise.
- IFC a aidé les autorités publiques à signer 13 contrats avec des opérateurs privés, dont 8 dans des pays IDA. Ces transactions devraient ouvrir ou améliorer l'accès de plus de 15,7 millions de personnes à des services d'infrastructure et de santé et mobiliser plus de 1,9 milliard de dollars sous forme d'investissements privés dans des infrastructures.

AMÉLIORATION DU CLIMAT DES AFFAIRES

- IFC a collaboré avec la Banque mondiale pour aider 42 administrations nationales et locales à procéder à 94 réformes qui ont contribué à créer des conditions plus propices au développement du secteur privé et à promouvoir des marchés concurrentiels et la création d'emplois. Soixante-dix de ces réformes ont été menées dans des pays IDA, dont 28 dans des régions fragiles et touchées par un conflit.
- Ces réformes ont permis au secteur privé d'économiser 136 millions de dollars et ont contribué à la réalisation de nouveaux investissements d'un montant estimé à 52 millions de dollars.

CHAMP D'ACTION DES SOCIÉTÉS CLIENTES D'IFC AU PLAN DU DÉVELOPPEMENT

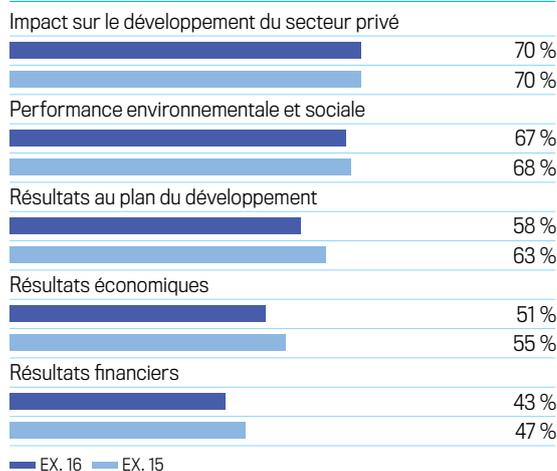
	PORTEFEUILLE ANNÉE CIVILE 2014	PORTEFEUILLE ANNÉE CIVILE 2015
EMPLOIS		
Emploi (millions de postes) ¹	2,5	2,4
MICROCRÉDITS^{2,3,4}		
Nombre (millions)	43,6	51,2
Montant (milliards d'USD)	35,3	59,5
PRÊTS AUX PME^{2,3,4}		
Nombre (millions)	4,3	7,6
Montant (milliards d'USD)	234,4	343,7
FINANCEMENT DU COMMERCE⁵		
Nombre (millions)	1,5	1,8
Montant (milliards d'USD)	234	204
NOMBRE DE CONSOMMATEURS BÉNÉFICIAIRE DE SERVICES		
Production d'électricité (millions de personnes)	55,8	48,0
Alimentation en électricité (millions de personnes) ⁶	50,2	50,1
Alimentation en eau (millions de personnes)	23,4	21,8
Alimentation en gaz (millions de personnes) ⁷	35,0	51,2
Branchements téléphoniques (millions d'usagers)	237,2	262,8
Patients traités (millions) ⁸	30,1	31,8
Élèves instruits (millions)	3,5	4,6
Agriculteurs bénéficiaires (millions)	3,4	3,5
PAIEMENTS AUX FOURNISSEURS ET AUX ADMINISTRATIONS PUBLIQUES		
Achats de biens et services sur les marchés locaux (milliards d'USD)	51,9	46,9
Contribution aux recettes ou à l'épargne des administrations publiques (milliards d'USD)	19,5	16,6

Ces chiffres décrivent le champ d'action des clients d'IFC à la fin des années civiles 2014 et 2015. Les données de portefeuille de 2014 et 2015 ne sont pas strictement comparables en raison de la modification du portefeuille de clients d'IFC sur lequel elles reposent. Dans le cas des microcrédits et des prêts aux PME, les résultats s'expliquent aussi par la contribution des services-conseil. Les données fournies par les clients font l'objet de nombreux contrôles, mais elles reposent parfois sur des estimations, et la définition des indicateurs peut être comprise de façon légèrement différente d'un client à l'autre.

1. Les données de portefeuille relatives à l'emploi incluent les emplois fournis par les Fonds.
2. Les chiffres indiqués au titre du champ d'action correspondent à l'encours de prêts de petit et moyen montant et des microfinancements des clients d'IFC à la fin des années civiles 2014 et 2015 axés sur les microentreprises et petites et moyennes entreprises (MPME). Les données de l'année civile 2015 comprennent des informations portant sur 303 MPME clientes, dont 28 clients pour lesquels les données ont été extrapolées.
3. Les données sur les MPME communiquées pour l'année civile 2015 incluent une importante contribution d'un nouveau client, Postal Savings Bank of China, qui figure parmi les principaux contributeurs de l'année civile 2015.
4. Les données de mars 2015 sur les MPME relatives à onze clients d'Asie du Sud communiquées précédemment au titre de l'année civile 2014 et publiées dans le rapport annuel d'IFC pour l'exercice 15 ont été incluses dans les données de l'année civile 2015. Il était nécessaire d'aligner ainsi les règles relatives au calendrier du recueil de données sur le champ d'action et le système DOTS.
5. Estimation du nombre et du montant en dollars des transactions commerciales financées par le réseau bancaire du Programme mondial de financement du commerce dans les pays émergents, basée sur des données effectives provenant de 72 % des banques du réseau en activité durant l'année civile 2015. Il n'est pas possible de comparer directement les chiffres à ceux de l'année précédente, car le nombre de banques en activité ayant répondu à l'enquête est différent d'une année à l'autre. Les données correspondent aux transactions directement garanties par IFC et aux opérations exécutées par les banques du réseau qui ont bénéficié de l'appui du programme.
6. Le nombre total de consommateurs ayant bénéficié de services d'alimentation en électricité durant l'année civile 2014 a été révisé à la suite de la reformulation des valeurs d'un client de la région Amérique latine et Caraïbes.
7. Un client de la région Asie de l'Est et Pacifique a fourni des services de distribution de gaz à 49,3 millions de personnes.
8. Le nombre total de patients traités durant l'année civile 2014 a été révisé à la suite de la reformulation des données d'un client d'Asie du Sud.

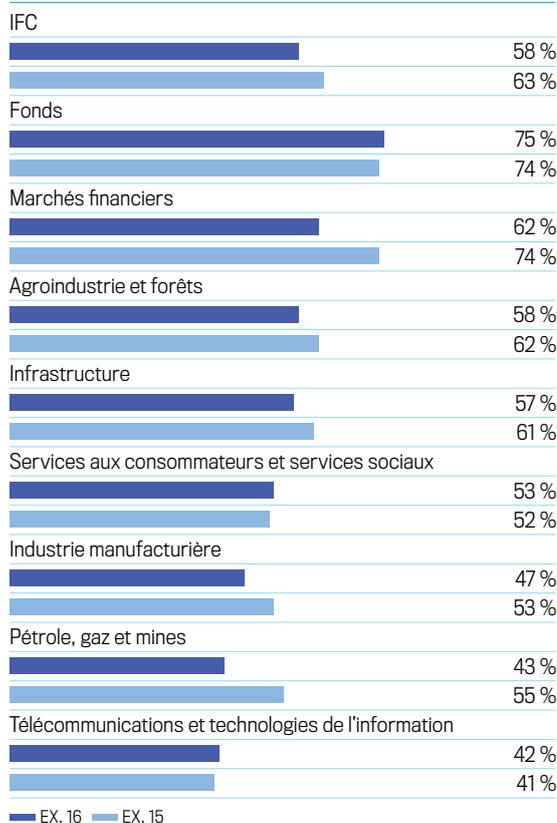
NOTES DU DOTS POUR LES SERVICES D'INVESTISSEMENT PAR CATÉGORIE DE RÉSULTAT, COMPARAISON EX. 15/EX. 16

POURCENTAGE DE NOTES POSITIVES



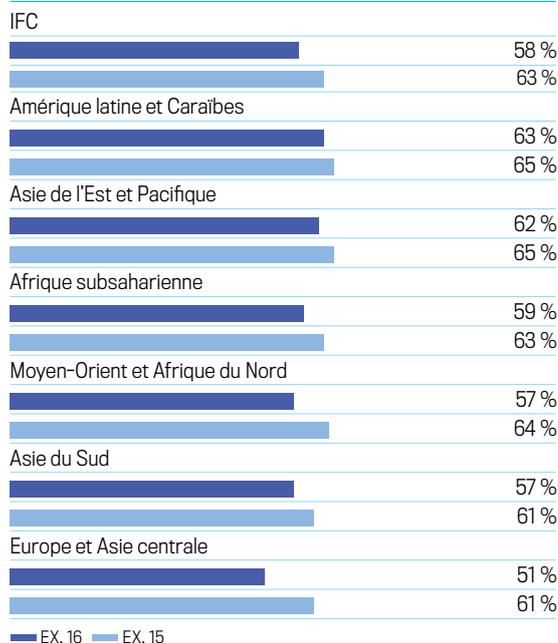
NOTES DU DOTS POUR LES SERVICES D'INVESTISSEMENT PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ, COMPARAISON EX. 15/EX. 16

POURCENTAGE DE NOTES POSITIVES



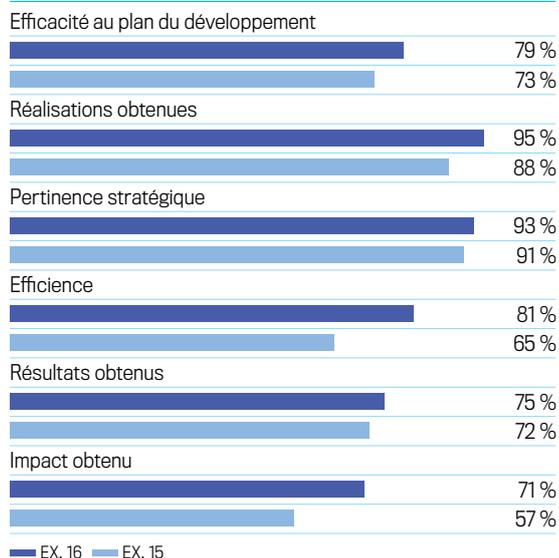
NOTES DU DOTS POUR LES SERVICES D'INVESTISSEMENT PAR RÉGION, COMPARAISON EX. 15/EX. 16

POURCENTAGE DE NOTES POSITIVES



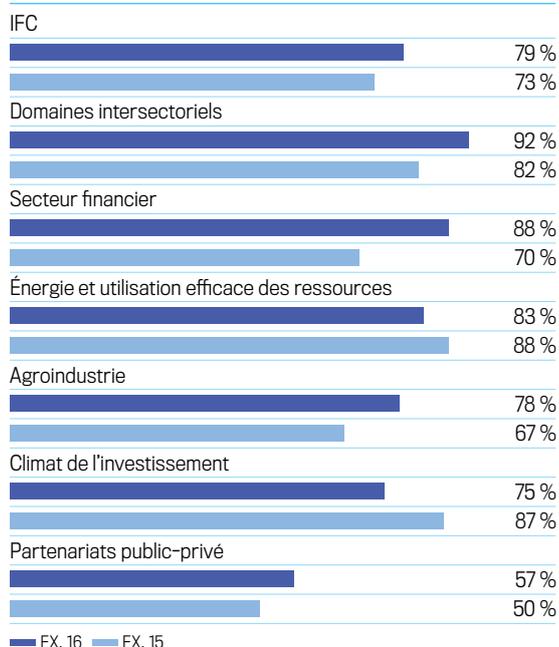
NOTES DU DOTS POUR LES SERVICES-CONSEIL PAR CATÉGORIE DE RÉSULTAT, COMPARAISON EX. 15/EX. 16

POURCENTAGE DE NOTES POSITIVES



NOTES DU DOTS POUR LES SERVICES-CONSEIL PAR DOMAINE D'ACTIVITÉ, COMPARAISON EX. 15/EX. 16

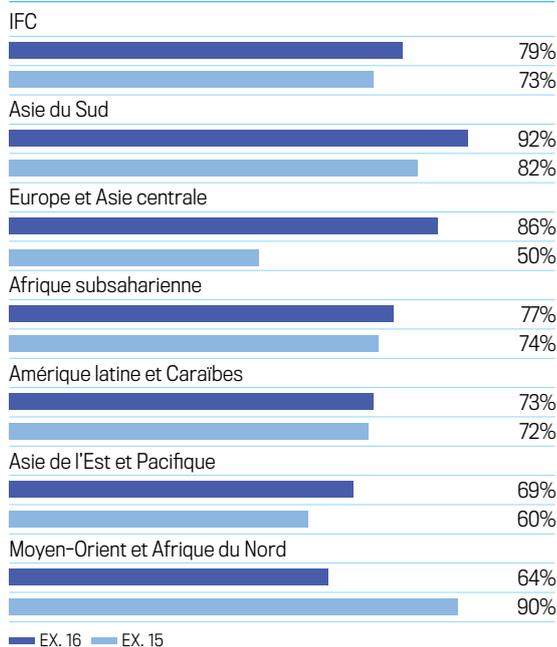
POURCENTAGE DE NOTES POSITIVES



La catégorie « Secteur financier » inclut aussi les projets entrepris par l'équipe intégrée du Pôle mondial d'expertise en Finance et marchés du Groupe de la Banque mondiale

NOTES DU DOTS POUR LES SERVICES-CONSEIL PAR RÉGION, COMPARAISON EX. 15/EX. 16

POURCENTAGE DE NOTES POSITIVES



Le personnel d'IFC

Le personnel d'IFC est diversifié et constitue l'atout le plus précieux de la Société.

Représentant plus de 140 pays, il apporte des solutions innovantes et les meilleures pratiques mondiales aux clients locaux.

Plus de la moitié des agents d'IFC (57 %) sont basés dans 100 pays autres que les États-Unis, ce qui témoigne de sa volonté de décentralisation. La plupart des membres du personnel d'IFC (62 %) sont originaires de pays qui ne sont pas des bailleurs de l'IDA. Leur diversité élargit la perspective de la Société et souligne l'importance qu'elle accorde aux domaines dans lesquels le développement du secteur privé peut avoir le plus grand impact.

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DU PERSONNEL D'IFC

BASE	EX. 11	EX. 16
États-Unis	1 530 (45 %)	1 633 (43 %)
Autres pays	1 906 (55 %)	2 124 (57 %)
Personnel total d'IFC	3 436	3 757

RÉPARTITION PAR RÉGION D'ORIGINE (AGENTS À PLEIN TEMPS)

RÉPARTITION PAR RÉGION D'ORIGINE	EX. 11	EX. 16
Pays bailleurs de fonds de l'IDA ¹	1 306 (38 %)	1 419 (38 %)
Autres pays	2 130 (62 %)	2 338 (62 %)
Total	3 436	3 757

RÉPARTITION PAR RÉGION D'ORIGINE (AGENTS NIVEAU CADRE ET HORS CADRE)

RÉPARTITION PAR RÉGION D'ORIGINE	EX. 11	EX. 16
Pays bailleurs de fonds de l'IDA ¹	987 (45 %)	1 118 (44 %)
Autres pays	1 197 (55 %)	1 444 (56 %)
Total	2 184	2 562

1. Données reposant sur les informations fournies par les pays sur leur rôle au sein de l'IDA.

RÉPARTITION HOMMES-FEMMES (AGENTS À PLEIN TEMPS)

GENRE	EX. 11	EX. 16
Femmes	1 805 (53 %)	2 034 (54 %)
Hommes	1 631 (47 %)	1 723 (46 %)
Total	3 436	3 757

RÉPARTITION FEMMES-HOMMES (AGENTS NIVEAU CADRE ET HORS CADRE)

GENRE	EX. 11	EX. 16
Femmes	888 (41 %)	1 149 (45 %)
Hommes	1 296 (59 %)	1 413 (55 %)
Total	2 184	2 562

RÉMUNÉRATIONS

Les directives relatives à la rémunération du personnel d'IFC s'inscrivent dans le cadre établi pour l'ensemble du Groupe de la Banque mondiale. Il est essentiel d'offrir des niveaux de rémunération compétitifs au plan international pour attirer et conserver un personnel diversifié et hautement qualifié. Le barème des rémunérations du personnel recruté à Washington est basé sur le marché de l'emploi des États-Unis, compétitif à l'échelle mondiale. Les traitements des membres du personnel recrutés en dehors des États-Unis sont fonction de niveaux jugés compétitifs sur les marchés locaux sur la base d'enquêtes indépendantes. Le Groupe de la Banque mondiale ayant le statut d'organisation multilatérale, la rémunération de son personnel est établie nette d'impôt.

PROGRAMMES DE RÉMUNÉRATION À ÉLÉMENTS VARIABLES

Les programmes de rémunération à éléments variables d'IFC ont plusieurs composantes, notamment les programmes de reconnaissance et les primes de résultat (elles-mêmes réparties en catégories annuelles et à long terme) qui renforcent une culture axée sur une performance de haut niveau. Ces primes visent à encourager le travail d'équipe, à récompenser les meilleures performances et à promouvoir les priorités stratégiques d'IFC, par exemple les projets réalisés dans les États fragiles ou touchés par un conflit.

RÉGIMES DE PRESTATIONS

IFC offre à son personnel un régime de prestations compétitif, comprenant une assurance maladie, une assurance vie et une assurance invalidité ainsi qu'un régime de retraite. Le coût de l'assurance médicale est réparti entre l'institution (75 %) et les assurés (25 %).

Le régime des pensions d'IFC, qui fait partie du plan du Groupe de la Banque mondiale, comprend deux volets : un plan de retraite à prestations définies qui est entièrement financé par IFC et qui est fonction du nombre d'années de service, du niveau de rémunération et de l'âge à la retraite ; et un régime d'épargne-retraite basé sur une cotisation obligatoire égale à 5 % de la rémunération et une contribution facultative pouvant aller jusqu'à 6 % de la rémunération, à laquelle IFC ajoute 10 % par an. IFC parraine également un plan d'épargne-retraite facultatif de type 401(k), système de retraite par capitalisation utilisé aux États-Unis, pour le personnel en poste à Washington et un plan d'épargne facultatif pour le personnel en poste dans les bureaux extérieurs.

STRUCTURE DES TRAITEMENTS DES AGENTS (WASHINGTON)

Au 30 juin 2016, la structure des traitements et les montants moyens des traitements annuels (nets d'impôt) et des avantages des agents du Groupe de la Banque mondiale se présentaient comme suit :

GRADES	INTITULÉS DE POSTES REPRÉSENTATIFS	RÉFÉRENCE			EFFECTIFS À CE GRADE (%)	TRAITEMENT MOYEN/GRADE (USD)	PRESTATIONS MOYENNES* (USD)
		MINIMUM (USD)	DU MARCHÉ (USD)	MAXIMUM (USD)			
GA	Auxiliaire de bureau	25 700	36 700	47 700	0,02	43 697	24 433
GB	Assistant administratif, Technicien d'information	31 400	44 900	58 400	0,34	46 154	25 807
GC	Assistant de programme, Assistant d'information	38 300	54 700	71 100	7,41	56 852	31 789
GD	Assistant principal de programme, Spécialiste de l'information, Assistant du service du budget	45 400	64 800	84 200	6,43	70 422	39 376
GE	Analyste	61 500	87 800	114 100	9,99	80 679	45 112
GF	Cadre	81 200	116 000	150 800	21,08	105 275	58 865
GG	Cadre supérieur	108 000	154 300	200 600	32,57	146 140	81 715
GH	Directeur, Cadre de direction	147 500	210 700	273 900	19,32	204 110	114 129
GI	Directeur, Conseiller principal	224 300	280 400	336 500	2,37	272 763	152 516
GJ	Vice-président	273 600	321 900	370 200	0,35	337 654	188 800
GK	Directeur général, Vice-président exécutif	304 200	357 900	411 600	0,11	393 808	221 996

Note : Comme les agents du Groupe de la Banque mondiale non américains sont habituellement exemptés de l'impôt sur le revenu sur les rémunérations qui leur sont versées par l'institution, celles-ci s'entendent nettes d'impôt. Ces rémunérations équivalent généralement aux salaires nets après impôts des employés des organisations et des entreprises de référence d'après lesquels la grille des salaires de l'institution est établie. Seul un très petit nombre d'agents parvient au tiers supérieur de la fourchette de salaires d'un grade donné.

*Y compris l'assurance-maladie, l'assurance-vie et l'assurance-invalidité ; les droits acquis au titre de la prestation de cessation de service ; et d'autres avantages non salariaux. Les allocations fiscales ne sont pas incluses.

La gouvernance d'IFC

LA PLACE D'IFC DANS LE GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Le Groupe de la Banque mondiale représente une source vitale d'assistance financière et technique pour les pays en développement. Il a pour mission de lutter contre la pauvreté avec passion et professionnalisme, pour obtenir des résultats durables.

IFC est l'un des cinq membres du Groupe de la Banque mondiale, tout en demeurant une entité juridique distincte ayant des statuts, un capital social, une structure financière, une direction et un personnel distincts. Seuls les pays membres de la Banque mondiale peuvent adhérer à IFC. Au 30 juin 2016, le capital libéré d'IFC, d'un montant d'environ 2,56 milliards de dollars, était détenu par 184 pays membres. Ces pays décident de l'orientation générale des programmes et des activités de la Société.

IFC collabore avec le secteur privé pour créer des opportunités là où elles font le plus défaut. Depuis sa création en 1956, elle a engagé pour son propre compte plus de 197 milliards de dollars au titre d'investissements dans le secteur privé des pays en développement et elle a mobilisé environ 50 milliards de dollars de plus auprès de tiers.

En vue de mettre fin à l'extrême pauvreté et de promouvoir une prospérité partagée, IFC collabore étroitement avec d'autres membres du Groupe de la Banque.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION D'IFC

Chacun des pays membres d'IFC nomme un Gouverneur et un suppléant. Le Conseil des Gouverneurs est investi des pouvoirs de la Société dont il délègue la majeure partie à un Conseil de 25 Administrateurs. Le nombre de voix dont ces derniers disposent pour décider des questions qui leur sont soumises est fonction de la part du capital de la Société émanant des pays représentés par chaque Administrateur.

Les Administrateurs se réunissent régulièrement au siège du Groupe de la Banque mondiale à Washington pour examiner les projets d'investissement, prendre les décisions nécessaires en la matière et donner des orientations stratégiques à la direction de la Société. Le Président du Groupe de la Banque mondiale est également le Président d'IFC.

RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL DE DIRECTION

Le traitement du Président du Groupe de la Banque mondiale est déterminé par les Administrateurs. Le niveau de rémunération du Vice-président exécutif et Directeur général d'IFC correspond au point médian entre le niveau de rémunération le plus élevé du barème applicable au personnel de l'institution, tel qu'il est établi chaque année sur la base d'enquêtes indépendantes sur les rémunérations aux États-Unis, et le niveau de rémunération du Président du Groupe de la Banque mondiale. Les rémunérations des membres du personnel de direction sont communiquées au public.

La rémunération annuelle du Vice-président exécutif et directeur général d'IFC, Philippe Le Houérou, s'élève à 411 000 dollars, nette d'impôt.



Dernier rang, de gauche à droite :

Mohamed Sikiekh Kayad, Djibouti
Heenam Choi, République de Corée
Louis Rene Peter Larose, Seychelles
Antonio Silveira, Brésil
Subhash Chandra Garg, Inde
Masahiro Kan, Japon
Matthew McGuire, États-Unis
Andrei Lushin, Fédération de Russie

Au milieu, de gauche à droite :

Jose Alejandro Rojas Ramirez, République bolivarienne du Venezuela
Satu Santala, Finlande
Jiandi Ye, Chine (suppléant)
Rionald Silaban, Indonésie
Ursula Müller, Allemagne
Melanie Robinson, Royaume-Uni
Khalid Alkhudairy, Arabie saoudite
Alex Foxley, Chili
Franciscus Godts, Belgique

Premier rang, de gauche à droite :

Patrizio Pagano, Italie
Ana Afonso Dias Lourenco, Angola
Alister Smith, Canada
Merza Hasan, Koweït (doyen)
Nasir Mahmood Khosa, Pakistan
Jörg Frieden, Suisse
Frank Heemskerck, Pays-Bas
Hervé de Villeroché, France

LES PAYS MEMBRES D'IFC, SES ACTIONNAIRES, LUI FOURNISSENT UN IMPORTANT APPUI

TOTAL IFC	100 %
ÉTATS-UNIS	22,19 %
JAPON	6,33 %
ALLEMAGNE	5,02 %
FRANCE	4,72 %
ROYAUME-UNI	4,72 %
INDE	4,01 %
FÉDÉRATION DE RUSSIE	4,01 %
CANADA	3,17 %
ITALIE	3,17 %
CHINE	2,41 %
174 AUTRES PAYS	40,25 %

L'obligation de rendre compte

LE GROUPE INDÉPENDANT D'ÉVALUATION

Le Groupe indépendant d'évaluation (IEG) contribue à la dynamique d'apprentissage d'IFC par les enseignements qu'il tire de ses évaluations. L'IEG est indépendant de la direction d'IFC et rend compte directement au Conseil d'administration du Groupe de la Banque mondiale. Il a pour mission de renforcer l'efficacité au plan du développement des institutions du Groupe grâce à des évaluations de la plus haute qualité orientant leurs stratégies et activités futures.

L'IEG valide les autoévaluations de projet d'IFC et réalise des évaluations indépendantes ponctuelles. Les notes établies sont consignées dans son évaluation annuelle des résultats et de la performance du Groupe de la Banque mondiale. Le dernier rapport (2015) montre que les services-conseil d'IFC ont continué d'afficher de bons résultats, mais que les notes relatives aux résultats des projets d'investissement au plan du développement ont poursuivi leur recul entamé en 2013. Les conditions défavorables du marché liées à la crise financière mondiale ont eu une incidence négative sur un grand nombre de projets évalués, mais la qualité des interventions d'IFC a reçu une note faible ces dernières années. Le rapport a également montré que les résultats dans les pays IDA et ceux recevant des financements mixtes se sont améliorés au cours des deux derniers exercices, bien que le risque associé à ces investissements soit perçu comme plus élevé.

Selon l'évaluation du soutien du Groupe de la Banque mondiale à l'inclusion financière parmi les ménages à faible revenu et les microentreprises récemment réalisée par l'IEG, les enseignements tirés de l'action d'IFC avec les organismes de microfinance montrent combien il est utile de soutenir de nouveaux clients et d'investir dans des projets de petite taille relativement novateurs – qui mettent certes plus de temps à devenir rentables, mais contribuent de manière significative au développement. Certains investissements d'IFC dans des projets entièrement nouveaux en Afrique illustrent bien les partenariats avec de nouveaux clients qui ont un important impact sur le développement du secteur privé. L'IEG publie ses principaux rapports sur son site web : <http://ieg.worldbankgroup.org>.

LE BUREAU DU CONSEILLER/OMBUDSMAN

Le Bureau du conseiller/ombudsman pour l'application des directives (CAO) est le mécanisme indépendant grâce auquel IFC et la MIGA rendent compte de leurs actions. Le CAO traite les plaintes des personnes touchées par les projets d'IFC et de la MIGA dans le but d'améliorer la performance environnementale et sociale. Relevant directement du Président du Groupe de la Banque mondiale, le CAO facilite le règlement des différends entre les populations concernées et les clients d'IFC, vérifie la conformité des résultats environnementaux et sociaux de la Société et dispense d'une manière indépendante des conseils à la direction du Groupe de la Banque mondiale.

Durant l'exercice 16, le CAO a traité 52 dossiers portant sur des investissements d'IFC et de la MIGA dans 23 pays et divers secteurs, dont l'agroindustrie, les industries extractives et les infrastructures. Sept de ces dossiers concernaient de nouvelles plaintes à propos de projets d'IFC. À la fin de l'exercice, le CAO avait clos quatre dossiers, huit se trouvaient au stade de l'évaluation, 15 au stade du règlement des différends et 20 au stade de l'examen, de l'enquête ou du suivi concernant l'application des directives. Des solutions ont été trouvées au Nicaragua et au Cambodge grâce au processus de règlement des différends du CAO. Voir les rapports de conclusion à la page www.cao-ombudsman.org/cases.

Durant l'exercice 16, le CAO a publié deux enquêtes sur l'application des directives : l'une concernant des problèmes de chaîne d'approvisionnement dans le secteur de l'huile de palme en Indonésie, et l'autre les incidences négatives d'une centrale à charbon financée par un client d'IFC en Inde.

Un nombre croissant de dossiers examinés par le CAO portent sur des investissements d'IFC dans des banques ou des fonds, également désignés par l'expression « intermédiaires financiers ». L'un des impératifs auxquels ces investissements doivent répondre est que les clients des intermédiaires financiers « utilisent un système de gestion environnementale et sociale » exigeant « l'application des prescriptions pertinentes des Normes de performance dans le cadre des activités économiques présentant des risques plus élevés ». Malgré les mesures prises par IFC pour combler les lacunes concernant ces investissements, les activités du CAO sur l'application des directives ont montré que cette prescription n'est pas bien appliquée.

Les plaignants continuent d'être vulnérables à travers le monde. Durant l'exercice 16, le CAO a diffusé un projet de ligne de conduite pour orienter ses travaux sur la protection des plaignants.

Dans le cadre de ses services-conseil, il a publié un document tirant les leçons de ses dossiers portant sur les questions foncières. Le CAO a également publié en collaboration avec IFC et la MIGA un guide sur le mécanisme de recours, qui fournit des outils et conseils pratiques pour améliorer les résultats des mécanismes de recours au niveau des projets. Pour plus d'informations sur le CAO, visiter le site www.cao-ombudsman.org.

Les partenariats

IFC collabore avec les autorités nationales, les entreprises, les fondations et d'autres organisations multilatérales et institutions d'aide au développement pour favoriser des partenariats novateurs dans le but de mettre fin à la pauvreté et de promouvoir une prospérité partagée.

COLLABORATION AVEC LES PARTENAIRES DE DÉVELOPPEMENT

IFC collabore avec plus de 30 gouvernements, partenaires multilatéraux et institutionnels, entreprises et fondations. Durant l'exercice 16, la Société a travaillé avec plusieurs nouveaux partenaires, dont la fondation William et Flora Hewlett, Grundfos Holding A/S et Dow Chemical Company. IFC développe ses activités de collaboration en approfondissant le dialogue avec ses partenaires et en cherchant de nouveaux moyens d'améliorer son efficacité et d'optimiser son impact.

Les partenaires de développement de la Société soutiennent résolument ses activités, à l'appui desquelles ils ont engagé plus de 219 millions de dollars au cours de l'exercice 16.

La Société et la Banque mondiale ont tenu des consultations conjointes avec divers partenaires pour approfondir leur coopération. IFC a également joué un rôle de premier plan dans l'élaboration du futur cadre de financement du développement durable en attirant l'attention sur l'importance du secteur privé dans ce domaine.

Grâce à des fonds fiduciaires, la Société continue d'apporter des financements et de partager des connaissances sur le développement du secteur privé. Les initiatives suivantes soulignent les efforts concertés déployés par IFC pour collaborer de manière novatrice avec ses partenaires :

SUISSE

Durant l'exercice 16, l'État suisse a engagé plus de 45 millions de dollars, dont 17 millions ont été affectés au Programme mondial d'IFC sur l'infrastructure financière. Ce programme promeut une utilisation efficace des crédits et améliore l'accès aux financements.

PAYS-BAS

Les Pays-Bas se sont engagés à fournir jusqu'à 27 millions de dollars au Mécanisme mondial de financement des PME d'IFC. Cet engagement comprend 16 millions de dollars destinés aux mécanismes de partage des risques et 11 millions aux projets de services-conseil. Le mécanisme mondial de financement des PME mobilise des fonds auprès des donateurs, des institutions financières internationales et du secteur privé pour aider les banques à accroître le volume des prêts accordés aux PME. Il vise les banques locales désirant prêter aux PME qui n'ont pas accès au crédit.

CANADA

Cette année, le Canada a versé 20 millions de dollars canadiens au deuxième Fonds de partenariat Canada-IFC (CIPF II) pour promouvoir l'énergie propre et l'utilisation efficiente des ressources, les petites et moyennes entreprises, et l'émancipation économique des femmes. Cet engagement reflète les priorités de l'État canadien en matière de développement international, notamment la croissance économique durable, la viabilité environnementale et l'égalité des genres. Le Fonds de partenariat a été créé en mars 2013 pour offrir une plateforme novatrice de financement thématique à l'échelle mondiale. Le CIPF II étudiera de nouvelles façons de catalyser la croissance économique durable en renforçant le développement du secteur privé dans les marchés émergents.

RÉPUBLIQUE SLOVAQUE

La République slovaque et IFC ont signé en décembre un accord de fonds fiduciaire, qui fait de ce pays un nouveau partenaire des services-conseil de la Société. Le Fonds fiduciaire de partenariat Slovaquie-IFC se concentrera dans un premier temps sur le soutien aux activités de conseil visant l'industrie manufacturière, l'agroindustrie, les technologies de l'information, les écotechnologies propres, l'énergie et l'utilisation efficace des ressources. Son périmètre géographique comprend les Balkans occidentaux, la Communauté des États indépendants et l'Asie, et tout particulièrement la République kirghize, le Bélarus, la Géorgie, la Mongolie et le Viet Nam.

ENGAGEMENTS DES BAILLEURS DE FONDS

ENGAGEMENTS FINANCIERS AU TITRE DES SERVICES-CONSEIL D'IFC (ÉQUIVALENT EN MILLIONS D'USD), CHIFFRES NON AUDITÉS

ÉTAT RÉCAPITULATIF	EX. 15	EX. 16
États	199,85	201,69
Partenaires institutionnels/multilatéraux	24,69	12,25
Sociétés, fondations et ONG	38,01	5,19
Total	262,55	219,13

ÉTATS	EX. 15	EX. 16
Allemagne	0,00	0,22
Australie	34,38	7,74
Autriche	7,43	11,06
Canada	4,25	36,99
Corée, République de	0,13	0,00
Danemark	9,22	2,86
États-Unis	22,73	6,69
France	2,49	0,00
Irlande	0,00	1,01
Israël	0,00	1,00
Italie	0,00	15,00
Japon	5,96	4,78
Luxembourg	0,00	3,90
Norvège	18,13	5,68
Nouvelle-Zélande	1,41	3,56
Pays-Bas	0,63	11,00
République slovaque	0,00	1,09
Royaume-Uni	56,13	38,17
Suède	3,63	5,66
Suisse	33,31	45,28
Total	199,85	201,69

PARTENAIRES INSTITUTIONNELS/ MULTILATÉRAUX	EX. 15	EX. 16
Commission européenne	11,43	10,61
Fonds d'investissement climatiques	8,36	1,39
Fonds pour la transition dans la région MENA	3,65	0,00
SG Hambros Trust Co Ltd (pour et au nom de PIDG Trust)	0,00	0,25
Trade and Markets East Africa (TradeMark East Africa-TMEA)	1,25	0,00
Total	24,69	12,25

SOCIÉTÉS, FONDATEURS ET ONG	EX. 15	EX. 16
Fondation Bill et Melinda Gates	20,51	2,30
eBay Foundation Corporate Advised Fund of Silicon Valley Community Foundation (SVCF)	0,10	0,00
Dow Chemical Company*	0,00	0,50
Fondation Ford	0,20	0,00
Grundfos Holding A/S*	0,00	1,00
Marie Stopes International	3,95	0,89
Nestlé SA*	1,50	0,00
Fondation PepsiCo*	1,50	0,00
Fondation Rockefeller	10,00	0,00
SABMiller PLC*	0,25	0,00
Fondation William et Flora Hewlett	0,00	0,50
Total	38,01	5,19

*Contributeur du 2030 Water Resource Group

La gestion des risques

GESTION DES RISQUES AU SEIN DES ENTREPRISES

IFC fournit des investissements à long terme au secteur privé des économies émergentes, pour repousser la frontière des investissements jusqu'aux marchés les plus difficiles. Ce faisant, IFC est exposée à divers risques financiers et non financiers, dont la bonne gestion est essentielle à la réalisation de sa mission.

Son cadre de gestion des risques d'entreprise a été conçu pour permettre une gestion prudente de l'impact de ses activités sur sa réputation et sur le plan financier. De ce point de vue, les efforts d'IFC en matière de gestion des risques visent expressément à aligner les résultats de la Société sur son orientation stratégique.

En matière de tolérance au risque, IFC a formulé des déclarations d'orientation quant à sa disposition à prendre des risques pour atteindre ses objectifs de développement. Ces déclarations reflètent les valeurs fondamentales de la Société, à savoir maximiser son impact sur le développement, préserver sa viabilité financière et protéger son image.

GESTION DU PORTEFEUILLE

La gestion du portefeuille fait partie intégrante de la gestion des activités d'IFC visant à assurer la solidité des résultats financiers de ses projets et des résultats obtenus en matière de développement.

La direction d'IFC procède chaque semestre à l'examen de l'intégralité de son portefeuille de 52 milliards de dollars, en s'intéressant aux tendances générales ainsi qu'à des éléments d'actif spécifiques. IFC fournit au Conseil d'administration, chaque trimestre, des rapports de synthèse sur les résultats de son portefeuille et, chaque année, un examen approfondi des résultats du portefeuille. Les équipes chargées du portefeuille, basées pour la plupart dans les bureaux extérieurs, complètent ces examens généraux par un examen trimestriel de chaque élément d'actif.

Au niveau institutionnel, IFC combine l'analyse de la performance de son portefeuille aux projections sur les tendances macroéconomiques et les tendances du marché à l'échelle mondiale pour éclairer la prise de décisions concernant ses investissements futurs. La Société procède aussi régulièrement à des tests de vulnérabilité de la performance du portefeuille face à l'évolution macroéconomique possible pour cerner les risques et chercher activement à les atténuer. Durant l'exercice 16, au vu de la forte volatilité des marchés émergents, la direction générale d'IFC a réalisé des examens régionaux approfondis de son portefeuille, pour analyser des indicateurs comparables dans différents marchés.

À l'échelon des projets, IFC veille en permanence au respect des accords d'investissement, se rend sur le site des projets pour vérifier l'état d'avancement des opérations et aide à trouver des solutions aux problèmes qui pourraient se poser. Elle procède également à un suivi systématique de la performance environnementale et sociale, et mesure les résultats financiers ainsi que les résultats obtenus sur le front du développement.

Dans le cas des projets qui connaissent des difficultés financières, le Département des opérations spéciales détermine les mesures qu'il convient de prendre pour remédier à la situation. Il s'efforce de négocier des accords avec les créanciers et actionnaires pour répartir la charge de la restructuration et régler les problèmes sans interrompre le déroulement du projet.

Les investisseurs et autres partenaires participant aux opérations d'IFC sont tenus régulièrement informés de l'évolution des projets. IFC les consulte ou demande leur consentement, le cas échéant.

La gestion active des risques et du portefeuille répond au besoin de disposer d'informations à jour et fiables pour prendre des décisions éclairées. IFC continue d'investir dans sa stratégie des technologies de l'information et d'améliorer ses systèmes de gestion des risques et du portefeuille. Cet aspect revêt une importance capitale pour lui permettre de gérer activement les risques et le portefeuille et de continuer de tenir compte de l'environnement extérieur difficile.

Durant l'exercice 16, IFC a lancé une nouvelle plateforme de gestion des risques d'investissement, qui remplacera son système de notation des risques de crédit et son cadre de capital économique. Les nouveaux systèmes visent à mieux aligner les pratiques d'IFC sur les normes internationalement reconnues, lorsqu'elles sont pertinentes au regard du portefeuille de l'institution. Le nouveau système de notation des risques permettra de comparer plus facilement les notations externes et les notations propres à IFC. Des notations plus fines permettront à la Société de mieux différencier et comprendre la solvabilité de ses clients, donc de se concentrer sur la qualité de la signature de ceux d'entre eux qui doivent faire l'objet d'un examen plus poussé. L'amélioration du pouvoir de prédiction de la probabilité de défaut et de perte en cas de défaut aidera à prendre des décisions plus éclairées en matière d'investissement.

SERVICES DE TRÉSORERIE

IFC mobilise des fonds sur les marchés financiers internationaux pour accorder des prêts au secteur privé et veiller à disposer de liquidités suffisantes pour conserver sa note AAA.

Les émissions comprennent des obligations de référence dans de grandes monnaies telles que le dollar des États-Unis, des émissions thématiques à l'appui de priorités stratégiques telles que le changement climatique, et des émissions dans des monnaies de pays émergents pour promouvoir le développement des marchés financiers. La majeure partie des prêts consentis par IFC sont libellés en dollars, mais la Société emprunte dans de nombreuses monnaies de manière à diversifier l'accès aux capitaux, réduire le coût des emprunts et soutenir les marchés financiers locaux.

Au fil des ans, le programme de financement d'IFC a progressé au même rythme que le volume des prêts accordés : au cours de l'exercice 16, les nouveaux emprunts ont atteint l'équivalent de 15,8 milliards de dollars.

EMPRUNTS SUR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX POUR L'EXERCICE 16

DEVISE	MONTANT (ÉQUIVALENT EN USD)	POURCENTAGE
Dollar des États-Unis	10 765 218 000,00	68,0 %
Dollar australien	1 271 759 000,00	8,0 %
Réal brésilien	795 733 627,30	5,0 %
Yen japonais	605 158 263,39	3,8 %
Roupie indienne	199 031 378,30	1,3 %
Reminbi chinois	365 749 248,51	2,3 %
Euro	282 263 000,00	1,8 %
Divers	1 546 206 880,01	9,8 %
Total	15 831 119 397,51	

GESTION DES LIQUIDITÉS

Le montant total des actifs liquides inscrits au bilan d'IFC était de 41,4 milliards de dollars au 30 juin 2016, contre 39,5 milliards de dollars l'exercice précédent. La plupart de ces actifs sont libellés en dollars des États-Unis. Pour pallier les risques de change, les actifs libellés dans une devise autre que le dollar des États-Unis font l'objet d'une couverture en dollars ou sont compensés par des passifs libellés dans la même devise. Le montant total des actifs liquides qui doit être détenu est déterminé dans le but d'assurer un niveau de ressources suffisant pour que la Société puisse faire face à ses engagements même en cas de tensions sur les marchés. IFC garde des actifs liquides dans des instruments portant intérêt activement gérés par rapport à des critères prédéfinis.

Durant l'exercice 16, la Société a apporté d'importantes améliorations à ses politiques internes de financement et de liquidité en ajoutant des ratios de liquidité à court terme en période de stress, une norme en matière de liquidités « essentielles » et des ajustements concernant les actifs grevés. Les ratios de liquidité à court terme en période de stress ont pour objet de permettre à IFC de s'assurer qu'elle dispose de suffisamment d'actifs liquides dans un contexte de tension généralisée sur les marchés et dans le cadre des opérations pour couvrir, pendant une période pouvant aller jusqu'à un an, les besoins de trésorerie existants et de nouvelles exigences de croissance. La Société a amélioré son cadre de gestion des liquidités pour fournir de nouveaux indicateurs quantitatifs sur les financements couplés.

GESTION DES RISQUES DE TRÉSORERIE

Les risques de trésorerie sont gérés grâce à un double dispositif : 1) un cadre directeur global et 2) une stricte norme de capital économique pour les activités de trésorerie. Le cadre directeur repose sur les quatre principes suivants :

- 1) Investissement dans des actifs de haute qualité
- 2) Diversification par le biais de limites de position/ concentration
- 3) Strictes limites sur les risques de marché (écart de rémunération, taux d'intérêt et risque de change)
- 4) Surveillance active du portefeuille

Au cours de l'exercice 16, IFC a amélioré son cadre directeur en matière de trésorerie parallèlement à l'évolution des marchés financiers internationaux en prenant notamment les mesures suivantes : l'élaboration d'un cadre élargi de tests de tension et de planification des interventions d'urgence ; l'amélioration de la démarche d'IFC concernant le suivi des risques de défaillance et des produits structurés ; l'échange bilatéral de garanties avec les fournisseurs d'instruments de crédit dérivés ; et l'amélioration du cadre de validation du modèle d'IFC.

ADÉQUATION DU CAPITAL ET CAPACITÉ FINANCIÈRE

Une bonne gestion du risque est essentielle à la réalisation de la mission d'IFC en matière de développement. Les activités de la Société, investisseur à long terme dans des marchés émergents dynamiques mais volatiles, l'exposent par leur nature même à des risques financiers et opérationnels.

Une gestion prudente du risque et un capital solide permettent à IFC de préserver son assise financière et de poursuivre ses opérations de prêt en périodes de tourmente économique et financière. Sa solidité financière lui permet de bénéficier de coûts d'emprunt faibles et d'offrir ainsi à ses clients des financements à un coût abordable.

La note AAA attribuée à IFC depuis que sa note de crédit est évaluée (1989) illustre la solidité et la qualité de la gestion du risque et de la situation financière de l'institution.

IFC détermine son niveau minimum d'adéquation du capital en fonction de son dispositif de capital économique qui est en phase avec le cadre de Bâle et avec les pratiques dominantes du secteur. Le capital économique d'IFC tient lieu de garantie contre le risque et permet à la Société de modéliser et d'agréger les risques de pertes posés par divers produits d'investissement ainsi que d'autres risques.

Conformément aux pratiques du secteur et à la réglementation, IFC calcule le capital économique pour les types de risques suivants :

- *Risque de crédit* : perte potentielle due au défaut d'un client ou à la révision à la baisse de sa note de crédit
- *Risque de marché* : perte potentielle due à l'évolution des variables du marché (taux d'intérêt, monnaies, cours des actions et des produits de base, etc.)
- *Risque opérationnel* : perte potentielle due à des processus, individus ou systèmes internes inadéquats ou défaillants, ou à des événements externes ; les risques opérationnels sont inhérents à toutes les activités d'IFC, y compris les services-conseil et IFC Asset Management Company.

Le capital libéré, les bénéfices mis en réserve, nets du montant des affectations et de certaines plus-values latentes, et les réserves générales pour pertes sur prêts constituent la capacité financière d'IFC. L'excédent de capital disponible au-delà de ce qui lui est nécessaire pour poursuivre ses activités en cours permet à IFC d'assurer la croissance future de son portefeuille tout en maintenant les réserves nécessaires pour amortir les chocs exogènes inattendus. En juin 2016, le montant total des ressources disponibles d'IFC était de 22,5 milliards de dollars, tandis que le niveau minimum d'adéquation du capital s'établissait à 19,2 milliards de dollars.

La promotion de la viabilité

LE CADRE DE VIABILITÉ D'IFC

La viabilité est essentielle à la réussite des entreprises. La mise en œuvre d'une approche viable en matière d'investissement soutient également les efforts déployés à l'échelle mondiale pour atteindre les objectifs de développement durable. IFC vise à assurer la réussite économique à long terme et à ouvrir des perspectives en matière d'investissements viables au plan économique, environnemental et social.

Dans le contexte actuel marqué par le changement climatique, l'insuffisance des ressources et l'insécurité qui règne dans le monde, il apparaît de plus en plus nécessaire que les entreprises relèvent les défis liés à l'environnement, aux questions sociales et au gouvernement d'entreprise tout en conciliant viabilité financière et résultats économiques. Le cadre de viabilité et la méthodologie de gouvernement d'entreprise d'IFC visent à aider les clients de la Société à améliorer le rendement de leurs activités, à améliorer la transparence, à nouer le dialogue avec les populations touchées par les projets financés par IFC, à protéger l'environnement et à accroître leur impact sur le développement. Ce faisant, ce cadre et cette méthodologie permettent à la Société de respecter son engagement stratégique en faveur de la viabilité environnementale et sociale et de la bonne gouvernance tout en contribuant à la croissance du secteur privé et à la création d'emplois.

LA VIABILITÉ EN PRATIQUE

IFC s'attache à garantir la viabilité dans quatre grands domaines : financier, économique, environnemental et social. La viabilité financière permet à IFC et à ses clients de contribuer durablement au développement. En rendant ses projets économiquement viables, la Société s'assure qu'ils contribuent au développement de l'économie des pays hôtes.

Dans toutes les décisions qu'elle prend en matière d'investissement, IFC accorde le même poids et la même attention aux risques environnementaux et sociaux ou touchant à la gouvernance qu'aux risques de crédit et aux risques financiers. Cette démarche lui permet de prendre des risques en connaissance de cause de manière à avoir un impact sur le développement tout en préservant sa viabilité financière.

Dans les marchés plus difficiles, la Société travaille avec des clients dont les investissements commerciaux à rendement potentiellement élevé et la croissance solidaire durable sont confrontés à un ensemble croissant de risques complexes au plan environnemental et social ainsi qu'en matière de gouvernance.

Ces défis ne pourront être relevés qu'en assurant la gestion optimale de ces risques et en proposant des solutions souples. IFC aide ses clients à gérer des risques qu'ils ne peuvent ni ne doivent assumer seuls, en tirant parti des capacités du Groupe de la Banque mondiale à trouver des solutions durables et en collaborant avec d'autres parties concernées pour débloquer des investissements lorsqu'ils sont entravés par d'importants risques de viabilité.

L'expérience opérationnelle d'IFC et sa longue pratique de la fourniture de solutions intégrées pour gérer les risques au plan environnemental et social ainsi qu'en matière de gouvernance l'ont aidée à se positionner en tant que partenaire de confiance du secteur privé dans ces domaines. Les clients d'IFC continuent d'affirmer que les compétences de la Société jouent un rôle important dans leur décision de collaborer avec elle.

LES NORMES DE PERFORMANCE D'IFC

Le cadre de viabilité est essentiellement constitué des normes de performance d'IFC qui visent à aider les clients à éviter, atténuer et gérer les risques de manière à exercer leurs activités de façon durable. Elles leur permettent aussi de trouver des solutions qui soient bonnes à la fois pour les affaires, pour les investisseurs, pour l'environnement et pour les populations locales.

Les normes de performance d'IFC sont aujourd'hui une référence mondiale en matière de pratiques durables. Les Principes d'Équateur, inspirés de ces normes, ont été adoptés par 84 institutions financières dans 35 pays. D'autres institutions financières se sont également inspirées des normes de performance de la Société, notamment des banques d'import-export et des organismes de crédit à l'exportation. IFC fait aussi office de secrétariat pour le *Sustainable Banking Network*, groupe mondial d'échange d'informations constitué d'organismes de réglementation bancaire et d'associations bancaires, dans le but de faciliter la formulation d'orientations et la création de capacités destinées à aider les banques à intégrer la gestion des

risques environnementaux et sociaux lorsqu'elles décident d'accorder ou non des crédits.

Les normes de performance orientent le processus de diligence raisonnable au plan environnemental et social, qui intègre l'évaluation des risques environnementaux et sociaux réalisée par le client ainsi que sa volonté et sa capacité à atténuer et gérer ces risques. Cet examen a pour objet de mettre en évidence d'éventuels écarts entre les pratiques des clients et les normes de performance d'IFC et de permettre aux deux parties de convenir d'un plan d'action pour faire respecter ces normes sur toute la durée de l'investissement. La Société supervise ses projets tout au long de leur exécution.

Dans des contextes difficiles, IFC aide ses clients à comprendre les risques auxquels ils sont exposés et s'associe à des acteurs du secteur et d'autres parties prenantes pour trouver des solutions novatrices à même de créer des possibilités d'investissement privé viables au plan économique, social et environnemental et propices à la création d'emplois et à la croissance solidaire. IFC peut par exemple s'appuyer sur les capacités du Groupe de la Banque mondiale pour s'attaquer aux défis liés à l'environnement, aux questions sociales et à la gouvernance qu'une entreprise ne peut ou n'est pas censée relever seule.

GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

L'amélioration du gouvernement d'entreprise est une priorité d'IFC. La Société fournit un soutien à l'investissement et dispense des conseils sur les pratiques exemplaires permettant d'améliorer le fonctionnement des conseils d'administration, de renforcer les droits des actionnaires et d'améliorer la gestion des risques, le contrôle interne et la diffusion de l'information.

IFC collabore étroitement avec la Banque mondiale pour veiller à ce que les pays émergents élaborent leur réglementation en tenant compte de l'expérience de la Société en tant qu'investisseur de première ligne. Elle conseille également les organismes de réglementation, les administrateurs des marchés boursiers et d'autres acteurs qui souhaitent mettre en œuvre de bonnes pratiques de gouvernement d'entreprise.

Grâce à son expérience, IFC peut adapter les principes internationaux aux réalités du secteur privé dans les pays en développement. C'est pourquoi les banques de développement et d'autres investisseurs opérant dans les marchés émergents se tournent maintenant vers IFC pour qu'elle leur indique la voie à suivre en matière de gouvernement d'entreprise.

IFC intervient dans ce domaine de diverses manières, notamment grâce à l'application de sa méthodologie de gouvernement d'entreprise qui permet d'évaluer les risques et les opportunités au niveau de l'entreprise. Parmi les institutions qui financent le développement, cette méthodologie est considérée comme le plus perfectionné des systèmes de ce type; elle forme la base d'une approche concertée en matière de gouvernement d'entreprise désormais mise en œuvre par une trentaine d'institutions de financement du développement.

La Société contribue aussi à renforcer les partenaires locaux qui fournissent des services de gouvernement d'entreprise à long terme. Elle prépare notamment des documents de formation et des outils de renforcement des institutions, dans des domaines tels que les associations de gouvernement d'entreprise, les codes et fiches de performance, la formation des dirigeants à l'exercice de responsabilités, la résolution des différends, la formation des journalistes d'affaires et

la mise en œuvre des bonnes pratiques de gouvernement d'entreprise.

Un conseil d'administration diversifié est gage d'un solide gouvernement d'entreprise. IFC s'efforce d'accroître le nombre de femmes qui siègent à titre d'administratrices désignées au conseil de ses clients. Près de 30 % des administrateurs désignés d'IFC sont des femmes.

ENGAGEMENT EN MATIÈRE D'EMPREINTE ÉCOLOGIQUE

L'engagement d'IFC en matière d'empreinte écologique consiste à faire de la promotion du développement durable une partie intégrante de ses activités internes, en adhérant aux mêmes normes environnementales et sociales que celles auxquelles sont soumis ses clients.

La décentralisation des effectifs d'IFC s'est accompagnée de celle de ses efforts en matière d'empreinte écologique. Durant l'exercice 16, la Société s'est employée à fixer des cibles mondiales dans ce domaine. Elle a recueilli des données de référence comparables à l'échelle mondiale sur les principaux aspects de son empreinte écologique pour que son siège de Washington et toutes ses Régions puissent fixer des cibles pertinentes.

Trois régions se sont donné pour objectif de réduire leurs achats de papier de 20 % par rapport au niveau de référence en s'alignant sur les réductions obtenues par le siège. Deux régions se concentrent sur l'élimination des achats de bouteilles d'eau individuelles pendant l'exercice 17, tandis que le siège et une autre région cherchent à réduire les déchets mis en décharge.

Après avoir atteint en 2013 la cible fixée pour le siège en matière d'intensité énergétique, IFC a indiqué qu'elle en définirait une nouvelle pour l'exercice 16. Le choix de cette cible a toutefois été reporté pour permettre à l'institution de faire cadrer son objectif de réduction des émissions de carbone avec son plan d'action climatique, lancé après l'accord de Paris sur le climat de décembre 2015.

Les opérations d'IFC dans le monde continuent d'afficher un bilan carbone neutre. Durant l'exercice 16, les émissions de carbone de ces activités se sont chiffrées à environ 46 000 tonnes d'équivalent CO₂. IFC a acheté des crédits d'émission de carbone à partir d'un portefeuille constitué de trois projets : un petit projet hydroélectrique à Madagascar, un système de transport en commun rapide en Inde et un projet forestier en République démocratique du Congo. La Société a choisi des projets présentant des avantages tangibles au plan du développement pour les populations concernées.

INVENTAIRE DES ÉMISSIONS DE CARBONE POUR L'EXERCICE 15 – OPÉRATIONS D'IFC DANS LE MONDE

TONNES D'ÉQUIVALENT CO ₂		
Déplacements professionnels	32 113,62	70 %
Électricité, siège d'IFC	5 921,47	13 %
Électricité, bureaux extérieurs	4 346,23	9 %
Divers	3 650,73	8 %
TOTAL ÉMISSIONS	46 032,05	100 %

Rapport indépendant d'assurance portant sur différentes informations relatives au développement durable

À la demande d'IFC, nous avons procédé à l'examen de différentes informations relatives au développement durable présentées dans le Rapport annuel pour l'exercice clos le 30 juin 2016, notamment des indicateurs quantitatifs (les « Indicateurs ») et des déclarations qualitatives (les « Déclarations »). Nous avons sélectionné les déclarations dont on estime qu'elles présentent un intérêt particulier pour les parties prenantes ou peuvent poser un risque de réputation pour IFC, ainsi que les déclarations sur la gestion et la performance de la responsabilité institutionnelle. Les Indicateurs et les Déclarations concernent les domaines essentiels figurant ci-dessous :

DOMAINES ESSENTIELS	DÉCLARATIONS	INDICATEURS																											
Politique d'IFC	« Le personnel d'IFC » (p. 92)																												
Efficacité des investissements et des services-conseil au plan du développement	« Comprendre l'impact d'IFC sur le développement » (p. 85)	Investissements ayant reçu une note positive (notation du DOTS) : 58 % (p. 90) ; note globale du DOTS pour les services d'investissement par branche d'activité (p. 90), par région (p. 90) et par catégorie de résultat (p. 90) ; et notes du DOTS pondérées et non pondérées pour les services d'investissement (p. 35). Projets de services-conseil ayant reçu une note positive : 79 % (p. 91) ; notes du DOTS pour les services-conseil par catégorie de résultat (p. 91) et par région (p. 91)																											
Champ d'action	« Marchés financiers locaux – accroître les financements en monnaie nationale pour promouvoir la prospérité » (p. 50-51) « Santé et éducation – aider les gens à mener une vie productive » (p. 66-67) « Emploi – créer de bons emplois, meilleur moyen de sortir de la pauvreté » (p. 64-65)	Emplois (millions) : 2,4 (p. 89) Patients traités (millions) : 31,8 (p. 89) Étudiants instruits (millions) : 4,6 (p. 89) Agriculteurs bénéficiaires (millions) : 3,5 (p. 89) Distribution de gaz (millions de personnes desservies) : 51,2 (p. 89) Distribution d'eau (millions de personnes desservies) : 21,8 (p. 89) Distribution d'électricité (millions de personnes desservies) : 50,1 (p. 89) Production d'électricité (millions de personnes) : 48 (p. 89) Branchements téléphoniques (millions d'utilisateurs) : 262,8 (p. 89) Financement du commerce – nombre de transactions (millions) : 1,8 (p. 89) Financement du commerce – montant (milliards d'USD) : 204,3 (p. 89) Nombre et montants des microprêts et des prêts aux PME pour l'année civile 2015 (p. 89)																											
		<table border="1"> <thead> <tr> <th>Type de prêts</th> <th>Nombre de prêts (millions)</th> <th>Montant (milliards d'USD)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Microprêts</td> <td>51,2</td> <td>59,5</td> </tr> <tr> <td>Prêts de montant faible ou moyen</td> <td>7,6</td> <td>343,7</td> </tr> </tbody> </table>	Type de prêts	Nombre de prêts (millions)	Montant (milliards d'USD)	Microprêts	51,2	59,5	Prêts de montant faible ou moyen	7,6	343,7																		
Type de prêts	Nombre de prêts (millions)	Montant (milliards d'USD)																											
Microprêts	51,2	59,5																											
Prêts de montant faible ou moyen	7,6	343,7																											
Mécanisme de gestion des risques environnementaux et sociaux	« Les normes de performance d'IFC » (p. 102-103)	Engagements à long terme par catégorie environnementale et sociale, Ex. 16 (p. 34)																											
		<table border="1"> <thead> <tr> <th>Catégorie</th> <th>Engagements (millions de dollars)</th> <th>Nombre de projets</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>A</td> <td>1 360</td> <td>19</td> </tr> <tr> <td>B</td> <td>4 098</td> <td>135</td> </tr> <tr> <td>C</td> <td>178</td> <td>36</td> </tr> <tr> <td>FI</td> <td>40</td> <td>5</td> </tr> <tr> <td>FI-1</td> <td>899</td> <td>17</td> </tr> <tr> <td>FI-2</td> <td>3 755</td> <td>101</td> </tr> <tr> <td>FI-3</td> <td>787</td> <td>31</td> </tr> <tr> <td>Total</td> <td>11 117</td> <td>344</td> </tr> </tbody> </table>	Catégorie	Engagements (millions de dollars)	Nombre de projets	A	1 360	19	B	4 098	135	C	178	36	FI	40	5	FI-1	899	17	FI-2	3 755	101	FI-3	787	31	Total	11 117	344
Catégorie	Engagements (millions de dollars)	Nombre de projets																											
A	1 360	19																											
B	4 098	135																											
C	178	36																											
FI	40	5																											
FI-1	899	17																											
FI-2	3 755	101																											
FI-3	787	31																											
Total	11 117	344																											
Activités commerciales durables	« Changement climatique – développer des initiatives intelligentes sur le plan climatique » (p. 40-41) « La viabilité en pratique » (p. 102) « Engagement en matière d'empreinte écologique » (p. 103)	Engagements au titre d'investissements climatiques pour l'ex. 16 (p. 73) : 3 271 millions de dollars Inventaire des émissions de carbone des opérations d'IFC dans le monde pour l'exercice 15 (page 103) : 46 000 tonnes d'équivalent CO ₂																											
Influence sur le développement du secteur privé	« Agroindustrie – renforcer la sécurité alimentaire dans des situations difficiles » (p. 68-69) « Petites et moyennes entreprises – aider les entrepreneurs locaux à prospérer » (p. 46-47) « Infrastructure – accélérer la croissance économique » (p. 38-39) « Inclusion financière – promouvoir l'accès universel aux services financiers » (p. 60-61)																												
Collaboration avec d'autres entités	« Mobilisation – débloquer des capitaux pour un développement durable » (p. 56-57)																												
Gestion d'actifs	« IFC Asset Management company » (p. 80-81)																												
Obligation de rendre compte au sein d'IFC	« L'obligation de rendre compte – le Groupe indépendant d'évaluation » (p. 96)																												

Notre examen visait à assurer dans une mesure limitée¹ que :

1. les Indicateurs ont été préparés conformément aux normes de déclaration de l'information applicables durant l'exercice 16 (les « Normes de déclaration »), qui recouvrent les instructions, procédures et directives établies par IFC pour chaque indicateur, et qui sont récapitulées dans le Rapport annuel, en ce qui concerne les indicateurs relatifs aux Engagements par catégorie environnementale et sociale (p. 34) et à l'Efficacité des investissements et des services-conseil au plan du développement (Système de suivi: mesure des résultats des opérations et des stratégies, p. 86) et sur le site Internet d'IFC pour les autres ;
2. les Déclarations ont été présentées conformément à la « Politique d'information d'IFC », qu'il est possible de consulter sur le site Internet d'IFC² et aux principes de pertinence, d'exhaustivité, de neutralité, de clarté et de fiabilité définis par les normes internationales³.

IFC a la responsabilité de préparer les Indicateurs et Déclarations afin de fournir des informations sur les Normes de déclaration et d'établir le Rapport annuel.

Nous avons pour mission d'exprimer une opinion sur les Indicateurs et les Déclarations fondée sur notre examen. Celui-ci a été réalisé conformément à la norme ISAE 3000 (International Standard on Assurance Engagements) de l'IFAC⁴. Notre indépendance est définie par le code de déontologie professionnelle de l'IFAC.

NATURE ET PORTÉE DE NOTRE EXAMEN

En vue de présenter une opinion, nous avons procédé à l'examen ci-après :

- Nous avons évalué les Normes de déclaration, ainsi que les directives et principes applicables pour déterminer leur pertinence, leur exhaustivité, leur neutralité et leur fiabilité.
- Nous avons examiné le contenu du Rapport annuel pour identifier les principales déclarations concernant les domaines du développement durable énoncés plus haut.
- Au niveau de l'institution, nous avons eu des entretiens avec plus de 20 personnes responsables de la déclaration des informations pour évaluer la mesure dans laquelle les Normes de déclaration ont été appliquées ou pour établir le bien-fondé des Déclarations.
- Au niveau de l'institution, nous avons appliqué des procédures d'analyse et vérifié, par sondages, les calculs et le rapprochement des Indicateurs.
- Nous avons réuni les documents sur la base desquels les Indicateurs ou les Déclarations sont fondés, tels que les rapports préparés, notamment, pour les réunions des administrateurs ou d'autres réunions, les accords de prêts, les exposés et rapports internes et externes, ou les résultats d'enquêtes.
- Nous avons examiné la présentation des Déclarations et des Indicateurs dans le Rapport annuel ainsi que les notes correspondantes sur les méthodes suivies.

LIMITES DE NOTRE EXAMEN

Notre examen s'est limité aux Déclarations et aux Indicateurs identifiés dans le tableau précédent, à l'exclusion d'autres informations présentées dans le Rapport annuel.

Nos sondages ont donné uniquement lieu à l'examen de documents et à des entrevues au siège d'IFC à Washington. À l'intérieur du périmètre d'étude couvert par la présente déclaration, nous n'avons participé à aucune activité avec les parties prenantes extérieures ou avec les clients et nous n'avons réalisé qu'une quantité limitée de tests destinés à vérifier la validité des informations sur un échantillon de projets.

INFORMATIONS SUR LES NORMES DE DÉCLARATION ET LE PROCESSUS DE PRÉPARATION DES DÉCLARATIONS

En ce qui concerne les Normes de déclaration et les directives et principes de préparation des Déclarations, nous présentons les commentaires suivants :

PERTINENCE

IFC présente des informations sur la viabilité de son propre impact et sur l'impact, les réalisations et les risques environnementaux et sociaux des projets qu'elle finance directement ou par le biais d'intermédiaires financiers. Les résultats des services d'investissement et de conseil d'IFC au plan du développement sont évalués à l'aide du Système de suivi des réalisations au plan du développement (DOTS) de la Société et au moyen de la mise en œuvre de sa stratégie d'évaluation.

Dans la catégorie « performance environnementale et sociale » du DOTS, IFC a mis en place pour ses investissements directs un ensemble d'indicateurs essentiels évaluant les progrès de ses clients dans l'application des normes de performance et l'amélioration de leur performance environnementale et sociale. Cette initiative devrait être poursuivie pour mieux harmoniser le processus d'évaluation de la performance environnementale et sociale des intermédiaires financiers.

Par ailleurs, le champ des indicateurs utilisés dans le cadre du DOTS pour évaluer les résultats obtenus au titre du développement du secteur privé devrait mieux refléter l'impact des projets sur les bénéficiaires ultimes durant la totalité du cycle du projet. La Société et 25 autres institutions de financement du développement ont harmonisé ces indicateurs. Certains indicateurs du champ d'action utilisés par le DOTS pour évaluer la performance économique peuvent servir à suivre les résultats relatifs au développement du secteur privé. IFC étant déterminée à renforcer en permanence la pertinence de son cadre de résultats au plan du développement et des procédures connexes, elle pourrait intégrer certains indicateurs du champ d'action dans la catégorie « développement du secteur privé ».

1. Un degré d'assurance plus poussé aurait exigé des travaux plus importants.

2. http://www.ifc.org/wps/wcm/connect/corp_ext_content/ifc_external_corporate_site/ifc+projects+database/projects/ifc+disclosure+policy

3. ISAE 3000 de l'IFAC, *Global Reporting Initiative (GRI)* ou *AA1000 Accountability Standard*.

4. ISAE 3000 : *Assurance Engagement other than reviews of historical data*, International Federation of Accountants, International Audit and Assurance Board, décembre 2003.

Enfin, s'il est vrai que les indicateurs du champ d'action rendent compte de la contribution générale des clients d'IFC, les rapports de la Société relatifs à sa contribution et à ses résultats au plan du développement pourraient être enrichis à l'aide de données supplémentaires (au sujet des bénéficiaires additionnels des investissements d'IFC) et en appliquant un facteur de contribution, tel que la part relative de l'investissement d'IFC dans le montant total des investissements dans les projets.

EXHAUSTIVITÉ

Les Indicateurs inclus dans le rapport annuel couvrent les activités d'IFC les plus pertinentes. Cela dit, les chiffres indiqués au titre du champ d'action correspondent aux informations fournies par les clients d'IFC, qui ne sont pas toutes disponibles. IFC a décidé d'adopter une approche prudente et de ne pas extrapoler les données sur tous les indicateurs du champ d'action (à l'exception des microcrédits et des prêts aux PME). Il est donc possible que les données sur le champ d'action publiées soient sous-estimées dans certains cas et fluctuent d'une année à l'autre, en fonction des réponses fournies par les clients.

L'évaluation de la catégorie « performance environnementale et sociale » du DOTS concernant un client est réalisée en sélectionnant les indicateurs applicables des normes de performance suivis dans le cadre de la supervision périodique des aspects du portefeuille relatifs à la performance environnementale et sociale. Les indicateurs environnementaux et sociaux du DOTS sont ceux qu'IFC a jugés les plus appropriés du point de vue des résultats en matière de développement.

NEUTRALITÉ ET CLARTÉ

IFC donne des informations sur les méthodes suivies pour établir les Indicateurs dans les commentaires joints aux données publiées ou dans les sections correspondantes. De plus amples informations sont disponibles sur le site web d'IFC.

La performance des investissements dans les catégories du DOTS concernant le développement économique et le développement du secteur privé est évaluée en comparant les valeurs effectives des indicateurs aux résultats visés. La majorité des cibles étant fixées pour le milieu ou la fin de la période d'investissement, l'évaluation annuelle repose sur l'appréciation professionnelle des progrès des valeurs effectives des indicateurs par rapport aux cibles visées.

FIABILITÉ

Les données relatives aux indicateurs du champ d'action sont directement collectées auprès des clients. IFC continue de réaliser des contrôles internes sur les informations reçues, surtout celles qui proviennent des principaux contributeurs de données sur le champ d'action, en comparant, par exemple, ces données aux informations rendues publiques. Il est toutefois possible que les clients fournissent les données requises en utilisant des définitions différentes de celles d'IFC. D'importantes disparités ont ainsi été observées en ce qui concerne l'indicateur « étudiants instruits » et les données correspondantes ont été corrigées pour les faire concorder avec la définition adoptée par IFC. La Société devrait continuer de réaliser des contrôles de qualité pour que les données déclarées cadrent avec ses propres définitions et méthodes de calcul.

La Société devrait en outre envisager de limiter le recours à l'extrapolation pour les indicateurs des microcrédits et des prêts aux PME en l'absence de données disponibles auprès des clients. À ce sujet, l'extrapolation concernant un nouveau contributeur important pour l'exercice 15 a accru la part des données sur le champ d'action extrapolées pour l'exercice 16. Dans l'intervalle, les méthodes d'extrapolation ont gagné en précision.

CONCLUSION

Sur la base de notre examen, nous n'avons relevé aucune anomalie qui nous permettrait de penser que :

- les Indicateurs n'ont pas été établis, en ce qui concerne tous les points importants, conformément aux Normes de Déclaration;
- les Déclarations n'ont pas été présentées, en ce qui concerne tous les points importants, conformément à la « Politique d'information d'IFC » et aux principes de pertinence, d'exhaustivité, de neutralité, de clarté et de fiabilité définis par les normes internationales.

Paris-La Défense (France), 5 août 2016

Auditeurs indépendants
ERNST & YOUNG et Associés



**Building a better
working world**

Eric Duvaud
Associé, Technologies propres et développement durable

Résumé de la performance financière

L'environnement général du marché influe de façon importante sur la performance financière d'IFC. Le tableau suivant récapitule les principaux éléments composant le revenu net (ou la perte nette) et le revenu global (ou la perte globale) d'IFC, ainsi que les facteurs auxquels ces éléments sont soumis et qui influent sur le niveau et la variabilité du revenu net et du revenu étendu d'une année sur l'autre :

ÉLÉMENTS	FACTEURS D'INFLUENCE IMPORTANTS
REVENU NET	
Rendement des actifs porteurs d'intérêts	Situation du marché, notamment le niveau des spreads et le degré de concurrence. Sont également inclus dans les revenus des prêts les intérêts non comptabilisés et les intérêts recouvrés sur des prêts précédemment à intérêts non comptabilisés, et les revenus des participations à des prêts individuels.
Revenu des actifs liquides	Plus-values et moins-values latentes sur les portefeuilles d'actifs liquides, qui dépendent de facteurs externes tels que les taux du marché et la liquidité de certaines classes d'actifs à l'intérieur du portefeuille d'actifs liquides.
Revenu du portefeuille de participations en capital	Climat mondial pour les participations en capital sur les marchés émergents, fluctuations sur les marchés des devises et des produits de base et performances individuelles des entreprises pour les participations en capital. Performance du portefeuille de participations en capital (principalement les plus-values réalisées, les dividendes, les dépréciations pour perte de valeur, les gains sur les échanges non monétaires et les plus-values et moins-values latentes sur les participations en capital).
Provisions pour pertes sur les prêts et les garanties	Évaluation des risques associés aux emprunteurs et probabilité de défaut et de perte en cas de défaut.
Autres revenus et dépenses	Niveau des services-conseil fournis par IFC à ses clients, niveau des dépenses afférentes aux prestations de retraite et autres versées au personnel, et dépenses administratives approuvées et effectives et autres budgets.
Plus-values et moins-values sur les autres instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions, comptabilisés à leur juste valeur marchande	Principalement, différences entre les changements enregistrés dans les justes valeurs marchandes des emprunts, y compris le spread de crédit d'IFC, et les instruments dérivés associés, et les plus-values et moins-values latentes associées au portefeuille d'investissements, notamment les options de vente, les bons de souscription et les options d'achat d'actions qui dépendent en partie du climat mondial pour les marchés émergents. La valeur de ces titres est calculée au moyen de modèles développés en interne ou de méthodes utilisant des facteurs observables ou non.
Dons à l'IDA	Niveau des dons à l'IDA approuvés par le Conseil des Gouverneurs.
AUTRES COMPOSANTES DU REVENU GLOBAL/DES PERTES GLOBALES	
Plus-values et moins-values latentes sur des titres de participation de sociétés cotées et des titres de dette comptabilisés comme étant disponibles à la vente	Climat mondial pour les participations en capital sur les marchés émergents, fluctuations sur les marchés des devises et des produits de base et performances individuelles des entreprises. La valeur de ces participations est calculée au moyen des cours du marché non ajustés et celle des titres de dette au moyen de modèles développés en interne ou de méthodes utilisant des facteurs observables ou non.
Gains et pertes actuariels nets non constatés et coûts non constatés des prestations futures au titre de régimes d'avantages sociaux	Rendement des actifs de régimes de retraite et principales hypothèses sur lesquelles reposent les prévisions de prestations futures à verser, notamment les taux d'intérêt du marché, les dépenses de personnel, l'expérience passée et l'estimation faite par la direction de l'évolution du coût des prestations futures et de la situation économique.

Les marchés boursiers des pays émergents ont été instables au cours des exercices clos le 30 juin 2016 et le 30 juin 2015. Qui plus est, certaines des principales monnaies d'investissement d'IFC se sont à nouveau dépréciées par rapport à sa monnaie de comptabilisation, le dollar des États-Unis, notamment dans la région Amérique latine et Caraïbes au cours du premier semestre de l'exercice 16, prolongeant ainsi la tendance observée pendant une grande partie de l'exercice précédent. Cette tendance s'est partiellement inversée au second semestre de l'exercice 16, qui a vu d'importantes monnaies d'investissement d'IFC s'apprécier par rapport au dollar. Par ailleurs, les prix des produits de base ont continué de baisser au cours de l'exercice 16. La combinaison de ces facteurs a eu un impact négatif sur la valeur de nombreux investissements d'IFC durant cet exercice.

Les facteurs susmentionnés, ainsi que l'évolution négative de certains projets, ont pesé sur les rendements du portefeuille d'investissements d'IFC au cours de l'exercice 16, entraînant la persistance d'un niveau élevé de dépréciations autres que temporaires sur les participations en capital et les titres de créance, quoique légèrement moins prononcé que durant l'exercice 15, et une hausse des provisions pour pertes sur les prêts par rapport à la période antérieure. Ces effets négatifs sur le portefeuille d'investissements ont été en partie compensés par les importantes plus-values réalisées par

IFC sur la cession de participations en capital, en particulier au cours du trimestre prenant fin le 30 septembre 2015 (premier trimestre de l'exercice 16). Les plus-values réalisées se sont concentrées durant l'exercice 16, six investissements représentant 56 % des gains.

Les marchés financiers ont été particulièrement turbulents au quatrième trimestre de l'exercice 16, les écarts de crédit se creusant nettement. Cela dit, à la fin de l'exercice 16, les marchés s'étaient en grande partie redressés et le revenu des actifs liquides d'IFC a augmenté entre le premier et le second semestres, bien que le revenu brut des actifs liquides soit resté inférieur à celui de la période antérieure.

IFC a déclaré un revenu, avant la prise en compte des plus-values et moins-values latentes nettes au titre d'instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions comptabilisés à leur juste valeur et avant la prise en compte des dons à l'IDA, de 500 millions de dollars durant l'exercice 16, soit 355 millions de moins que durant l'exercice 15 (855 millions) et 1 282 millions de moins que durant l'exercice 14 (1 782 millions).

Le revenu disponible pour les affectations (une mesure non-GAAP)¹ se chiffre à 770 millions de dollars, soit 42 % de moins que durant l'exercice 15 (1 327 millions de dollars) et 52 % de moins que durant l'exercice 14 (1 614 millions de dollars).

¹ Le revenu disponible pour les affectations comprend généralement le revenu net hors plus-values et moins-values latentes au titre d'investissements et d'autres instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions, le revenu des EDDV consolidées, et les dépenses déclarées dans le revenu net liées aux affectations de l'exercice précédent.

RAPPROCHEMENT DU REVENU NET DÉCLARÉ ET DU REVENU DISPONIBLE POUR LES AFFECTATIONS

	EX. 16	EX. 15	EX. 14
Revenu net (perte nette) imputable à IFC	USD (33)	USD 445	USD 1 483
Plus : pertes (gains) nettes (nets) sur les participations minoritaires	(1)	(36)	5
Revenu net (perte nette)	USD (34)	USD 409	USD 1 488
Ajustements visant à rapprocher le revenu net et le revenu disponible pour les affectations			
Dons à l'IDA au titre de montants affectés durant l'exercice précédent	330	340	251
Plus-values et moins-values latentes au titre d'investissements	470	456	(287)
Plus-values et moins-values latentes au titre d'emprunts	(62)	52	74
Dépenses consacrées aux services-conseil au titre de montants affectés durant l'exercice précédent	57	59	79
Divers	9	11	9
Revenu disponible pour les affectations	USD 770	USD 1 327	USD 1 614

Conformément à la politique de distribution approuvée par le Conseil d'administration d'IFC, le montant maximum disponible pour les affectations de l'exercice 16 se chiffrerait à 161 millions de dollars. Le 4 août 2016, le Conseil d'administration a approuvé l'affectation de 101 millions de

dollars des bénéfices d'IFC mis en réserve aux dons à l'IDA et l'affectation de 60 millions de dollars des bénéfices d'IFC mis en réserve aux services-conseil. Ces affectations devraient être approuvées par le Conseil des gouverneurs et ainsi être conclues durant l'exercice 17.

VARIATION DU REVENU, AVANT LA PRISE EN COMPTE DES PLUS-VALUES ET MOINS-VALUES LATENTES NETTES AU TITRE D'INSTRUMENTS FINANCIERS NE FAISANT PAS L'OBJET DE TRANSACTIONS, COMPTABILISÉS À LEUR JUSTE VALEUR ET AVANT LA PRISE EN COMPTE DES DONS À L'IDA ET DES GAINS OU PERTES SUR LES PARTICIPATIONS MINORITAIRES (MILLIONS D'USD)

	HAUSSE (BAISSE)
	COMPARAISON EX. 16/EX. 15
Augmentation des provisions pour pertes sur les prêts, les garanties et autres créances	(188)
Hausse du coût des emprunts	(151)
Hausse des moins-values monétaires sur les transactions en devises	(99)
Baisse des plus-values réalisées au titre des participations en capital et des produits dérivés, net	(71)
Augmentation des dépréciations autres que temporaires sur les participations en capital et les titres de dette	(24)
Baisse des moins-values latentes au titre des participations en capital et des produits dérivés, net	198
Divers, net	(20)
Variation du revenu, avant la prise en compte des plus-values et moins-values latentes nettes au titre d'instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions, comptabilisés à leur juste valeur et avant la prise en compte des dons à l'IDA et des gains ou pertes sur les participations minoritaires	(355)

Le revenu net (la perte nette) d'IFC pour chacun des cinq derniers exercices jusqu'au 30 juin est présenté(e) ci-dessous (en millions de dollars) :

REVENU NET (PERTE NETTE) D'IFC (MILLIONS D'USD)

EXERCICE CLOS LE 30 JUIN	
2012	1 328
2013	1 018
2014	1 483
2015	445
2016	(33)

PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES DES CINQ DERNIERS EXERCICES (EN MILLIONS DE DOLLARS)

AU 30 JUIN, DATE DE CLÔTURE DES EXERCICES	2016	2015	2014	2013	2012
REVENUS CONSOLIDÉS, PRINCIPALES DONNÉES					
Revenu des prêts et garanties, y compris les gains et pertes réalisés sur les prêts et produits dérivés	1 126	1 123	1 065	996	993
Provisions pour pertes sur prêts, garanties et autres créances	(359)	(171)	(88)	(243)	(117)
Revenu des participations en capital et produits dérivés	518	427	1 289	732	1 548
Revenu des titres de dette, y compris les gains et pertes réalisés sur les titres de dette et produits dérivés	129	132	89	69	71
Revenu des opérations sur actifs liquides	504	467	599	500	313
Coûts des emprunts	(409)	(258)	(196)	(220)	(181)
Autres revenus	501	505	461	441	448
Autres dépenses	(1 464)	(1 423)	(1 418)	(1 401)	(1 207)
Plus-values (moins-values) monétaires sur les transactions en devises	(46)	53	(19)	35	145
Revenu, avant la prise en compte des plus-values et moins-values latentes nettes au titre d'instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions, comptabilisés à leur juste valeur et avant la prise en compte des dons à l'IDA	500	855	1 782	909	2 013
Plus-values et moins-values nettes latentes au titre d'instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions, comptabilisés à leur juste valeur	(204)	(106)	(43)	441	(355)
Revenu avant dons à l'IDA	296	749	1 739	1 350	1 658
Dons à l'IDA	(330)	(340)	(251)	(340)	(330)
Revenu net (perte nette)	(34)	409	1 488	1 010	1 328
Moins : pertes nettes (gains nets) sur les participations minoritaires	1	36	(5)	8	-
Revenu net (perte nette) imputable à IFC	(33)	445	1 483	1 018	1 328

AU 30 JUIN, DATE DE CLÔTURE DES EXERCICES	2016	2015	2014	2013	2012
BILAN CONSOLIDÉ, PRINCIPALES DONNÉES					
Total, actif	90 434	87 548	84 130	77 525	75 761
Portefeuille de liquidités (hors produits dérivés)	41 373	39 475	33 738	31 237	29 721
Investissements	37 356	37 578	38 176	34 677	31 438
Emprunts en cours, avec prise en compte des variations de la juste valeur	55 142	51 265	49 481	44 869	44 665
TOTAL CAPITAUX PROPRES	22 766	24 426	23 990	22 275	20 580
dont :					
Bénéfices non affectés mis en réserve	20 475	20 457	20 002	18 435	17 373
Bénéfices affectés mis en réserve	133	184	194	278	322
Capital social	2 566	2 566	2 502	2 403	2 372
Montants cumulés des autres composantes du revenu global (de la perte globale) (AOCl)	(431)	1 197	1 239	1 121	513
Participations minoritaires	23	22	53	38	-
PRINCIPAUX RATIOS FINANCIERS					
Ratios financiers^a :					
Rendement de l'actif moyen (base GAAP) ^b	0,0 %	0,5 %	1,8 %	1,3 %	1,8 %
Rendement de l'actif moyen (base non-GAAP) ^c	0,5 %	1,3 %	1,8 %	0,9 %	2,8 %
Rendement des capitaux propres moyens (base GAAP) ^d	(0,1) %	1,8 %	6,4 %	4,8 %	6,5 %
Rendement des capitaux propres moyens (base non-GAAP) ^e	1,8 %	4,6 %	6,5 %	3,1 %	9,9 %
Ratio de liquidité global ^f	85 %	81 %	78 %	77 %	77 %
Niveau de liquidité des financements extérieurs	504 %	494 %	359 %	309 %	327 %
Ratio d'endettement ^g	2,8:1	2,6:1	2,7:1	2,6:1	2,7:1
Total des provisions pour pertes sur prêts rapporté à l'ensemble du portefeuille décaissé ^h	7,4 %	7,5 %	6,9 %	7,2 %	6,6 %
Mesure du capital :					
Montant total des ressources nécessaires (milliards d'USD) ⁱ	19,2	19,2	18,0	16,8	15,5
Montant total des ressources disponibles (milliards d'USD) ^j	22,5	22,6	21,6	20,5	19,2
Capital stratégique ^k	3,3	3,4	3,6	3,8	3,7
Capital stratégique utilisable ^l	1,0	1,1	1,4	1,7	1,8
Capital stratégique utilisable en pourcentage des ressources totales disponibles	4 %	5 %	7 %	8 %	9 %

a. Certains ratios financiers (voir ci-dessous) font abstraction des effets des plus-values ou des moins-values latentes au titre d'investissements, d'autres instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions, d'AOCl et de l'impact des entités à détenteurs de droits variables consolidées (EDDV).

b. Revenu net pour l'exercice en pourcentage de la moyenne du total des actifs à la fin de l'exercice considéré et de l'exercice précédent.

c. Le rendement de l'actif moyen est défini comme étant le revenu net faisant abstraction des plus-values ou des moins-values latentes au titre d'investissements comptabilisés à leur juste valeur, du revenu des EDDV consolidées et des plus-values ou moins-values nettes au titre d'instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions, en pourcentage des participations et des prêts décaissés (nets de toute provision), des liquidités (hors mises en pension) et d'autres actifs calculés selon la moyenne de l'exercice en cours et de l'exercice précédent.

d. Revenu net pour l'exercice en pourcentage de la moyenne du total des capitaux propres (abstraction faite des paiements effectués au titre des souscriptions en cours) à la fin de l'exercice considéré et de l'exercice précédent.

e. Le rendement des capitaux propres moyens est défini comme étant le revenu net faisant abstraction des plus-values ou des moins-values latentes au titre d'investissements comptabilisés à leur juste valeur, du revenu des EDDV consolidées et des plus-values ou moins-values nettes au titre d'instruments financiers ne faisant pas l'objet de transactions, en pourcentage du capital appelé et des bénéfices non distribués (avant certaines plus-values ou moins-values latentes et abstraction faite des affectations cumulatives pas encore imputées) calculés selon la moyenne de l'exercice en cours et de l'exercice précédent.

f. Selon la politique globale d'IFC en matière de liquidité, la somme des disponibilités de la Société et de ses emprunts non retirés auprès de la Banque mondiale ne doit pas représenter, à tout moment, moins de 45 % de ses besoins estimés de financement nets pour les trois prochains exercices (fourchette cible : 65-95 %).

g. Le ratio de levier financier (ou « ratio d'endettement ») est défini comme étant le nombre de fois que la somme de l'encours des emprunts et de l'encours des garanties couvre le capital libéré et les bénéfices accumulés (nets du montant des affectations sur les bénéfices mis en réserve et de certaines plus-values/moins-values latentes).

h. Le ratio entre les réserves totales pour pertes sur prêt et le portefeuille total de prêts décaissés est défini comme étant les réserves pour pertes sur prêts exprimées en pourcentage du portefeuille total des prêts décaissés.

i. Le montant total des ressources nécessaires (TRR) est le capital minimum requis pour couvrir les pertes attendues ou imprévues du portefeuille d'IFC, calibré de manière à permettre à IFC de conserver sa note triple-A. Le TRR est la somme des normes de capital économique applicables aux différents actifs de la Société. Il est déterminé par la taille absolue du portefeuille d'engagements et la gamme de produits (participations, prêts, financements à court terme et actifs du portefeuille de trésorerie) ainsi que par les risques opérationnels et autres.

j. Le montant total des ressources disponibles (TRA) est le montant total des capitaux de la Société. Il est composé i) du capital libéré, ii) des bénéfices mis en réserve, nets du montant des affectations et de certaines plus-values et moins-values latentes, et iii) les réserves totales pour pertes sur prêt. Le TRA augmente en fonction des bénéfices mis en réserve (bénéfices moins distributions) et de l'accroissement des réserves.

k. Le montant total des ressources disponibles moins le total des ressources requises

l. 90 % du total des ressources disponibles moins le total des ressources requises.

ENGAGEMENTS

Durant l'exercice 16, le programme de financement à long terme s'est monté à 11 117 millions de dollars, contre 10 539 millions de dollars au cours de l'exercice 15, tandis que les ressources mobilisées ont atteint 7 739 millions de dollars, contre 7 133 millions pour l'exercice 15, soit une hausse de 7 % due à un climat plus favorable à l'investissement pendant l'exercice 16.

Par ailleurs, le montant moyen du solde des financements à court terme était de 2 807 millions de dollars au 30 juin 2016 contre 2 837 millions de dollars au 30 juin 2015.

RESSOURCES MOBILISÉES

L'expression « ressources mobilisées » désigne les financements provenant d'entités autres qu'IFC mis à la disposition des clients grâce à la participation directe de la Société à la mobilisation des ressources. IFC finance seulement une partie – pas plus de 25 % en général – du coût des projets. Les projets financés par IFC nécessitent donc tous la participation de partenaires financiers. IFC mobilise les financements de ce type auprès du secteur privé grâce aux instruments mentionnés dans le tableau ci-contre.

FINANCEMENTS À LONG TERME ET RESSOURCES MOBILISÉES DURANT LES EXERCICES 16 ET 15 (EN MILLIONS DE DOLLARS)

	EX. 16	EX. 15
TOTAL DES FINANCEMENTS À LONG TERME ET RESSOURCES MOBILISÉES	18 856	17 672
FINANCEMENTS À LONG TERME		
Prêts	8 097	7 019
Participations	2 595	3 187
Garanties	378	273
Gestion des risques des clients	47	60
TOTAL DES FINANCEMENTS À LONG TERME	11 117	10 539
RESSOURCES MOBILISÉES		
Participations aux prêts, prêts parallèles et autres mobilisations		
Participations aux prêts	3 670	1 853
Prêts parallèles	1 205	1 522
Programme de portefeuille de prêts conjoints	541	818
Autres mobilisations	554	881
TOTAL DES PARTICIPATIONS AUX PRÊTS, PRÊTS PARALLÈLES ET AUTRES MOBILISATIONS	5 970	5 074
AMC (VOIR LES DÉFINITIONS AU TABLEAU 8, EXAMEN ET ANALYSE DE LA DIRECTION)		
Fonds Chine-Mexique	140	-
Fonds GEM	87	-
Fonds pour la croissance des institutions financières (FIG Fund)	82	-
Fonds catalyseurs	66	66
Fonds ALAC	43	86
Fonds de recapitalisation pour l'Afrique	28	-
Fonds WED	20	-
Fonds MENA	8	-
Fonds mondial pour l'infrastructure (GIF)	2	226
Investissements GIF conjoints	-	230
Fonds de recapitalisation, créances subordonnées	-	150
Fonds de recapitalisation, participations	-	3
TOTAL AMC	476	761
AUTRES INITIATIVES		
Partenariat public-privé	793	548
Programme mondial de liquidité pour le commerce et Programme de financement des produits de base essentiels	500	750
TOTAL DES AUTRES INITIATIVES	1 293	1 298
MONTANT TOTAL DES RESSOURCES MOBILISÉES	7 739	7 133

**ACTIVITÉS DES FONDS GÉRÉS PAR AMC, COMPARAISON EX. 16/EX. 15
(EN MILLIONS DE DOLLARS SAUF INDICATION CONTRAIRE)**

	AU 30 JUIN 2016			POUR L'EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2016			
	TOTAL DES ACTIFS GÉRÉS			DÉCAISSEMENTS			
	TOTAL	PROVENANT D'IFC	PROVENANT D'AUTRES INVESTISSEURS	DÉCAISSEMENTS D'IFC EN FAVEUR DU FONDS	DÉCAISSEMENTS D'AUTRES INVESTISSEURS EN FAVEUR DU FONDS	DÉCAISSEMENTS DU FONDS	DÉCAISSEMENTS DU FONDS (NOMBRE)*
Fonds de recapitalisation, participations	1 275	775	500	2	1	-	-
Fonds de recapitalisation, créances subordonnées	1 725	225	1 500	-	2	-	-
Fonds ALAC	1 000	200	800	19	80	81	8
Fonds de recapitalisation pour l'Afrique	182	-	182	-	56	29	2
Fonds de recapitalisation des banques russes	550	250	300	2	2	-	-
Fonds catalyseurs	418	75	343	9	38	48	96
Fonds mondial pour l'infrastructure**	1 430	200	1 230	24	104	102	5
Fonds Chine-Mexique	1 200	-	1 200	-	13	4	1
Fonds pour la croissance des institutions financières (FIG Fund)	464	150	314	45	63	96	3
Fonds GEM	406	81	325	7	26	25	16
Fonds MENA	162	60	102	6	11	12	1
Fonds WED	90	30	60	9	17	10	1
Total	8 902	2 046	6 856	123	413	407	133

* Il se peut que le nombre des décaissements inclue plusieurs décaissements destinés à une seule entreprise ou un seul fonds dans laquelle ou lequel IFC investit.

** Inclut un fonds d'investissements conjoints géré par AMC au nom des commanditaires du Fonds.

	AU 30 JUIN 2015			POUR L'EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2015			
	TOTAL DES ACTIFS GÉRÉS			DÉCAISSEMENTS			
	TOTAL	PROVENANT D'IFC	PROVENANT D'AUTRES INVESTISSEURS	DÉCAISSEMENTS D'IFC EN FAVEUR DU FONDS	DÉCAISSEMENTS D'AUTRES INVESTISSEURS EN FAVEUR DU FONDS	DÉCAISSEMENTS DU FONDS	DÉCAISSEMENTS DU FONDS (NOMBRE)*
Fonds de recapitalisation, participations	1 275	775	500	6	4	8	1
Fonds de recapitalisation, créances subordonnées	1 725	225	1 500	29	196	254	4
Fonds ALAC	1 000	200	800	29	112	94	7
Fonds de recapitalisation pour l'Afrique	182	-	182	-	3	-	-
Fonds de recapitalisation des banques russes	550	250	300	5	5	-	-
Fonds catalyseurs	418	75	343	9	41	36	46
Fonds mondial pour l'infrastructure**	1 430	200	1 230	27	298	293	7
Fonds Chine-Mexique	1 200	-	1 200	-	6	-	-
Fonds pour la croissance des institutions financières (FIG Fund)	344	150	194	-	-	-	-
Fonds GEM	406	81	325	-	-	-	-
Fonds MENA	-	-	-	-	-	-	-
Fonds WED	-	-	-	-	-	-	-
Total	8 530	1 956	6 574	105	665	685	65

* Il se peut que le nombre des décaissements inclue plusieurs décaissements destinés à une seule entreprise ou un seul fonds dans laquelle ou lequel IFC investit.

** Inclut un fonds d'investissements conjoints géré par AMC au nom des commanditaires du Fonds.



Lettre au Conseil des gouverneurs

Le Conseil d'administration d'IFC a fait préparer ce rapport annuel conformément aux statuts de la Société. Jim Yong Kim, président d'IFC et de son Conseil d'administration, a soumis ce rapport ainsi que les états financiers vérifiés y afférents au Conseil des gouverneurs. Les administrateurs constatent avec satisfaction que, durant l'exercice clos le 30 juin 2016, IFC a accru sa contribution à un développement durable par le biais de ses investissements dans le secteur privé et de ses services-conseil.

Restez en contact

INTERNET ET MÉDIAS SOCIAUX

Le site web d'IFC, www.ifc.org, présente des informations détaillées sur tous les aspects des activités de l'institution. Il indique comment contacter les bureaux de la Société dans le monde entier, diffuse des communiqués de presse et des articles, ainsi que des données sur l'évaluation des résultats et les documents publiés au sujet des investissements proposés, et expose les grands principes et directives qui régissent l'action d'IFC.

La version en ligne du Rapport annuel 2016 d'IFC contient des documents PDF téléchargeables qui couvrent tous les points présentés dans ce volume ainsi que les versions en langue étrangère disponibles. Elle se trouve à l'adresse www.ifc.org/annualreport.

IFC EN LIGNE

Site web d'IFC

ifc.org

Rapport annuel

ifc.org/AnnualReport

Index des médias sociaux

ifc.org/SocialMediaIndex

Facebook

facebook.com/IFCwbg

Twitter

twitter.com/IFC_org

LinkedIn

on.ifc.org/ifcLinkedIn

YouTube

youtube.com/IFCvideocasts

Instagram

instagram.com/ifc_org/

COLLABORATEURS

Équipe du Rapport annuel d'IFC

Bruce Moats

*Directeur,
Services de
communications d'IFC*

Lisa Kopp

*Responsable,
Gestion de la marque*

Joseph Rebello

Rédacteur en chef

Aaron Rosenberg

Chef, Relations publiques

Bhattiprolu Murti

Conseiller de rédaction

Thuy Dinh

Analyste en communication

Conception : Addison

www.addison.com

Impression : Sandy Alexander

www.sandyinc.com

Photographies

COUVERTURE : Philippe Michel/Getty,
Dilip Banerjee

DEUXIÈME DE COUVERTURE :

Khasar Sandag/IFC

PAGE 5 : Anam Abbas/IFC,

Mohamed Essa/IFC, Khasar

Sandag/IFC, Iwan Bagus/IFC,

Petterik Wiggers/Panos,

Graham Crouch/

Banque mondiale

PAGE 6 : archives de la Banque

mondiale, archives de la

Banque mondiale, archives d'IFC

PAGE 7 : vidéo ABC News,

Chris Stowers/Panos Pictures,

Bridge International Academies

PAGE 8 : Anam Abbas/IFC

PAGE 10 : Arturcos/Getty

PAGE 12 : Sven Tofinn/Panos

PAGE 14 : Linghe Zhao/Getty

PAGE 16 : Iwan Bagus

PAGE 18 : Dominic Chavez/

Banque mondiale

PAGE 25 : Mohamed Srour/IFC

PAGE 27 : Linghe Zhao/Getty

PAGE 28 : Iwan Bagus/IFC

PAGE 29 : Iwan Bagus/IFC

PAGE 38 : Martin Roemers/Panos

PAGE 39 : Port Lafito Drone

PAGE 40 : Anam Abbas/IFC

PAGE 42 : Iwan Bagus/IFC

PAGE 43 : George Osodi/Panos

PAGE 46 : Colombia Bancamía

PAGE 48 : Catherine Trautes

PAGE 50 : Iwan Bagus/IFC

PAGE 52 : Wissam Nassar

PAGE 53 : Iwan Bagus/IFC

PAGE 56 : Iwan Bagus/IFC

PAGE 58 : Iwan Bagus/IFC

PAGE 61 : Anam Abbas/IFC

PAGE 64 : Jean-Marie Heidinger

PAGE 65 : Khasar Sandag/IFC

PAGE 66 : Maria Navarro/

Estácio Participações,

Iwan Bagus/IFC

PAGE 68 : Evhen Savilov/IFC

PAGE 69 : Evhen Savilov/IFC,

Mountain Hazenuts Limited

PAGE 95 : Grant Ellis/Groupe de la

Banque mondiale



Créer des opportunités là
où elles font le plus défaut

2121 PENNSYLVANIA AVENUE, NW
WASHINGTON, DC 20433
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

202 473 3800
ifc.org

#IFClavaleurdelExp